

d'Lëtzeburger **Land**

WU

Tout ce qui est solide se dissout dans l'air

Pris en tenaille entre intérêts particuliers, pression de rentabilité et atomisation sociale, l'idée même du service public s'effrite. Illustration à l'exemple du Mudam et de la *Radio 100,7*

Für Steuertransparenz, klicken Sie hier

Am 1. März wird das Register der wirtschaftlichen Eigentümer Wirklichkeit. Die Vorbereitungsarbeiten laufen

Supplément *Immobilier*

Wenn die hohen Wohnungspreise zum Standortnachteil werden, verspricht die Regierung wieder einen Paradigmenwechsel

Foto: Sven Becker

Unabhängige Wochenzeitung für Politik,
Wirtschaft und Kultur

#07 66. Jahrgang 15. Februar 2019



5 453000 174663



19007

4,00€

Tout ce qui est solide se dissout dans l'air



Les performances *Full service* d'Adam Linder au Mudam, ce mercredi

Prise en tenaille entre intérêts particuliers, pression de rentabilité de l'investissement étatique et atomisation sociale entraînée par la digitalisation, l'idée même du service public s'effrite. Illustration à l'exemple du Mudam et de la *Radio 100,7*

josée hansen

Dématérialisation Ce mercredi soir au Mudam : les danseurs d'Adam Linder performant leurs « services » n° 3 (*Some Riding*) et n° 2 (*Some Proximity*) dans les belles salles d'exposition conçues par IM Pei. Au bar, le public, très international et *corporate*, des habitués du *Up to 11*, soirées décontractées à entrée gratuite, profite du beau cadre design inventé par les frères Bouroullec pour se retrouver entre amis ou relations professionnelles ; quelques-uns parmi eux assistent à des visites guidées à travers les expositions actuelles. Au sous-sol, dans l'auditorium, un public tout à fait différent, plus âgé et avec une volonté d'apprendre plutôt que de soigner des relations sociales, se retrouve pour assister au prochain épisode de la *Mudam Akademie* de Christian Mosar, sorte d'Université populaire grand public. Donc tout va pour le mieux dans le meilleur des musées du pays ?

Ce n'est pas si sûr. Parce que le mercredi précédent, le public des habitués du *Up to 11* s'était retrouvé devant des portes closes : les membres du Conseil d'administration fêtaient le prévernissage des nouvelles expositions avec une quarantaine d'invités de marque triés sur le volet, pour un dîner entre pairs. Soit entre représentants de la bourgeoisie, du marché de l'art, des milieux de la finance et autres sponsors. Comme tous les musées du monde, le Mudam se trouve pris en tenaille entre des attentes divergentes : La bourgeoisie, qui lui a toujours voué un amour-haine extrêmement développé, lui demande d'être un cadre pour ses sauteries huppées, où on puisse se retrouver entre gens de bon goût pour affaires, alors que le grand public lui demande non seulement d'acheter et d'exposer l'art de notre époque mais aussi de le rendre accessible au plus grand nombre, tant bien matériellement qu'intellectuellement, avec des programmes pédagogiques facilement compréhensibles et décontractés. Le Mudam doit être à la fois un lieu de représentation et d'accès au savoir. On peut donc y faire du yoga, acheter des bijoux et autres broutilles au *Marché des créateurs*, participer à des conférences ou des rencontres avec des artistes et intellectuels lors de la *Nuit des idées* ou à des *workshops* de bricolage, pour enfants ou adultes.

Attentes divergentes Entre ces attentes diamétralement opposées, celle de la bourgeoisie et celle du grand public, il n'y a guère de tangente – c'est pourquoi les premiers organisent désormais des prévernissages sélects et n'assistent plus aux vernissages officiels pour le peuple – tout au plus, dans le meilleur des cas, une ignorance mutuelle. Et il y a la politique, qui, selon le ou la ministre et le parti en charge du ressort de la culture, demande plus ou moins d'efforts de cohabitation. Le péché originel du Mudam est probablement qu'aucun ministre ou gouvernement ne lui ait jamais clairement attribué de rôle. Sa loi fondatrice de 1998, qui crée la Fondation Musée d'art moderne grand-duc Jean et lui garantit une dotation annuelle, tient en quatre petits articles portant essentiellement sur les modalités de paiement de cette aide publique. Depuis vingt ans, son orientation idéologique et stylistique est régulièrement débattue, que ce soit dans les cercles fermés des dîners en ville, dans les milieux de l'art ou lors de débats parlementaires – une prochaine fois le 14 mars dans la commission parlementaire de la Culture, sur demande du groupe politique CSV. Officiellement, la demande du parti d'oppo-

Le péché originel du Mudam est qu'aucun ministre ne lui ait jamais clairement attribué de rôle. Car au-delà des problèmes de gestion, c'est toujours des bases mêmes du musée qu'on discute

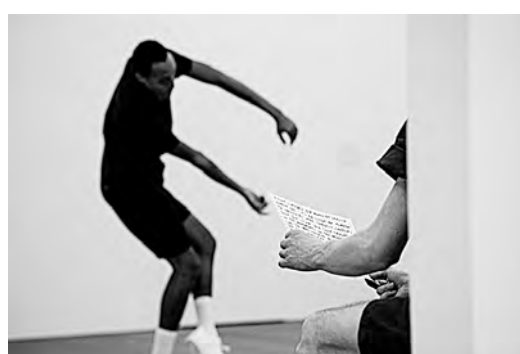
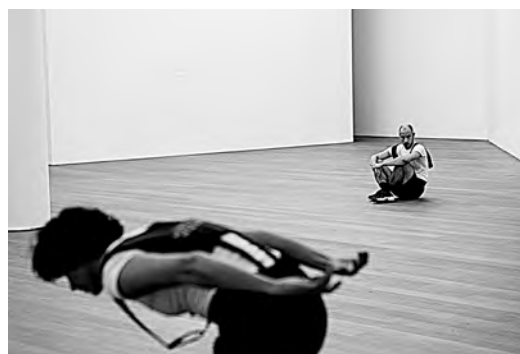
sition (dont les emblématiques ministres Erna Hennicot-Schoepges et Jacques Santer ont porté le Mudam sur les fonds baptismaux) stipule qu'il s'agit d'avoir des « explications sur la situation au sein du [Mudam] ». Mais au-delà des problèmes de gestion, qui ne s'arrangent pas, c'est toujours des bases mêmes du musée qu'on discute.

« Letzlich geht es dabei um die Frage, wem gegenüber das Museum verantwortlich ist : der Kunst und ihrer Geschichte, wie es das klassische Museum war, oder der demokratischen Gesellschaft, wie es das heutige Museum ist », demande l'expert en art Wolfgang Ullrich dans un petit livre intitulé *Was muss das Museum ? Was kann das Museum ?* (Verlag der Buchhandlung Walter König, 2018). « Dass sich beides miteinander verbinden lässt, kann ich mir eigentlich nicht vorstellen ».

Mantra Dans sa toujours très récente politique culturelle plus volontariste – elle ne remonte qu'aux années 1990 et au constat de lacunes flagrantes –, comme investissement dans son « capital symbolique », l'État n'a souvent recours qu'à un seul indicateur comme baromètre de la réussite de cette politique : le nombre de visiteurs. Qui est toujours invoqué comme un mantra et mis en rapport avec l'argent investi. En 2018, le Mudam a reçu 7,1 millions d'euros de la part de l'État pour 133 000 visiteurs (soit un subside de 55 euros par visiteur, calculeraient les démagogues), fêtés comme un nouveau record de fréquentation par le service de presse du musée. Cela correspond au tiers du Centre Pompidou-Metz la même année – qui dispose de collections inestimables et d'une renommée mondiale via la maison-mère parisienne. Pour illustrer l'absurdité de cette pression de « faire du chiffre », on pourrait aussi mobiliser cette comparaison-ci : le Mudam a mis douze ans avant d'accueillir son millionième visiteur en novembre 2018, alors que la Piscine Les Thermes à Strassen a compté 3,5 millions de nageurs ou utilisateurs de son espace *wellness* en dix ans. C'est exactement ce qu'on demande au musée : d'être un divertissement compétitif sur le marché.

Tout porte donc à croire que la racine du malaise qui traverse toujours le Mudam, et dont les traitements injustes infligés aux directeurs successifs, de Marie-Claude Beaud à Suzanne Cotter, en passant par Enrico Lunghi, ne sont qu'un des symptômes, que son péché originel est l'absence de consensus sociétal sur son être même. S'agit-il d'une infrastructure étatique à mission de service public, comme en est persuadé le grand public (qui réagit de manière allergique à la moindre manœuvre touchant à cette caractéristique, comme il l'a prouvé lors du démontage de la *Chapelle* de Wim Delvoye) ou d'un musée privé, comme le laisse entendre son statut de fondation, qui, en se finançant en partie (infinitésimale) via le mécénat, serait donc beaucoup plus flexible dans son orientation stratégique. Ce musée-là serait un lieu pour les privilégiés, un repaire pour les *High Net Worth Individuals* et leurs épouses, pour lesquelles, toutes les études le prouvent, une offre culturelle de niveau international fait partie des arguments pour choisir un lieu d'établissement au Luxembourg plutôt qu'ailleurs. Cela fut l'interprétation du DP, lors des mandats de Maggy Nagel et Xavier Bettel/Guy Arendt à la Culture (2013-18), en nommant un conseil d'administration présidé par la grande-duchesse héritière et constitué exclusivement de personnes privées ayant un réseau, que ce soit d'investisseurs potentiels ou dans le monde de l'art. Or cela s'est avéré être un leurre, le pourcentage du mécénat n'augmente pas. Dépitée, la responsable sponsoring, Annick Spautz, vient de démissionner.

Trois nouveaux au CA du Mudam La nouvelle ministre de la Culture écolo, Sam Tanson, semble avoir saisi l'enjeu du service public du Mudam, en nommant trois nouveaux membres au conseil d'administration. Trois membres qui ont une solide expérience de cette idée de service au public d'infrastructures culturelles. Il y a d'abord Jo Kox, le nouveau premier conseiller de gouvernement au ministère de la Culture, qui a écrit le *Kulturentwicklungsplang*, préside aussi le Focuna et a contribué à monter le Casino Luxembourg (avec Enrico



Lunghi) dès 1996, structure de préfiguration du Mudam. Puis Danielle Igniti, la première directrice du centre culturel régional Opderschmelz de Dudelange et programmatrice des centres d'art de la commune, qui se passionne pour l'idée d'ouvrir la culture au plus grand nombre et en connaît les enjeux. Et le collectionneur Patrick Majerus, qui a fait plusieurs donations d'œuvres d'art de haut niveau au Mudam et fait sa carrière professionnelle dans l'armée. Les deux professionnels du monde de l'art contribueront certainement à ajuster l'orientation idéologique du Mudam là où Jo Kox assurera le lien direct avec le ministère (qui est également représenté par la juriste Catherine Decker depuis peu),

État généreux ? « Le service public est un opérateur idéologique », affirme le juriste français Jacques Chevallier, « il sculpte le mythe d'un État généreux, bienveillant, uniquement soucieux du bien-être de tous ; le service public est le 'principe axiologique' qui est censé commander la gestion publique, la finalité à laquelle sont tenus de se référer gouvernants et fonctionnaires, la norme dont dépend la légitimité de leur action » (in *Le service public ; Que sais-je ?* n° 2359). Que cette notion de service public soit baffouée et que l'État démissionne de ses responsabilités est une évolution qui s'observe partout en Europe en ce moment, et peut-être le plus violemment en France, où des régions entières sont désertées, les hôpitaux, les transports publics, l'enseignement public abandonnant leurs missions vitales, le service universel. Mais cela s'observe aussi, bien que dans une moindre mesure, au Luxembourg, où depuis dix ou vingt ans, l'idée même de l'État est conspuée, en faveur d'une libéralisation à tout va. Le fonctionnaire est alors décrit comme paresseux et trop cher, moins efficace en tout cas que le chef d'entreprise dynamique et assez futé pour trouver des niches fiscales ou réglementaires. Le citoyen est désormais un client, les *Biergerzenter* fonctionnant comme un comptoir à fromages dans un supermarché. Les pauvres doivent être « activés », l'enseignement utilitariste et la recherche doit forcément apporter un *return on invest*. Lors du changement de majorité de 2013, le DP a mis tous les hauts fonctionnaires qu'il soupçonnait être des taupes du CSV, dans le placard, remplaçant ces « grands commis de l'État » dévoués à la cause publique par des proches, souvent venus du secteur privé. L'idéologie du « schlanker Staat », d'un État amaigri jusqu'au squelette, qui dominait encore le programme électoral du DP au milieu des années 1990, n'a plus été publiquement invoquée depuis – l'électorat est trop largement constitué de fonctionnaires –, mais la méfiance reste. Le ministre libéral Marc Hansen est en charge du ressort depuis décembre dernier.

Laurent Loschetter ne veut rien dire. Le *Land* a demandé un entretien sur sa définition du concept de service public à l'homme d'affaires (DSL, Den Atelier), qui aime à afficher sa proximité avec le Premier ministre, ministre des Médias (et, jusqu'en décembre aussi ministre de la Culture) Xavier Bettel (DP). Loschetter est membre du CA du Mudam, et y fut en charge de la gestion quotidienne durant l'absence de direction (2017-début 2018) et préside depuis septembre 2017 aussi le CA de l'Établissement public de radiodiffusion socioculturelle, exploitant la *Radio 100,7*. Il n'a jamais donné suite à notre requête

La *Radio 100,7* traverse actuellement une crise existentielle comparable à celle du Mudam sous beaucoup d'aspects. Le malaise à la base de la crise actuelle est lui aussi originel : alors que le Mudam fut un projet revendiqué de longue date par la bourgeoisie, la radio publique est un projet de la gauche, qui regretta que le paysage médiatique luxembourgeois fût dominé par la seule radio privée *RTL Radio Lëtzebuerg* et sa logique essentiellement commerciale. Née suite à la libéralisation du paysage audiovisuel, avec la loi de 1991, la radio qui vient de fêter son quart de siècle d'existence avait commencé comme projet hyper-crétif sous le premier directeur Paul Kieffer, qui avait mobilisé toutes les forces vives artistiques pour constituer la première équipe – qui n'a jamais pris l'antenne et s'est terminé en fiasco financier. Après une longue période d'émancipation de RTL et de professionnalisation de son contenu, la radio est décapitée de

puis le départ de son directeur Jean-Paul Hoffmann en décembre et de son chef de la programmation historique Claude Mangen, quittant le navire au moment des festivités anniversaires. La rédaction en chef et une partie de l'équipe craignent une politisation de la radio, notamment via la nomination des membres du conseil d'administration, surtout après les déclarations impromptues du président, se vantant à l'antenne d'être l'homme de confiance du ministre de tutelle (*d'Land* du 5 octobre 2018). Selon les dernières informations du *Land*, une douzaine de candidats se seraient manifestés pour le poste de directeur, les entretiens seraient en cours. Comme le Mudam, la *Radio 100,7* fait désormais l'objet d'une crispation du débat public et politique. Comme au Mudam, ses dirigeants ne communiquent pas et font ainsi augmenter les soupçons, au lieu de les désarçonner. La commission parlementaire de la Digitalisation et des Médias s'y est consacrée le 28 janvier dernier (sans qu'un représentant de la radio n'y soit présent) à la demande du groupe parlementaire CSV, et le ministre Xavier Bettel y a promis d'inclure toutes la parties concernées dans ce large débat sur « les missions, le cadre légal et la gouvernance » de l'établissement public promis dans l'accord de coalition.

Scories Si tout le monde est alarmé sur le sujet à l'heure actuelle, c'est aussi parce que le DP avait proposé, via une proposition de loi d'Anne Brasseur (DP) en 1996, d'abolir la radio, que le plus proche conseiller et chef de cabinet de Xavier Bettel, Paul Konsbruck, est un ancien de *RTL* et d'*El-doradio*, et qu'avvenue Kennedy, on le soupçonne d'être le cheval troyen de RTL. Konsbruck s'en défend virulemment et aime à avancer pour preuve qu'il a œuvré pour une augmentation de 25 pour cent de la dotation financière de la *Radio 100,7*, à 6,1 millions d'euros. S'il est commissaire du gouvernement auprès du groupe RTL, c'est parce qu'il y a repris le poste de Jean-Paul Zens (parti à la retraite) pour surveiller l'application des missions de service public qui incombent historiquement aux programmes luxembourgeois de RTL radio et télévision, en échange de la concession pour l'utilisation des fréquences internationales du Luxembourg. Car historiquement, le Luxembourg a contribué à faire tomber les monopoles audiovisuels publics en France, Allemagne et Belgique, en permettant à la CLT de conquérir ces marchés à partir du grand-duché. Paradoxalement, le Luxembourg a été un des derniers pays européens à libéraliser son marché. Sauf qu'ici, ce n'est pas un monopole public qui a été aboli, mais le monopole d'une société commerciale. Or aujourd'hui, il ne reste plus grand-chose de la libéralisation de 1991. Des chaînes de télévision privées comme *Kueb TV* ou *Tango TV* sont nées et ont disparu, tout comme des radios (*DNR*). La *Radio 100,7* et quelques chaînes très locales (*Nordlicht*, *dok*) ou de niche (*Chamber TV*) sont donc les scories d'un grand geste de l'État, qui s'est brisé sur un fait aussi brutal que l'étroitesse du marché.

Grand fan de médias anglais, notamment de l'*Old lady BBC*, Jean-Paul Hoffmann avait commandité une *Peer-to-peer-review* à l'EBU/UER (European Broadcasting Union ou Union européenne de la radio-télévision), vénérable association professionnelle des médias audiovisuels publics dont la *Radio 100,7* fait partie (et grâce à laquelle elle échange par exemple des enregistrements en direct de concerts de musique classique et contribue ainsi au rayonnement international de l'Orchestre philharmonique). Cette analyse par ses pairs a été remise en avril 2018 à la direction de la radio et a été publiée sur son site internet. Si elle est invoquée par les critiques internes et politiques actuellement, c'est pour un bref passage sur la gouvernance, qui met en garde devant « a risk of politicization, which could be a threat to ERS's independence » par des nominations biaisées au CA (page 15). Bien sûr que, comme pour chaque conseil, on pourrait chercher noise à tous les membres actuels du CA¹, issus de la société civile, culturelle et de l'administration publique. Mais en toute objectivité : il n'y a pas de représentant d'un parti politique, et le principal reproche qu'on pourrait faire aux administrateurs est qu'il n'y ait pas de professionnels des



Les publics de la *Mudam Akademie* (en haut), des visites guidées et de *Up to 11*

Comme le Mudam, la *Radio 100,7* fait désormais l'objet d'une crispation du débat public et politique. Le malaise à la base de sa crise actuelle est lui aussi originel

médias, qui aient mis les mains dans le cambouis de la production de contenu audiovisuel.

Out and about Car, comme au Mudam, alors que le débat est largement envenimé de toutes sortes de présuppositions d'ingérence, on oublie de parler de contenu et de formats dans le débat sur la *Radio 100,7*. Si les députés avaient, lors du débat en commission, plein d'idées sur comment la radio pourrait mieux leur servir, le rapport de l'Ebu s'épanche longuement sur les qualités et les faiblesses de la radio, l'encourageant à introduire plus de formats innovants, plus courts, à parler davantage de sports, à valoriser ses archives et à mieux combiner radio et plateforme internet. Et surtout, et cela revient à plusieurs reprises, à sortir, sortir : « Being less in the studio and more out and about ». Mais qui peut discuter cela sur la place publique ? Comment la radio pourrait-elle

être autre chose qu'une copie de RTL – surtout en recrutant sans cesse des anciens de RTL ?

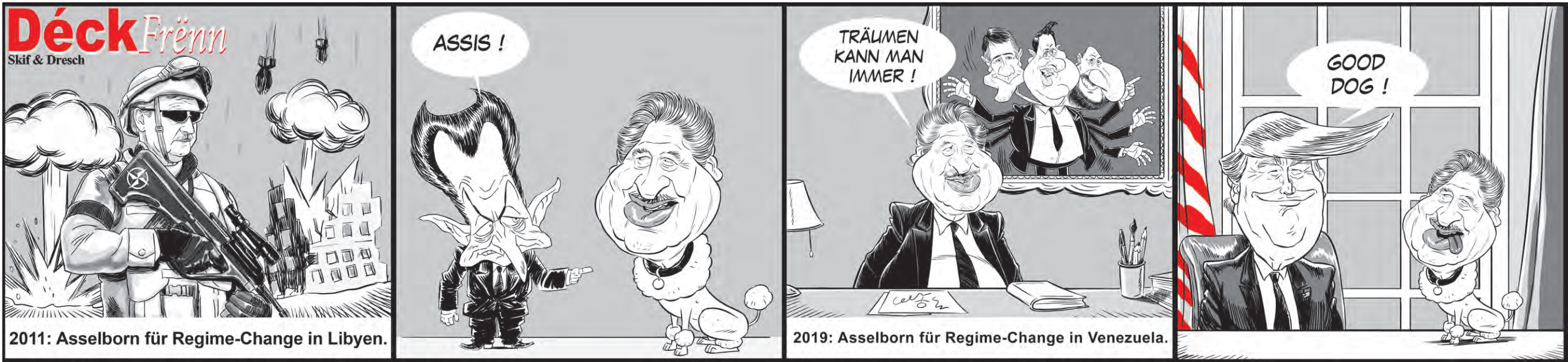
Xavier Bettel, lui, opte désormais pour la désescalation et l'apaisement. Il a écrit à l'Ebu pour l'inviter à venir débattre avec les députés et ses services sont en train de préparer le débat public, qu'il revient au Parlement de fixer, dans sa forme et sa date. Aussi, il reste à voir si la discussion sur la *Radio 100,7* doit être couplée au deuxième débat parlementaire annoncé dans l'accord de coalition, celui sur le service public de RTL. En effet, les trois partis DP/LSAP/Verts se demandent dans ce document de décembre 2018 si « les accords de concession liant le gouvernement à CLT-Ufa seraient à adapter ou si une chaîne de télévision publique² serait éventuellement à créer ». Les accords de concession signés à la hâte en 2017 et qui entreront en vigueur en 2021 prévoient pour la première fois une garantie étatique pour équilibrer une éventuelle perte financière des programmes luxembourgeois de RTL, qui serait due à ses missions contraignantes de service public – informations, diversité, sport, culture, retransmissions de discours et de grands événements nationaux... Cette somme de maximum dix millions d'euros annuels serait à payer ex-post selon un audit des comptes annuels, surveillé par une commission de contrôle à mettre en place et dont feront partie des représentants des partis politiques (qui ont aussi déjà des postes au conseil d'administration de la CLT-Ufa). Autant de contraintes que la *Radio 100,7* n'a pas, pour une dotation d'office de quatre millions d'euros de moins. « Vous ne m'avez jamais entendu avancer de *statement* sur la dotation publique de la *Radio socioculturelle* » assure

Christophe Goossens, le CEO de RTL Luxembourg (et successeur d'Alain Berwick) vis-à-vis du *Land*. « Nous n'avons aucun problème avec eux, parce que nous sommes complémentaires. Ils ont des champs de couverture que nous n'avons pas ». Selon l'étude *Plurimedia* de TNS-Ilres, RTL Radio touche 34 pour cent de la population, sa télévision vingt pour cent et son site internet presque trente pour cent, contre moins de six pour cent pour *Radio 100,7*. Le débat parlementaire sur la qualité dans les médias, lancé après l'affaire Lunghi/Schram/Berwick en mai 2017 n'avait strictement rien apporté.

Le titre est un extrait du *Manifeste* communiste de Karl Marx

¹ Composition actuelle, selon son site internet consulté le 14 février : Laurent Loschetter, président, Nancy Braun (Esch 2022), Tania Brugnoni (1535° Kreativfabrik), Jean-Marie Haensel (IGF), Dominique Hansen (Philharmonie, Fondation Eme), François Mousel (PWC), Charles Muller (metteur en scène), Véronique Faber (Cercle de coopération des ONG), Michèle Vallenthini (anciennement Fedil, maintenant Banque Raiffeisen) et Céline Flammang, commissaire de gouvernement

² L'idée de lancer une télévision publique provient du programme électoral du LSAP. Le débat sur le bienfondé d'une télévision publique avait été mené à plusieurs reprises au début des années 2000, sous la mandature de François Biltgen (CSV) aux Médias, mais à chaque fois stoppé par les contraintes matérielles : trop chère, l'entreprise souffrirait aussi d'un manque de compétences et de personnels. Or, depuis, en vingt ans, l'auditoire s'est encore fragmenté, les Luxembourgeois ne représentant plus que la moitié de la population, et la télévision comme média est tombée en désuétude, dépassée par la concurrence d'internet et ses possibilités de consommer à la demande.



Leitartikel

« Hien ass kee vun eis »

Bernard Thomas

Les élections pour la Chambre de commerce ont pris un tour inattendu. Non seulement la succession à la présidence ne semble plus aller de soi, mais en plus le scrutin aura bien lieu. Du moins dans le « Groupe 1 » réunissant le « commerce et autres activités commerciales non spécialement dénommées ». Ce mercredi matin, le directeur de l'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire (Uless), Jean-Christophe Burkel, a déposé une liste pour cette chasse gardée de la Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC). Burkel, qui vient troubler l'ordre établi, est lui-même un ancien « insider » et a travaillé comme fonctionnaire patronal à la Chambre de commerce sous Pierre Gramigna, puis à l'UEL sous Michel Wurth.

Le symbole sera fort : sa liste dissidente, sur laquelle, dit-il, on retrouverait « des entreprises sociales et solidaires and friends », concurrencera la liste de la CLC, réunissant les patrons du commerce, des transports routiers et du secteur informatique. Ni la CLC ni l'Uless n'auront droit au moindre vice de forme. Car si une liste est considérée incomplète, elle sera intégralement rejetée. Ce qui assurerait au concurrent un tiers des sièges à la Chambre de commerce. La campagne dans le très hétérogène « Groupe 1 » aura lieu entre le 25 février et le 29 mars et s'adressera à approximativement 4 000 électeurs inscrits. Au public, cette brèche donne

l'occasion, rarissime, d'entrevoir le fonctionnement interne d'une institution où les décisions personnelles se prenaient traditionnellement derrière les coulisses.

La présidence a longtemps été un office duquel on héritait entre notables de la déurgie. Il aura fallu attendre 2019 pour que la lente érosion de l'Arbed-Stat se manifeste à la tête de la Chambre de commerce. Michel Wurth aura eu beaucoup de mal à trouver des candidats potentiels à sa succession. Il lui faut un Luxembourgeois semi-retraité mais pas trop vieux, connaissant les rouages politiques et médiatiques. En décembre 2017, le nom de l'ancien ministre CSV Luc Frieden commence à circuler et, à la mi-janvier, il est nommé, en tant que président de la Bil, sur la liste de l'ABBL comme un des cinq candidats. Il ne s'est toujours pas prononcé publiquement sur ses ambitions. Sans doute pour de ne pas se brûler avant que ne se réunisse l'assemblée constituante souveraine pour désigner le président. Or, l'instabilité, qui accompagne cet interrègne, a fait éclater la façade de l'unité patronale.

La fronde est menée par l'ancien président de la Fedil, Robert Dennewald, qui a passé quinze ans à l'ombre de Michel Wurth comme un des quatre vice-présidents de la Chambre de commerce. À la dernière assemblée plénière, puis sur LinkedIn et enfin dans

Paperjam, celui qui se désigne de « gilet jaune du patronat » (« Je ne vais plus me taire ») s'est offusqué de ce que la discussion sur la succession se déroule « sur la place publique ». Pour une « institution connue pour son intégrité inébranlable » ce serait inouï. Aux yeux de Dennewald, « la présidence de la Chambre de commerce doit revenir à un entrepreneur qui est issu du monde de l'entreprise, selon moi, de l'industrie ou du commerce » [donc pas au politicien et avocat Luc Frieden, ndlr]. Or, j'ai eu l'impression que les jeux étaient déjà faits avant que l'élection ait lieu... D'autant que j'ai appris que le monde politique avait été approché pour savoir si ce candidat conviendrait. » Mais Dennewald ne saura arrêter le temps, ni le rééquilibrage du pouvoir entre organisations patronales. Qui se fera au profit de la place financière et au détriment de l'industrie manufacturière.

Interrogé fin janvier par la Radio 100,7, le toujours prudent Michel Wurth ne s'était pas mouillé outre mesure pour le candidat Frieden, soulignant l'importance d'un « grand consensus ». Wurth était par contre très explicite sur les sacrifices que Luc Frieden aurait à faire. Pour être « crédible », il devrait « non seulement déclarer mais également prouver qu'il ne prend plus un rôle actif dans la politique et qu'il n'entretient plus de relations privilégiées avec le CSV ou avec les instances du CSV ». Sans oublier « son influence sur la presse », une allusion au Groupe Saint Paul présidé par l'ex-ministre.



Als jüngstes der sechs Kinder von Großherzogin Charlotte lebte Alix von Luxemburg während der Weltwirtschaftskrise wie eine Prinzessin zuerst auf Schloss Colmar-Berg und danach im amerikanischen Exil. Nach dem Zweiten Weltkrieg heiratete sie Antoine de Ligne, 13. Prinz eines alten belgischen Adelsgeschlechts mit Besitztümern von Ligne bis Kongo, das den König sogar siezen darf. Während Antoine als Militärpilot flog und vorübergehend bei einer Südpolexpedition verscholl, gebar Alix auf Schloss Belœil bei Tournai sieben Prinzen und Prinzessinnen, pflegte Amaryllis und war wohlthätig. 14 Jahre nach ihrem Gatten verstarb sie am Montag im Alter von 89 Jahren auf Schloss Belœil. rh.

Fr. Mersch, Luxemburg seine Dynastie

blog

Personalien

Personalie

Personalien

Soziales

Soziales

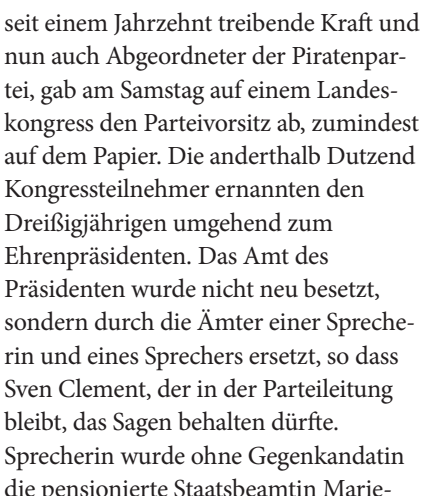
Armee

Yves Wagener,



Rechtsanwalt unter anderem für „grandes sociétés qu'il conseille activement et représente devant les juridictions luxembourgeoises“, so seine Kanzlei, ist neues Mitglied des Staatsrats für die grüne Partei. Bei den Kammerwahlen im Oktober war er Dritttletzter auf der Zentrumsliste der Grünen geworden. Yves Wagener tritt im Staatsrat die Nachfolge von Mike Mathias an, einem der Gründer von Tax Justice Lëtzebuerg, der Erster Regierungsrat im Wohnungsbauministerium wurde (Foto: Gréng). rh.

Sven Clement,



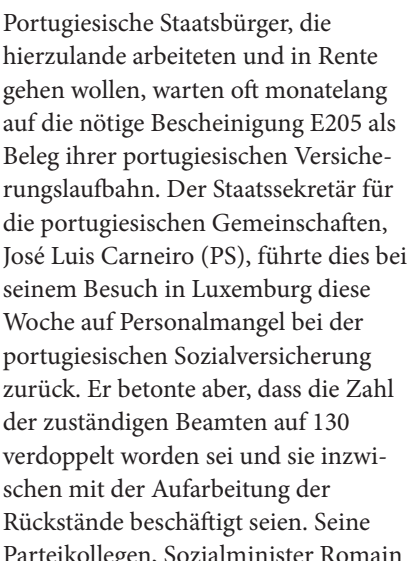
seit einem Jahrzehnt treibende Kraft und nun auch Abgeordneter der Piratenpartei, gab am Samstag auf einem Landeskongress den Parteivorsitz ab, zumindest auf dem Papier. Die anderthalb Dutzend Kongressteilnehmer ernannten den Dreißigjährigen umgehend zum Ehrenpräsidenten. Das Amt des Präsidenten wurde nicht neu besetzt, sondern durch die Ämter einer Sprecherin und eines Sprechers ersetzt, so dass Sven Clement, der in der Parteileitung bleibt, das Sagen behalten dürfte. Sprecherin wurde ohne Gegenkandidatin die pensionierte Staatsbeamtin Marie-Paule Dondelinger. Sie ist oder war auch Pressersprecherin der vom Ex-ADR-Abgeordneten Jean Colombero gegründeten Partei für integrale Demokratie (Pid). Der ehemalige Petinger Gemeinderat und Eisenbahngewerkschafter Stanzky Flor wurde ebenfalls konkurrenzlos Sprecher. Beide sind Kandidaten für die Europawahlen im Mai, die die Piratenpartei ohne förmliche Allianz mit der Pid bestreiten will. Der Abgeordnete Marc Goergen bleibt Generalsekretär der Partei, nennt sich aber nun Koordinator. rh.

Perrine Simon,



Luxemburger Absolventin der Rechtswissenschaften in Paris, ist Trägerin des renommierten Prix Vendôme 2018. Am vergangenen Montag erhielt sie den mit 3 000 Euro dotierten Preis aus den Händen der französischen Justizministerin Nicole Belloubet in Gegenwart ihrer Doktorväter, der Rechtsprofessoren Stefan Braum von der Uni Luxemburg und Edourad Dubot von der Universität Paris Est für ihre Doktorarbeit *La compétence d'incrimination de l'Union européenne. Recherche sur le pouvoir européen*. Darin setzt sie sich mit den Gesetzgebungskompetenzen der EU auseinander und beleuchtet kritisch aktuelle Tendenzen im Europäischen Strafrecht, wie etwa die überbordende Kriminalisierungspolitik durch die Ausweitung strafrechtlicher Kompetenzen auf EU-Ebene und den damit einher gehende Abbau von Verfahrensrechten. Derzeit ist sie für die Universität Luxemburg an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität in Laos tätig. ik

Kürzere Wartezeiten



Portugiesische Staatsbürger, die hierzulande arbeiteten und in Rente gehen wollen, warteten oft monatelang auf die nötige Bescheinigung E205 als Beleg ihrer portugiesischen Versicherungslaufbahn. Der Staatssekretär für die portugiesischen Gemeinschaften, José Luis Carneiro (PS), führte dies bei seinem Besuch in Luxemburg diese Woche auf Personalmangel bei der portugiesischen Sozialversicherung zurück. Er betonte aber, dass die Zahl der zuständigen Beamten auf 130 verdoppelt worden sei und sie inzwischen mit der Aufarbeitung der Rückstände beschäftigt seien. Seine Parteikollegen, Sozialminister Romain Schneider und Arbeitsminister Dan Kersch, sicherten ihre Unterstützung bei der Beratung der Pensionsberechtigten zu (Foto: MTEESS, MSS). rh.

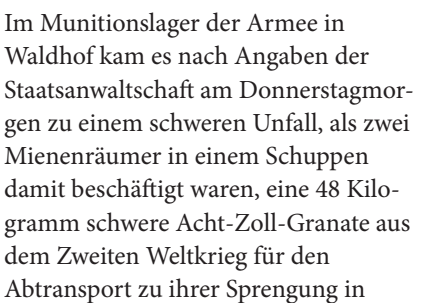


Die Sicav auf den Märkten



Die Sicav, mit der der Kompensationsfonds der Pensionskasse neun Zehntel der Rentenreserven auf den internationalen Finanzmärkten investieren lässt, dürfte vergangenes Jahr ein negatives Ergebnis erwirtschaftet haben. Das teilte LSAP-Sozialminister Romain Schneider auf eine parlamentarische Anfrage seines Amtsvorgängers, des LSAP-Abgeordneten Mars Di Bartolomeo, mit. Noch sei das Resultat „nicht auditiert“, doch wie es scheint, schlossen vor allem die Investitionen der Sicav in Aktien mit -6,21 Prozent schlecht ab. Zurückzuführen sei das auf die vor allem im vierten Quartal und insbesondere im Dezember „sehr volatile“ Entwicklung der Märkte. Negativ war der Erlös der Sicav seit ihrem Start 2007 noch nie. Seit Jahresbeginn sei die Lage wieder besser, so Schneider: Bis Ende Januar waren die Verluste von 2018 wieder ausgeglichen. Wie hoch die Rentenreserve Ende 2018 war, lasse sich erst im März sagen. Aller Voraussicht nach habe sie aber gegenüber Ende 2017, als sie sich auf 18,9 Milliarden Euro belief, zugenommen. pf

Tödlicher Unfall



Im Munitionslager der Armee in Waldhof kam es nach Angaben der Staatsanwaltschaft am Donnerstagmorgen zu einem schweren Unfall, als zwei Mienenräumer in einem Schuppen damit beschäftigt waren, eine 48 Kilogramm schwere Acht-Zoll-Granate aus dem Zweiten Weltkrieg für den Abtransport zu ihrer Sprengung in Belgien vorzubereiten. Bei der Explosion des Geschosses kamen die zwei Unteroffiziere ums Leben, zwei weitere Soldaten wurden verletzt, davon einer lebensgefährlich. Die Ermittlung soll nun ergeben, wie das für harmlos gehaltene Geschoss ohne Zünder explodieren konnte. Im November 2012 war ein Soldat im Lager Waldhof tödlich von einer Kugel getroffen worden, weil die Sicherheitsbestimmungen missachtet worden waren, wie es vor Gericht hieß. rh.

50-prozentige Steigerung

In einem Kommentar zum Koalitionsabkommen bedauert die vergangenes Jahr von grünen und linken Militanten gegründete Friddens- a Solidaritätsplattform Lëtzebuerg, dass die Militärausgaben um 50 Prozent steigen sollen, um offensives Material wie ein Flugzeug, Helikopter und Dronen zu kaufen. Bedauerlich sei auch, dass Luxemburg den 2017 von den Vereinten Nationen verabschiedeten Vertrag zum Verbot von Atomwaffen nicht ratifiziert habe. rh.



2018 bildete das staatliche Aus- und -Weiterbildungsinstitut Inap 340 Anwärtinnen und 402 Anwärt für den öffentlichen Dienst aus

Es geht voran

Ines Kurschat

Zum ersten Mal sei der Anteil von Frauen in den Verwaltungsräten öffentlich-rechtlicher Einrichtungen höher als die angestrebte Quote von 40 Prozent. Das sagten die Ministerin für die Gleichheit zwischen Frauen und Männern, Taina Bofferding, und Wirtschaftsminister Etienne Schneider (beide LSAP) am vergangenen Freitag auf einer gemeinsamen Pressekonferenz. Die Dreierkoalition hatte sich im Herbst 2014 dazu verpflichtet, den Frauenanteil in den rund 80 Entscheidungsgremien, in denen der Staat vertreten ist, auf 40 Prozent im Jahr 2020 zu erhöhen.

Neusten Daten zufolge ist dieses Teilziel erreicht: Um zehn Prozent, von 30,34 Prozent im Jahr 2015 auf nunmehr 40,19 Prozent, kletterte der Frauenanteil unter DP, LSAP und Grünen. Eine gute Nachricht für die frisch gebackene Ministerin Bofferding, die auf der Pressekonferenz betonte, es gehe nicht nur darum, das „Talent der Frauen zu fördern“, die bereit seien Verantwortung zu übernehmen. Es sei vielmehr eine „Frage der Fairness“ und Frauen seien eine echte „wirtschaftliche Kraft“.

Was die Ministerin und ihr Parteikollege nicht im Gepäck hatten, waren Details zu besagter Erfolgsmeldung, die noch am selben Tag von den Medien aufgegriffen wurde: Der 2014 eingeführte Mechanismus, frei werdende Leitungsposten zunächst im jeweiligen Ministerium und dann im Regierungsrat stets auch hinsichtlich der Geschlechterquote zu überprüfen und Unterrepräsentationen eines Geschlechts abzustellen, greift also; das zeigt der deutliche Frauenzuwachs. Unklar bleibt allerdings, was die einzelnen Ministerien dazu beitragen haben, ob es Musterschüler gibt, die sich besonders um Geschlechtergleichheit bemühen, und wer warum die Nachzügler sind. *D'Land* fragte deshalb im Gleichstellungsinstitut nach, in welchen Politikbereichen und in welchen Funktionen, ob als Präsidentin, Vizepräsidentin oder einfaches Mitglied, die Frauen in den Gremien sitzen. Die Tabellen im Pressedossier geben darüber keine Auskunft.

Kaum Daten, wenig Transparenz

Die Anfrage blieb bis zum Redaktionsschluss unbeantwortet und auch eine gleichlautende Anfrage beim Wirtschaftsministerium führte nicht wirklich weiter. Das Ministerium unter Führung von Etienne Schneider verantwortet besagtes Monitoring. Die Gesamtzahl der Verwaltungsräte, in die der Staat Vertreter entsendet, nennt der zuständige Beamte Luc Wilmes bereitwillig: Es seien 79. Eine Aufschlüsselung nach Ressort will er aber nicht geben, ohne zuvor grünes Licht von höherer Stelle bekommen zu haben. Er könne die Zahlen anderer Ministerien nicht herausgeben, so Wilmes am Telefon, der stattdessen auf die Daten des Schatzamts verweist. Immerhin: Die Pressestelle des Gesundheitsministeriums schickte umstandslos eine Auflistung der

Früher hatten mächtige, männliche Beamte oft Mandate in mehreren Verwaltungsräten inne, ohne dass sie dafür extra geschult waren

Zusammensetzung nach Geschlecht: In den Verwaltungsräten der Kliniken und des Labors sind die Männer zwar in der Überzahl, aber Frauen holen auf. Das Erziehungsministerium teilte mit, es führe keine „zentralisierte Liste“, und schickte stattdessen eine manuell erstellte Übersicht aller ihrer Vertreterinnen und Vertreter in Verwaltungsräten.

Vorreiter Frankreich

In Frankreich, wo Frauenförderung zu den Prioritäten der liberalen Regierung unter Emmanuel Macron zählt, ist das Geschlechter-Monitoring umfassend und transparent. Analysen sind im Internet einzusehen, ohne langes Suchen, als handele es sich um Staatsgeheimnisse. Frankreichs Kulturministerium veröffentlichte vergangenes Jahr eine detaillierte Analyse über Frauen und Männer in Kultur und Kommunikation, ihre Beteiligungen an der Belegschaft, an Juries, Leitungsfunktionen, Wettbewerben. So etwas fehlt in Luxemburg bis heute.

Eine Ausnahme bildet das Kulturressort, wo der inzwischen zum Ersten Regierungsrat aufgestiegene Präsident des nationalen Kulturfonds, Jo Kox, eine Tabelle zu den Beschäftigungsverhältnissen in den Kulturinstitutionen angefertigt hat. Dabei fällt auf, dass weibliche Beschäftigte in Kultureinrichtungen wie den Rotondes, dem Casino oder der Abtei Neumünster recht gut vertreten sind. In zwei regionalen Zentren (Niederanven, Grevenmacher) bilden sie die Mehrheit der Beschäftigten. Kox analysierte auch die Verwaltungsräte: Der Aufsichtsrat der Philharmonie ist nahezu paritätisch besetzt, in Orchester, Technik und Verwaltung arbeiten insgesamt jedoch mehrheitlich Männer. Ähnlich ist es bei der Rockhal. Auch die Musikvereine tun sich mit der Gleichstellung schwer: Mit dem Rücktritt von Ugda-Präsidentin Martine Deprez schrumpft der (ehrenamtliche) Verwaltungsrat des Musikverbands auf vier Frauen gegenüber neun Männern, im vierköpfigen Vorstand des Gesangsinstituts Inecc sitzt nur eine Frau, der Verwaltungsrat von MusicLX ist rein männlich. Die Analyse nach Geschlecht ebenso wie nach Hautfarbe und Herkunft in Statistiken und die Förderung von Frauen müsse „zum automatischen Reflex werden“,

sagt Jo Kox. Im Kulturentwicklungsplan, den die grüne Kulturministerin Sam Tanson umsetzen will, steht die Förderung von Frauen in den Verwaltungsräten als erklärtes Ziel.

Musterschüler, Nachzügler...

Wer einen Gesamtüberblick über die Verteilung nach Geschlecht in den Verwaltungsräten öffentlicher Einrichtungen gewinnen will, der/dem bleibt derzeit nur die Liste des Schatzamtes. Sie zählt die *Établissements publics*, Stiftungen und *Groupements d'intérêt économique* auf, in denen der Staat vertreten ist, mitsamt zuständigem Ministerium und den Zusammensetzungen der jeweiligen Verwaltungsräte. Die Liste, die ausgedruckt mehr als 80 Seiten lang ist, ist alphabetisch geordnet und anders als die Datenbank im Wirtschaftsministerium nicht auf dem allerletzten Stand: So steht beispielsweise beim Radio 100,7 die alte Zusammensetzung des Verwaltungsrats mit Françoise Poos an der Spitze. Inzwischen sitzt im Präsidentensessel mit Laurent Loschetter ein erklärter Vertrauensmann des zuständigen Medienministeriums (siehe Seite 2-3).

Leider lässt sich die Auflistung nicht per Knopfdruck nach Ressort oder Funktion sortieren. Analysen im Ausland haben gezeigt, dass Frauen eher in so genannten „weichen“ Bereichen Karriere machen, wo Leitungsposten familienfreundlicher gestaltet sind und der Lohn niedriger ausfällt. Das liegt auch daran, dass die Zahl der weiblichen Beschäftigten in diesen Bereichen höher ist. Eine grobe Analyse der Liste der Schatzamts deutet darauf hin, dass dies tendenziell in Luxemburg ähnlich ist: Beim Fonds national de la solidarité beispielsweise sitzt mit Dominique Faber eine gediente Beamtin und Erste Regierungsrätin aus dem Familienministerium an der Spitze des Verwaltungsrats, ebenso bei Servior, wobei die anderen Mitglieder fast ausnahmslos Männer sind. Beim dem Mobilitäts- und Bautenministerium zugeordneten Fonds Belval und dem Fonds Kirchberg sind die männlichen Verwaltungsräte deutlich in der Überzahl; und wären da nicht Félicie Weycker und Michelle Steichen, würde die Bilanz des Ministerium ungünstiger ausfallen. In der Agrarwirtschaft, eine weitere Männerdomäne, bleiben die Männer unter sich. Ein reiner Männerclub ist auch der Verwaltungsrat des Fonds de Luxembourg mit Präsident Henri Grethen, ehemaliger DP-Wirtschaftsminister und luxemburgisches Mitglied am Europäischen Rechnungshof, oder der Aufsichtsrat des Centre de Ressources des Technologies et de l'Innovation pour le Bâtiment. Im Verwaltungsrat der Post sitzen mit Ginette Jones, Marie-Josée Ries, Anne-Catherine Ries und Betty Sandt immerhin vier Frauen, neben 13 Männern. Eine Ausnahme bildet ausgerechnet das Ressort Finanzen, wo mehrere gut dotierte Verwaltungsräte nahezu paritätisch besetzt sind, etwa der des Fonds

souverain intergénérationnel du Luxembourg oder der Finanzaufsicht CSSF.

... und eine Überraschung

„Leitungsfunktionen einer Behörde oder eines Ministeriums sind oftmals mit Vertretungen in anderen Organen verbunden“, erklärt Maryse Fisch vom Gleichheitsministerium. Im Bereich Finanzen sind es mit Isabelle Goubin und Pascale Toussing zwei Finanzexpertinnen, die unter Minister Pierre Gramegna (DP) systematisch gefördert wurden, Karriere gemacht und mehrere Schlüsselpositionen haben. Ein anderes Schwergewicht ist Adem-Direktorin Isabelle Schlessler, die 2018 in den Staatsrat einzog und zudem im Verwaltungsrat der CFL sitzt.

Dass hohe Beamte nicht nur – meist gut bezahlte – Leitungen übernehmen, sondern daneben oftmals gleich in mehreren Verwaltungsräten sitzen, sorgt immer wieder für Kritik. Nicht nur wegen der damit verbundenen Machtfülle und naheliegender Zweifel, ob die Strategie- und Aufsichtsfunktion bei so vielen parallelen Mandaten überhaupt optimal ausgeübt werden kann. In der Vergangenheit waren diese Alpha-Menschen meist ältere, weiße männliche Beamte, die sich verdient gemacht haben und die nicht selten mit einem Verwaltungsratsitz belohnt wurden. Wie es scheint, zeichnet sich ein ähnlicher Trend zu Mehrfachmandaten nun bei den Frauen ab.

Eine Möglichkeit, dem entgegenzuwirken, wäre, die Entsendung in Verwaltungsräten von der Leitungsfunktion zu entkoppeln, sagt Maryse Fisch vom Gleichheitsministerium. So könnten statt des Direktors – oder der Direktorin – andere stellvertretend in ein Führungsgremium geschickt werden. Denn an geeigneten Kandidatinnen fehlt es eher nicht: Nicht nur studieren Frauen ebenso wie Männer, sie haben oft die besseren Abschlüsse, wollen Karriere machen und bewerben sich auch beim Staat: 2018 traten 340 Frauen und 404 Männer ihren *Stage* im öffentlichen Dienst an.

Female Board Pool

Schon die ehemalige Gleichstellungsministerin Lydia Mutsch hatte, wie jetzt Taina Bofferding, ausdrücklich auf den Female Board Pool als Quelle für Bewerberinnen mit Ambitionen hingewiesen. Die Initiative der Finanzexpertin und erfahrenen Coachin Rita Knott fördert durch Netzwerke und Experten-Workshops gezielt Frauen für Führungsaufgaben. Ihr Pool besteht aus einer Datenbank von mittlerweile 540 Frauen allein in Luxemburg mit unterschiedlichen Profilen: „Bei uns können Unternehmen kostenlos anfragen und wir suchen dann jeweils passende Profile aus der Datenbank heraus“, sagt Knott. Derzeit verhandelt sie mit dem Gleichheitsministerium über eine neue Konvention zur weiteren Zusammenarbeit.

Allzu groß ist das Interesse bisher nicht: 29 Unternehmen und Organisationen haben den Service angefragt, neun Frauen wurden vermittelt. Eine derer, die die Hilfe des Female Board Pool beansprucht hat, dadurch Kandidatinnen fand, die dann erfolgreich vermittelt wurden, war Lydia Mutsch in ihrer damaligen Funktion als Gesundheitsministerin. Ansonsten scheint die Plattform in den verschiedenen Ministerien nicht allzu bekannt zu sein – oder sie wird ignoriert. Laut Isabelle Wickler, im Gleichstellungsministerium mit der Weiterbildung beauftragt, wurde die Initiative wohl jenen Beamtinnen vorgestellt, aber offenbar geschieht das nicht systematisch, so dass jede Frau, die eine Karriere im öffentlichen Dienst anstrebt, darüber auf jeden Fall Bescheid wüsste. Vier höhere weibliche Beamte, die für ihr Ministerium in Verwaltungsräten sitzen und die das *Land* befragte, haben von der Initiative nichts gehört. Eine vernetzte Strategie, um Anwärtinnen gezielt für Leitungsfunktionen in öffentlichen Behörden und Verwaltungsräten aufzubauen und vorzubereiten, fehlt bis heute. Wer im öffentlichen Dienst eine Karriereberatung will, muss sie sich selbst organisieren.

Wohl bietet das Institut national d'administration publique (Inap) Schulungen zu Diversität und Chancengleichheit an, die sind aber fakultativ. Noch bis 2018 mussten noch alle rund 800 Beamte im Praktikum den vom Gleichheitsministerium gehaltenen Kurs zu „Chancengleichheit“ im Rahmen der 60-stündigen Grundausbildung besuchen. Seit diesem Jahr ist die Teilnahme an dem Kurs, der unter der Überschrift „Rechte und Pflichten“ angeboten wird, wegen einer Änderung des entsprechenden Reglement grand-ducal freiwillig. Eine Änderung, die unter Bofferdings LSAP-Parteikollegen Dan Kersch, damaliger Minister für den öffentlichen Dienst, erfolgte. Insgesamt besuchten vergangenes Jahr 3 322 Frauen und 5 706 Männer Fortbildungen des Inap. Aber nur 134 Beamte, 81 Frauen und 53 Männer, besuchten die Schulungen zu „Diversität“ und „Chancengleichheit“.

Kein Anlass also für Freudensprünge oder Zurücklehnen in Sachen Gleichheit von Frauen und Männern für die Feministin Taina Bofferding, zumal da, wie es die deutsche Autorin Ingrid Strobl einmal treffend formulierte, Frau sein allein kein Programm ist. Wem nützt es, wenn immer mehr Frauen die gläserne Decke durchstoßen, um dann wie manche Kollegen schlechte, autoritäre, launische Chefs und Kontrolleure zu werden, die nur Profit oder den eigenen Aufstieg im Blick haben? Oder wie es eine Kolumnistin der Berliner *Tageszeitung* angesichts des Weltwirtschaftsforums in Davos formulierte: „Es wird sich für alle nichts ändern, wenn der Typus Davos-Mann nicht demontiert wird. Es wird sich nichts bessern, solange erfolgreiche Frauen Davos-Männer in Bleistiftrocken geben.“

Die 40-Prozent-Marke haben die Frauen in den Verwaltungsräten öffentlicher Einrichtungen inzwischen geknackt. Anlass, sich beruhigt zurückzulehnen, gibt es trotzdem nicht

Parteienfinanzierung

Mitglieder überflüssig

Romain Hilgert

Am Montag erläuterten Vertreter des Rechnungshofs dem parlamentarischen Ausschuss für die Institutionen und Verfassungsrevision sowie dem Haushaltskontrollausschuss ihren vor kurzem fertiggestellten Bericht über die staatliche Parteienfinanzierung im Jahr 2017. Die staatliche Bezuschussung der Parteien begann 1966 mit einer seither regelmäßig ausgeweiteten Unterstützung für die parlamentarischen Fraktionen, die es erlauben soll, die Arbeit der Abgeordneten zu professionalisieren. Die Europaabgeordneten der Parteien erhalten zudem Zuschüsse der Europäischen Union. 1976, als jeder traditionellen Partei im Parlament eine Tageszeitung samt Druckerei gehörte oder nahestand, folgte die Einführung der staatlichen Pressehilfe als ursprünglich indirekte Parteienfinanzierung. 1999 wurde dann die nach dem Wahlergebnis gestaffelte Erstattung der Wahlkampfkosten bei Landes- und Europawahlen eingeführt; Gemeindewahlen bleiben ausgeschlossen. 2007 wurden schließlich nicht zweckgebundene Direktzuschüsse an die Parteien geschaffen, die staatliche „Parteienfinanzierung“ im engeren Sinn.

Diese nicht zweckgebundenen Zuschüsse von insgesamt 2,6 Millionen Euro im Jahr 2017 machen etwa ein Drittel der direkten Zuschüsse an die Parteien aus. Der Rechnungshof kontrolliert ihre Auszahlung und legt darüber einen jährlichen Bericht vor. Um in den Genuss dieser staatlichen Parteienfinanzierung zu kommen, müssen die Parteien in allen Bezirken kandidieren, mindestens zwei Prozent der Wählerstimmen erhalten, 40 Prozent Kandidatinnen aufstellen, ihre Konten von denjenigen der Fraktionen trennen, Spenden über 200 Euro offenlegen und Spenden von Unternehmen ablehnen. Derzeit kommen sieben Parteien in den Genuss staatlicher Zuschüsse, CSV, LSAP, DP, Grüne, ADR, Linke und Piraten. Die KPL, Pid, die Konservativen und andere bleiben ausgeschlossen.

Um Anspruch auf staatliche Parteienfinanzierung erheben zu können, müssen die Parteien mehr oder weniger einheitliche Bilanzen und Konten veröffentlichen. Darin fällt auf, dass die Beiträge der Hunderten oder Tausenden von Mitgliedern nur noch eine geringe Rolle in den Einnahmen der Parteien spielen. Da eine Parteikarte je nach Partei unterschiedlich teuer ist, sind die Beitrags-einnahmen der LSAP höher als die der CSV, obwohl die CSV mehr als doppelt so viele zahlende Mitglieder beansprucht.

Anteil der Mitgliedsbeiträge an den Gesamteinnahmen:

LSAP	14,57 %
DP	11,17 %
CSV	9,31 %
ADR	9,00 %
Gréng	7,51 %
Lénk	3,05 %
Piraten	0,61 %

Gar keine Rolle mehr in den Parteikonten spielen die Spenden. Die staatliche Parteienfinanzierung war auch als Reaktion auf verschiedene Spendenskandale beschlossen worden, um die Parteien unabhängig von okkulen Geldgebern zu machen und den Vorsprung unternehmerfreundlicher Parteien wie der DP, aber auch der CSV gegenüber anderen Parteien zu verringern. Dafür klagen inzwischen die Sprecher der Unternehmerverbände, dass sie kein Gehör mehr bei Politikern fänden. Weil Firmenspenden nunmehr verboten sind und Privatspenden über 200 Euro

Die staatliche Parteienfinanzierung verringert die Abhängigkeit der Parteien von ihrem gesellschaftlichen Zusammenhang und vergrößert ihre Abhängigkeit vom Staat

öffentlich gemacht werden müssen, betrugen die Spenden 2017 nur noch einige tausend Euro jährlich. Wobei bei manchen Parteien die reichsten Spenden von Mandatsträgern kamen, die mehr abgaben, als die Parteistatuten vorschrieben.

Anteil der Parteispenden an den Gesamteinnahmen:

Lénk	5,07 %
ADR	1,90 %
DP	1,53 %
Piraten	1,33 %
LSAP	1,16 %
Gréng	0,28 %
CSV	0,20 %

Um so größer ist der Anteil der staatlichen Parteienfinanzierung an den Gesamteinnahmen der Parteien. Der Zuschuss ist nach der Zahl der Abgeordneten gestaffelt.

Anteil der Parteienfinanzierung an den Gesamteinnahmen:

ADR	73,17 %
Piraten	68,70 %
CSV	64,57 %
DP	63,09 %
Lénk	55,72 %
Gréng	53,00 %
LSAP	45,85 %

Den zweitgrößten Einnahmeposten stellen die von Partei zu Partei unterschiedlichen Anteile dar, die die Mandatsträger von ihren Diäten und Entschädigungen an die Partei abführen. Eine Ausnahme machte nur die Piratenpartei, die 2017 keine Mandatsträger hatte, seit 2018 aber über zwei Abgeordnete verfügt.

Anteil der Abgaben der Mandatsträger an den Gesamteinnahmen:

LSAP	34,58 %
Gréng	28,20 %
ADR	27,02 %
DP	23,20 %
CSV	15,56 %
Lénk	15,18 %
Piraten	0,00 %

Auf diese Weise bezogen sämtliche Parteien mit Ausnahme der Linken und Piraten über 80 Prozent ihrer Einnahmen vom Staat, direkt als Zuschüsse oder indirekt als Abgaben der Mandatsträger. Einschließlich der Zuschüsse für die Fraktionen und Europaabgeordneten sowie der Wahlkampfkostenerstattung ist der Anteil noch weit höher.

Weil die Parteien über diese üppig fließenden Einnahmequellen hoch erfreut sind, werden die politischen Folgen ihrer Verstaatlichung kaum erörtert. Lediglich der Staatsrat hatte 1998, als sich besonders die gegenüber der CSV zurückgehende LSAP und die mittellose ADR für die Parteienfinanzierung stark machten, in einem Gutachten gewarnt: „En effet, le financement du fonctionnement normal d'un parti risque de créer une dépendance des formations politiques à l'égard du financement public qui peut attenter à leur liberté d'action. En plus, elles courent le risque d'être identifiées à des institutions publiques.“

Parteien versuchen, gesellschaftliche Interessen zu bündeln und gesellschaftliche Konflikte zu institutionalisieren, wenn nicht zu ritualisieren. Gleichzeitig organisieren sie staatliche Herrschaft und legitimieren sie, am besten als politisches Monopol. Dadurch sind Parteien gleichzeitig gesellschaftliche und staatliche Organisationen und stellen sich als Vermittler zwischen Gesellschaft und Staat dar. Die Parteikonten zeigen aber, wie durch die staatliche Parteienfinanzierung die Abhängigkeit der Parteien von ihren Mitgliedern, von ihrem gesellschaftlichen Zusammenhang, geringer und die Abhängigkeit vom Staat größer wird. Der ideelle Gesamtkapitalist Staat wird zum materiellen, wenn nicht ideellen Gesamtparteimitglied anstelle der vielen zahlenden Einzelmitglieder.

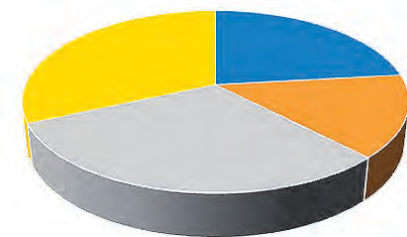
Dies scheint die angemessene Organisationsform in Zeiten eines autoritären Liberalismus zu werden, der Demokratie als Populismus abtut und ökonomische Interessen als Sachzwänge gewaltsam durchsetzt, etwa mittels der Gesetz gewordenen Maastrichter Austeritätskriterien. Zu diesem Zweck schreibt das Gesetz über die staatliche Parteienfinanzierung auch eine strenge Trennung von Partei- und Fraktionskonten und damit die Trennung ihrer gesellschaftlichen beziehungsweise institutionellen Aktivitäten vor.

Den Parteiapparaten sind Mitglieder sowieso eine lästige Notwendigkeit, um Wähler zu gewinnen und damit Regierungsbeteiligung. Wenn sie nicht mehr auf Mitgliedsbeiträge angewiesen sind, können sich die Parteiapparate gegenüber den Mitgliedern verselbstständigen: Eine Partei braucht keine Mitglieder mehr, Wahlen zu gewinnen, wird dann zur Aufgabe von Marketingfirmen, die politische Angebote bewerben und aus den großzügigen staatlichen Zuschüssen honoriert werden. Die ideologische Führung zur Integration subalternen Klassen übernehmen *Gouvernance*-Techniker. Im Extremfall werden Mitglieder durch *Facebook*, *Twitter* und *RTL-Online* ersetzt. Erfolgreichstes Beispiel einer Retortenpartei ohne Mitglieder, die auf die staatliche Bezuschussung spekulierte und Wahlen gewann, ist die Piratenpartei.

Alleine vom Staat ausgehalten, sollen sich die Parteien auf ihre staatlichen Aufgaben konzentrieren: Wahlen gewinnen, Regierungsmitglieder stellen, Verwaltungen besetzen. Die staatlichen Zuschüsse erlauben den Ausbau des traditionell schwachen Parteiapparats, der die rückläufige Militanz der Mitglieder ersetzen soll. Die Einstellung frisch diplomierter Politologen erlaubt, die nahtlose Verbindung zu den Technokraten im Staatsapparat. Ein beredtes Beispiel für die erfolgreiche Entpolitisierung liefern die Grünen, aber auch die sozialdemokratischen Apparatschiks.

Dies spiegelt sich auch in der Ausgabenseite der Parteikonten wider. Bei der LSAP machten die Personalkosten des Parteiapparats die Hälfte der Ausgaben aus, bei den Grünen mehr als ein Drittel. Der neue CSV-Präsident, Frank Engel, will ein Gehalt als Parteifunktionär. Bei der DP machten die Personalkosten bloß sieben Prozent aus, fast die Hälfte aller Ausgaben der Piratenpartei sind unter „autres charges externes“ verbucht. Liberale Parteien scheinen lieber Aktivitäten zu outsourcen. Das hängt aber auch mit den Disparitäten zwischen den Ausgabenposten der einzelnen Parteien zusammen. Eine Rolle spielte 2017, wie zentral oder dezentral die Parteien ihren Gemeindewahlkampf führten. Kleine Parteien mussten ihren wenigen und schwachen Lokalsektionen zu Hilfe kommen, bei der CSV mit 107 Unterorganisationen zogen größere Sektionen lieber selbstständig in den Wahlkampf. Entsprechend unscharf war auch die Trennung zwischen den Ausgaben der Parteien für Propaganda und für den Gemeindewahlkampf.

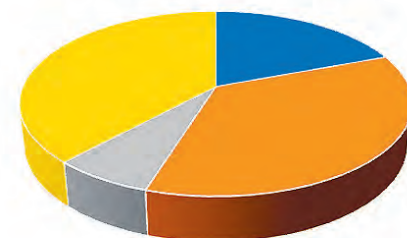
CSV Ausgaben 2017



■ Propaganda ■ Wahlkampf ■ Personal ■ Sonstige

Die CSV gab viel für Propaganda, weniger für zentralen Wahlkampf aus

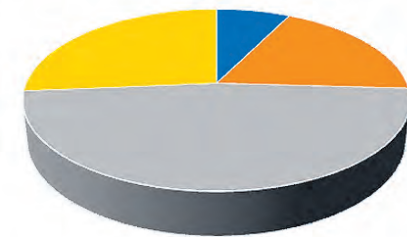
DP Ausgaben 2017



■ Propaganda ■ Wahlkampf ■ Personal ■ Sonstige

Mit knappen Personalkosten investierte die DP in die Gemeindewahlen

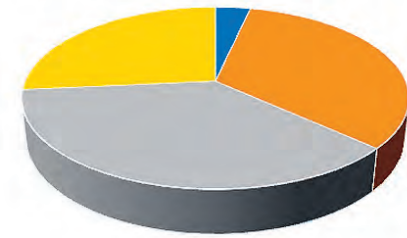
LSAP Ausgaben 2017



■ Propaganda ■ Wahlkampf ■ Personal ■ Sonstige

Die LSAP als Funktionärspartei: Sie gab am meisten für Personal aus

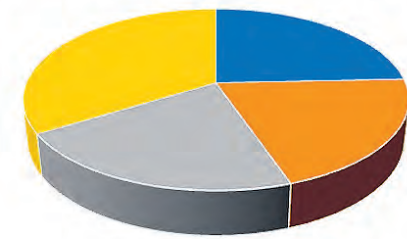
Gréng Ausgaben 2017



■ Propaganda ■ Wahlkampf ■ Personal ■ Sonstige

Die Grünen gaben wenig für Propaganda, viel für zentralen Wahlkampf aus

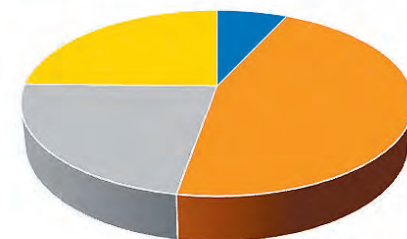
ADR Ausgaben 2017



■ Propaganda ■ Wahlkampf ■ Personal ■ Sonstige

Die ADR gab viel für Propaganda aus, Gemeindewahlen waren nie ihre Stärke

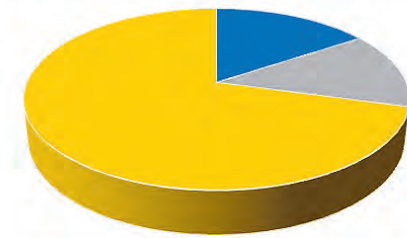
Lénk Ausgaben 2017



■ Propaganda ■ Wahlkampf ■ Personal ■ Sonstige

Die Linke investierte am meisten in den zentralen Gemeindewahlkampf

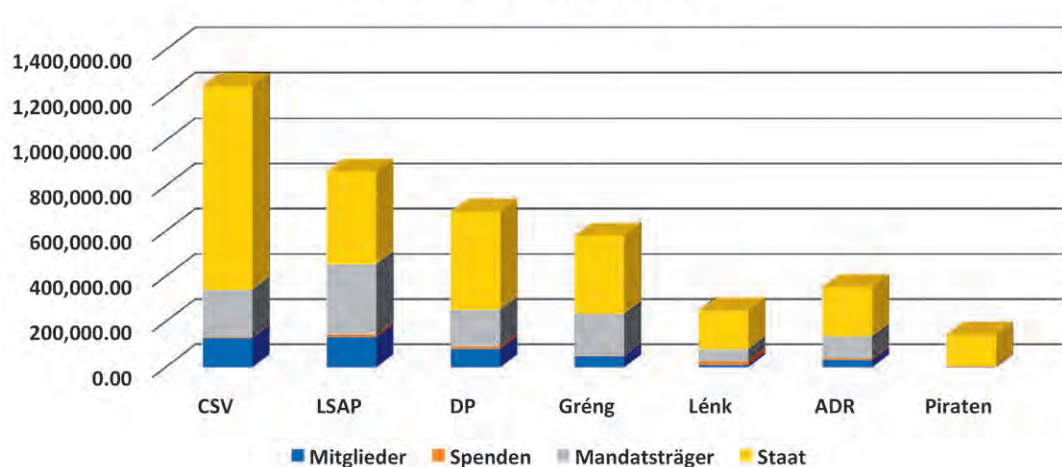
Piraten Ausgaben 2017



■ Propaganda ■ Wahlkampf ■ Personal ■ Sonstige

Die Piraten outsourceten am meisten als sonstige Ausgaben

Einnahmen Parteien 2017



Mitgliedsbeiträge und Spenden spielen kaum noch eine Rolle in den Einnahmen der Parteien

France

Crise franco-italienne

Emmanuel Defoulouy, Paris

Du jamais vu depuis 1940. Le rappel par la France de son ambassadeur en Italie, intervenu jeudi 7 février, n'avait pas eu de précédent depuis juin 1940, quand André François-Poncet avait quitté Rome pour Paris car l'Italie de Mussolini venait de déclarer la guerre à la France, au moment même où elle s'effondrait sous l'invasion allemande. Et c'est aussi du jamais vu entre pays fondateurs de l'Europe communautaire. Deux rappels d'ambassadeurs ont bien eu lieu ces dernières années entre pays membres de l'UE, mais la France comme l'Italie sont elles signataires du traité de Rome de 1957, et même du traité de Paris de 1951 fondateur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca). Autant dire que le geste de Paris a fait les gros titres.

Paradoxalement, c'est un événement passé presque inaperçu pendant 48 heures qui a déclenché ce courroux. Le vice-président du Conseil italien et leader du Mouvement cinq étoiles (M5S), Luigi Di Maio, accompagné d'un député italien et de trois eurodéputés, a rencontré à Montargis, au sud de Paris, une délégation de « gilets jaunes » censés se présenter au scrutin européen de mai prochain en France. Il a longuement discuté avec eux de droits sociaux et de démocratie directe, avant de rendre publique cette réunion sur *Twitter* en soutenant ses nouveaux amis : c'était « une belle rencontre, la première avant d'autres (...) Le vent du changement a franchi les Alpes. Je répète : le vent du changement a franchi les Alpes ».

Le choix de Paris de lui répondre fortement s'explique aisément. D'abord, les cas d'ingérence en politique intérieure entre les Vingt-Huit sont rares. D'autant plus que Di Maio n'avait pas même averti son ambassade à Paris et a joué de l'ambiguïté de son statut : ministre ou chef de parti ? Ensuite et surtout, son coup d'éclat est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, après une longue série d'attaques et de provocations de la part du gouvernement de coalition antisystème Ligue-M5S au pouvoir depuis le 1^{er} juin 2018 en Italie – même si, on le verra, Emmanuel Macron a aussi sa part et que les relations transalpines étaient déjà émaillées de tensions sous les gouvernements centristes de Paolo Gentiloni et Matteo Renzi.

Ces explications sont en tout cas celles officiellement avancées par Paris. Pour le Quai d'Orsay, « accusations répétées, attaques sans fondement » et « déclarations outrancières » jugées « sans précédent depuis la fin de la guerre » ont précédé « les dernières ingérences (qui) constituent une provocation supplémentaire et inacceptable. Elles violent le respect dû au choix démocratique, fait par un peuple ami et allié. Elles violent le respect que se doivent entre eux les gouvernements démocratiquement et librement élus ».

Si l'autre tête d'affiche du gouvernement italien, le chef de l'extrême droite Matteo Salvini, a depuis cherché à apaiser la situation, il n'en reste pas moins que Rome avait bien multiplié les critiques ces derniers mois. Contre les reconduites de migrants à la frontière italienne, contre le « colonialisme » français en Afrique, contre le projet ferroviaire Lyon-Turin, sur les anciens brigadistes réfugiés dans l'Hexagone... Et si le « voyage » français de Di Maio a été plus loin encore, cela s'explique par la situation intérieure italienne. D'abord, la nature anti-élites du M5S, qui le rapproche des « gilets jaunes ». Ensuite, l'entrée en récession de l'économie transalpine, dont M. Di Maio a la charge en tant que ministre du Développement économique et qu'il a pu chercher à



La nature anti-élites du M5S le rapproche des « gilets jaunes »

L'Italie a accueilli près de 700 000 migrants en cinq ans, bien loin des dizaines de milliers de la France

masquer en faisant diversion ; enfin et surtout l'ap-proche des élections européennes, pour lesquelles les partis de la coalition sont rivaux.

En effet les « cinq étoiles » paraissent chaque jour un peu plus dépassés par la Ligue. La gestion de certaines grandes villes en témoigne, tout comme les intentions de vote au scrutin européen et surtout l'effondrement du M5S aux élections régionales des Abruzzes, dimanche 10 février, qui pourraient inciter Salvini à rompre avec son allié gouvernemental à Rome d'ici quelques mois. Le leader de la Ligue a il est vrai nettement pris l'ascendant sur Di Maio, via sa politique anti-migrants, son réseau tissé en Europe avec Viktor Orban ou Marine Le Pen ou ses critiques actuellement « payantes » en Italie contre Emmanuel Macron, qu'il a qualifié de « très mauvais président ».

Alors son homologue du M5S a cherché à l'imiter, en multipliant les attaques contre la France et en tentant de sortir de son isolement en Europe. Ainsi, avec la surévaluation du Franc CFA la France appauvrirait ses anciennes colonies d'Afrique ce qui pousserait ses habitants dans des rafiots de fortune vers les côtes de Sicile. Quant à la délégation rencontrée à Montargis, elle était menée par une des figures « gilets jaunes » les plus extrémistes, Christophe Chalençon, anti-musulmans et partisan d'un remplacement de Macron par un général d'armée. Sans grande expérience en politique, Di Maio bute sur cette règle : à vouloir concurrencer l'extrême droite sur ses terrains de prédilection, on perd toujours.

Gardons-nous bien cependant de ne désigner qu'un responsable : la France a aussi sa part. À l'envi, Emmanuel Macron a critiqué le populisme du gouvernement italien, et il a fait peu de cas de Rome quand il a

parrainé des discussions de paix sur la Libye. Surtout, il y a neuf mois, quand Salvini a refoulé l'Aquarius, Macron ne l'a pas plus accueilli. Alors quand ce dernier a dénoncé la « part de cynisme » et « l'irresponsabilité » de Rome, le gouvernement italien, ulcéré, a convoqué l'ambassadeur de France et refusé ces « leçons hypocrites ». C'est que l'Italie a accueilli près de 700 000 migrants en cinq ans, bien loin des dizaines de milliers de la France qui, elle, a déstabilisé la Libye par son intervention de 2011. Pour l'ancien chef de la diplomatie française, Hubert Védrine, « les partis au pouvoir en Italie seraient tout autres si, pendant des années, l'Europe n'avait pas laissé le pays seul en première ligne » sur la question migratoire.

Au-delà des fractures intra-européennes qui s'étaient déjà creusées ces dernières années entre Berlin et des pays du Sud, dont la Grèce, il s'agit cette fois d'une brouille entre deux « sœurs latines ». Pourtant, dans le même temps, les institutions européennes sont bien en place, deux Italiens en occupent des postes essentiels (Draghi à la BCE et Mogherini à la politique étrangère), et il ne vient à personne l'idée de penser que cela pourrait, par exemple, menacer leuro. La brouille a lieu d'ailleurs entre deux pays qui ont mis en commun de grands pans de leur souveraineté (monétaire, commerciale, agricole, dans une moindre mesure budgétaire et des politiques étrangères et de défense). Quant à la Commission, serait-elle saisie qu'elle ne pourrait que donner son aval à la liberté de circulation de M. Di Maio dans l'UE.

Non, il faut bien constater une évolution en Europe : ce n'est pas le jeu institutionnel communautaire traditionnel qui est ici au centre, mais bien un élargissement du débat public européen à de nouveaux acteurs partisans, souligne le chercheur Nicolas Leron, qui y voit une intéressante « politisation » d'enjeux transeuropéens. Du reste, pour justifier dans une tribune au *Monde* son « voyage » en France, Di Maio a posé un constat qui n'a rien de provocateur. Il a rejeté les « recettes ultralibérales menées par des partis de droite comme de gauche (qui) ont précarisé la vie des citoyens et en ont fortement réduit le pouvoir d'achat » et les politiques n'ayant « pour seul objectif que d'ôter des droits et des possibilités économiques aux plus faibles, pour tout offrir aux potentats économiques ». Un constat proche de celui des « gilets jaunes » qui, eux, font peur à Macron.

Israel

„Gehälter für Terroristen“

Susanne Knaul, Jerusalem

Der grausame Mord an einer jungen Frau ist Anlass für Regierungschef Benjamin Netanjahu, Steuergelder, die Israel im Auftrag der Palästinenser kassiert, in Zukunft nur noch zum Teil auszuzahlen. Die „Gehälter für Terroristen“, wie es in Jerusalem heißt, sollen ab Sonntag eingefroren werden, wenn das Sicherheitskabinett eigens zur Bestätigung des Gesetzes zusammenkommt, das bereits im Juli von einer klaren Mehrheit in der Knesset (Parlament) befürwortet worden war. Umgerechnet knapp 25 Millionen Euro, so errechnete das israelische Verteidigungsministerium, zahle die Palästinensische Autonomiebehörde (PA) monatlich an palästinensische Häftlinge und an Palästinenser, die in der Vergangenheit im Gefängnis saßen, weil sie Widerstand gegen die Besatzung leisteten.

Der Mordfall löste eine Welle des Schreckens und der Trauer in Israel aus. Die 19-jährige Ori Ansbacher war am vergangenen Donnerstag mit mehreren Messerstichen in der Brust in einem Waldstück bei Jerusalem aufgefunden worden. Die junge Frau soll sozial engagiert gewesen sein und sehr beliebt. Sie stammte aus Tekoa, einer jüdischen Siedlung im Westjordanland, die als liberal und um die friedliche Koexistenz mit den palästinensischen Nachbarn bemüht gilt. Schon 48 Stunden nach dem Mord gab der inländischen Nachrichtendienst Shin Beth die Verhaftung des Haupttatverdächtigen bekannt. Der 29-jährige Palästinenser Arafat Irfaia aus Hebron gestand inzwischen den Mord und rekonstruierte den Tathergang. Laut Untersuchung des Shin Beth war Irfaia, der wegen mehrerer politisch motivierter Straftaten bereits vorbestraft ist, am Morgen mit einem Messer bewaffnet nach Jerusalem gekommen, wo er die junge Frau allein auf einer Bank sitzen sah, überfiel und ermordete. Ungewöhnlich für einen Terrorakt ist, dass Ansbacher sexuell missbraucht wurde. Während der Shin Beth anfangs Klärungsbedarf über die Motive Irfaias sah, sprach Gilad Erdan, Minister für öffentliche Sicherheit, unbeirrt von einer „Terrorattacke, die möglicherweise mit der Todesstrafe geahndet werden könnte“.

Benjamin Netanjahu kündigt nach Mord an Israelin die Kürzung der Zahlungen von Steuergeldern an die Palästinenser an

Netanjahu kündigte unter dem Druck des national-religiösen Bildungsministers Naftali Bennett sowie Familienangehöriger von Terroropfern an, die Zahlungen an die PA zu bremsen. Laut Verteidigungsministerium zahlt die Autonomiebehörde monatlich umgerechnet knapp 500 Euro an Häftlinge, die zu drei bis fünf Jahren Haft verurteilt wurden. Diese Summe entspricht einem durchschnittlichen Monatsgehalt im Westjordanland. Rund 2 500 Euro bekommen Palästinenser, die für mehr als 20 Jahre hinter Gitter müssen, egal ob sie die Zeit tatsächlich absitzen oder vorzeitig begnadigt werden. Im Fall ihres Ablebens beziehen die Familien die Renten weiter. Für Ehefrauen und Kinder gibt es Zahlungsaufstockungen, außerdem bekommen Palästinenser aus Ostjerusalem einen Bonus und Araber, die im Besitz der israelischen Staatsangehörigkeit sind, „Je mehr sie schlachten, desto mehr wird bezahlt“, schimpfte Netanjahu im Herbst vor der UN-Generalversammlung über die Praxis der PA, und auch US-Präsident Donald Trump forderte seinen palästinensischen Amtskollegen Mahmud Abbas wiederholt dazu auf, die Gewalt nicht länger zu belohnen. Trump kürzte im letzten Jahr die Finanzhilfen an die PA um 200 Millionen Euro und stellte die Zahlungen an die Flüchtlingshilfe UNRWA komplett ein.

Aus palästinensischer Perspektive sind die Häftlinge keine Terroristen sondern politische Gefangene, Widerstandskämpfer und Volkshelden. Die Menschenrechtsorganisation Addameer, die sich für die Häftlinge einsetzt, zählte im Januar 5 450 Palästinenser in Haft, davon 490, die für 20 Jahre oder länger verurteilt wurden. Dazu kommen die Familien der bei Anschlägen getöteten Palästinenser. In Jerusalem kursoriert die Zahl von 35 000 Familien, die regelmäßige Renten beziehen. „Wir sind den Häftlingen, den Märtyrern und ihren Familien gegenüber verpflichtet“, versprach Abbas und kündigte an, aus Protest über die Kürzungen die gesamten Steuereinnahmen abzulehnen, was dramatische Konsequenzen haben könnte. Die von Israel kassierte Mehrwertsteuer auf Produkte, die ins Westjordanland und in den Gazastreifen geliefert werden, machen rund zwölf Prozent des ohnehin kargen palästinensischen Budgets aus.



Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 20.03.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Le Fonds Belval
1, avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél. : +352 26840 1
Email : soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :
Soumission relative aux services de nettoyage dans l'intérêt de l'exploitation de la Maison des Sciences humaines à Esch-Belval.

Section IV : Procédure

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées dans les documents de soumission.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
11.02.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900179 peut être consultée sur www.marches-publics.lu



Plus de recul

Découvrez le Lëtzebuurger Land en vous abonnant gratuitement durant un mois.

land@land.lu
www.land.lu
téléphone 485757-1

.....

6,4

ticker

.....

Something’s got to give



Dem Chefunterhändler der EU in den Verhandlungen um den Austritt Großbritanniens aus der EU geht eineinhalb Monate vor dem Stichdatum die Geduld mit der britischen Premierministerin Theresa May aus. Auf Besuch bei Staatsminister Xavier Bettel (DP) ließ Michel Barnier, ansonsten sehr darauf bedacht, nicht zur britischen Innenpolitik Stellung zu nehmen, ziemlich unverhohlen durchblicken, dass er den Vorschlag von Oppositionschef Jeremy Corbyn unterstützt, nach dem Austritt Mitglid in der Zollunion zu bleiben. „Ich fand Herrn Corbyns Brief sowohl vom Ton als auch vom Inhalt her interessant“, so Barnier am Montag in Luxemburg. Er könne sich vorstellen, bei der politischen Erklärung „ambitiöser“ zu sein, so Barnier über das Protokoll, in dem es um die Handelsbeziehungen zwischen der EU und Großbritannien nach dem Austritt geht, und deutete damit an, dass die EU einem Upgrade des darin angestrebten Freihandelsabkommen in eine Zollunion zustimmen könnte. Verbliebe Großbritannien in der Zollunion, würde die ganze Diskussion um die Grenze zwischen Irland und Nordirland hinfällig, an der das Rückzugsabkommen bisher im britischen Parlament gescheitert ist. „Es muss sich etwas bewegen“, so Barnier. ms

Luxemburg auf der Anklagebank

Mit seinem Hund vor dem brennenden Ofen erklärte Raphaël Halet, ehemaliger Luxleaks-Angeklagter, in einer

Videobotschaft auf Facebook, dass sein Antrag vor dem Europäischen Menschenrechtsgerichtshof in Straßburg angenommen sei. Anders als der andere Luxleaks-Whistleblower Antoine Deltour war Halet nicht straffrei aus dem Luxemburger Prozess um die bei PWC entwendeten Steuer-Rulings – und im Falle von Halet Steuererklärungen – hervorgegangen. Er hat Klage in Straßburg eingereicht, weil er sein Recht auf freie Meinungsäußerung gefährdet sieht. „Heute sitzt Luxemburg auf der Anklagebank“, sagt Halet in dem Video und fragt seinen Hund, ob er zufrieden sei. ms

Vorab

Der Luxemburger Verwaltungsgerichtshof beantragte diese Woche beim Europäischen Gerichtshof eine Vorabentscheidung in Sachen Proportionalitätsprinzip und Verschmutzungszertifikate. Die europäischen Richter sollen klären, wie viel Ermessensspielraum die nationalen Gerichte bei Sanktionen innerhalb des Europäischen Handelssystems mit Verschmutzungszertifikaten haben. Im Kern der Sache geht es um eine Luxemburger Firma, die überschüssige Verschmutzungsrechte nicht rechtzeitig beim Register wieder abgegeben hatte. Dafür fallen laut EU-Gesetzgebung 100 Euro Strafe pro Zertifikat an. Die Umweltministerin hatte entsprechend ein Bußgeld von 640 000 Euro gegen die Firma verhängt, das die Firma vor dem Verwaltungsgericht angefochten hat. Zwar hatte der EuGH in einem ähnlichen Fall bereits entschieden, nationalen Gerichten bleibe wegen der Klimaziele in Sachen Verschmutzungsrechte kein Ermessensspielraum. Das Verwaltungsgericht will aber wissen, ob diese Sichtweise nicht das Proportionalitätsprinzip in strafrechtlichen Angelegenheiten verletzt, unter die Verwaltungssanktionen fallen. ms

Dammbruch?

Arcelor-Mittal konnte seinen Umsatz 2018 von 68 Milliarden Dollar auf 76 Milliarden Dollar steigern und die Ergebnisse im Stahlgeschäft deutlich verbessern. Unterm Strich stand ein Nettogewinn von 5,1 Milliarden Dollar der im Vergleich zum Vorjahr (4,5 Milliarden Dollar) aber vor allem durch

die Verschiebung von Steuergutschriften höher ausfiel. Für das laufende Jahr erwartet Chairman und CEO Lakshmi Mittal eine leicht steigende Nachfrage trotz der Überkapazitäten auf dem chinesischen Markt. Arcelor-Mittal gab Ende vergangener Woche außerdem bekannt, ein ganzes brasilianisches Dorf von 200 Einwohnern fünf Kilometer stromabwärts des Staudamms Serra Azul in Itatiaiuçu im Bundesstaat Minas Gerais evakuiert zu haben. Der laut Firmenangaben stillgelegte Damm und das dazugehörige Auffangbecken gehören zu einer Arcelor-Mittal-Miene. Es handele sich um eine präventive Maßnahme, während Sicherheitstests durchgeführt werden. Nach dem Dammbruch eines ähnlichen Auffangbeckens des Unternehmen Vale waren vor drei Wochen 300 Leute von einer Schlammlawine in den Tod gerissen worden. Daraufhin brach der Aktienkurs von Arcelor-Mittal um fast fünf Prozent auf 19,26 Euro ein. Vor einem Jahr betrug der Kurs noch über 28 Euro. ms

Schule machen?

Dass es das noch gibt? Ein Beamter, der einem Privatunternehmen sagt, es müsse aus der öffentlichen Schule herausbleiben? Anscheinend. Denn nachdem die Brasserie nationale zur Jahrespressekonferenz in das hauptstädtische LGL eingeladen hatte, musste kurzfristig der Veranstaltungsort gewechselt werden, nachdem ein Beamter des Unterrichtsministeriums der Brauerei beschied: „Dat do geet net!“ Firmenchef George Lentz konnte nicht nachvollziehen, warum nicht – schließlich engagiere sich das Unternehmen seit Jahren dafür, Schülern und Studenten durch unterschiedliche Initiativen die Berufs- und Unternehmenswelt näher zu bringen. Die Vorstellung der Jahresbilanz in einer Schule, vor Schülern der Wirtschaftssektion fiel für ihn in den gleichen Rahmen. Erwartungsgemäß enthielt die Präsentation, die schließlich im Auditorium einer Bank abgehalten wurde, nicht nur die nackten Bilanzzahlen – mit Ausnahme des Gewinns, der geheim gehalten wird –, sondern doch so manches Video und Folio das die Produkte der Brasserie nationale lobpries. So dass man den sturen Beamten aus Claude Meischs Unterrichtsministerium nur dafür beglückwünschen

kann, dass er eine Werbeveranstaltung einer Privatfirma in der öffentlichen Schule verhindert hat – vielleicht könnte er auch die von Banken für Primärschüler organisierten Theatervorstellungen und Zeichenwettbewerbe unterbinden? ms



Golden Visa : le flop

Le Golden Visa luxembourgeois a fait un flop : seulement six investisseurs ont jeté l'ancre au Grand-Duché en faisant valoir la loi de décembre 2017. C'est ce qui ressort de la réponse des ministres de l'Economie Etienne Schneider (LSAP) et des Finances Pierre Gramegna (DP) à une question parlementaire posée par les députés socialistes Mars Di Bartolomeo et Marc Angel. Il s'agissait de promouvoir la banque privée « post-dentiste-belge » en attirant des HNWI des pays tiers par la promesse d'un titre de séjour donnant accès à l'espace Schengen. Devant la commission parlementaire, Isabelle Goubin, la haute fonctionnaire au ministère des Finances en charge du dossier, évoquait en 2016 une clientèle « haut de gamme », citant Genève comme modèle. Pour cela, il fallait investir soit trois millions d'euros dans une Soparfi (en y mettant également la substance, c'est-à-dire deux employés), soit déposer vingt millions d'euros sur le compte d'une banque luxembourgeoise. Les banques privées ont bien tenté de démarcher des clients potentiels, mais l'opération de charme n'aura pas porté ses fruits. Le ministère des Finances explique n'avoir donné « aucun avis favorable ». Les six avis favorables proviennent tous du ministère de l'Economie et concernent des personnes

Prozent betrug 2017 in Luxemburg der Anteil erneuerbarer Energien am Endverbrauch, teilte das EU-Statistikamt Eurostat diese Woche mit. Das ist ein Prozentpunkt mehr als 2016, und es liegt 4,6 Punkte unter dem Ziel, im Jahr 2020 elf Prozent des Endverbrauchs aus erneuerbaren Quellen zu decken. Weil diese Verpflichtung, die sowohl im Klima- und Energiepaket der EU von 2009 als auch in der Strategie *Europa 2020* steht, sich auf den Gesamt-Endverbrauch bezieht, schlagen nicht nur neu installierte Windkraftwerke und Solarstrom-Panels sowie jedes mit grünem Strom aufgeladene batteriebetriebene Auto sich positiv in der Bilanz nieder, sondern auch thermische Solaranlagen oder zu Benzin und Diesel beigemischter Öko-Sprit. Zur Not kann ein EU-Staat seine Bilanz durch Investitionen in Projekte anderer Staaten verbessern, oder durch „statistischen Transfer“ von Anteilen aus Staaten, die erneuerbare Energien übrig haben. Experten des Fraunhofer Instituts meinten vor drei Jahren, Luxemburg werde sein Elf-Prozent-Ziel schaffen. Allerdings fällt das umso leichter, je kleiner der Endverbrauch ist. 2017 nahm er gegenüber dem Vorjahr zu (*d'Land*, 8.2.2019), und das zu einer Zeit, als die Tankstellenverkäufe sanken. Weil sie mittlerweile wieder steigen, muss der „erneuerbare“ Anteil am Verbrauch ebenfalls mitsteigen. pf

qui ont investi un demi-million dans une entreprise existante ou à créer. Il faut dire que le marché européen des permis de séjour, actuellement dans la ligne de mire de la Commission européenne qui met en garde devant les risques de blanchiment et de fraude fiscale, est très encombré. Pour choisir son entrée dans l'espace Schengen, le HNWI a l'embarras du choix entre vingt pays-membres offrant des « golden visas ». Chypre, Malte et la Bulgarie ont fait un pas de plus : ces États-membres vendent carrément la citoyenneté européenne. (Un passeport maltais coûte ainsi 650 000 euros d'investissement dans les obligations d'État.) En plus, le modèle luxembourgeois est relativement restrictif. Les HNWI devront résider au moins six mois par an au Luxembourg, au risque de se voir retirer leur titre de séjour. C'est ce qu'on appelle une prison dorée. bt

Zucman bientôt à la Maison Blanche

Gabriel Zucman, l'économiste honni de la place financière, continue sa carrière à l'Université de Berkeley. On apprend dans le New York Times de ce lundi qu'il conseille la sénatrice Elizabeth Warren, candidate aux primaires démocrates pour la Maison Blanche, ainsi que « other potential candidates » dans les dossiers touchant à la fiscalité. Dans La richesse cachée des nations (La République des idées – Le Seuil, 2013), Zucman avait plaidé pour une « exclusion » du Luxembourg de l'Union européenne. Le Grand-Duché ne serait pas une « nation », mais une « plateforme hors sol pour l'industrie financière mondiale », qui aurait « commercialisé sa propre souveraineté » et « vendu aux multinationales du monde entier le droit de décider elles-mêmes de leurs propres taux d'imposition, contraintes réglementaires et obligations légales ».bt

CSSF-Esma 1:0

Ce mardi, en marge de la réunion Ecofin, le ministre des Finances, Pierre Gramegna (DP), annonçait avoir obtenu un accord « acceptable » dans le dossier de la supervision des fonds d'investissement. Le modèle de délégation, « la pierre angulaire » de l'industrie des fonds grande-ducale (dixit Alf), mais également maltaise et irlandaise, serait

sauvé. Le compromis serait « très proche » des positions défendues par le Luxembourg, déclarait le ministre face au Wort. La prochaine étape passera par le Parlement européen dont la position se rapproche de celle initialement défendue par la Commission. En septembre 2017, la Commission avait pris le ministère des Finances totalement au dépourvu. Sa proposition (requalifiée par Gramegna en « attaque ») visait à associer l'Autorité européenne des marchés financiers (mieux connue sous son acronyme anglais Esma), basée à Paris, à la surveillance des fonds dont la direction est partiellement outsourcée dans un pays tiers. Or, de tels « arrangements de délégation » sont utilisés par tous les grands groupes anglo-saxons, dont les fonds Ucits, bien que domiciliés au Luxembourg, sont gérés depuis Londres ou New York. Du coup, l'industrie des fonds craignait perdre l'avantage compétitif que constitue une CSSF réputée réactive et business-friendly. Le secteur voyait dans la proposition de la Commission un complot ourdi par la France qui occupe la troisième place en Europe pour la domiciliation des fonds. (Entre 2004 et 2016, sa part de marché est tombée de 21 à 13 pour cent, alors que celle du Luxembourg est passée de 21 à 26 et celle de l'Irlande de 8 à 15.) bt

Am 1. März wird das Register der wirtschaftlichen Eigentümer Wirklichkeit. Die Vorbereitungsarbeiten laufen

Für Steuertransparenz, klicken Sie hier

Michèle Sinner

Montagnachmittag, halb vier im Untergeschoss der Handelskammer. In einer halben Stunde beginnt die Konferenz *Le registre des bénéficiaires économiques*, zu der die Banken- und Bankiersvereinigung ABBL ihre Mitglieder eingeladen hat. Eine Mitarbeiterin des Empfangskomitees vor dem Konferenzsaal versucht, mit einem Tablet den auf Papier ausgedruckten QR-Code der Bestätigungs-Mail des vollständig digitalisierten Registrierungsprozesses zu scannen, den ihr ein Bankmitarbeiter entgegenhält. Sie hebt das Gerät, senkt es, vor und zurück, bis es den Code scharfgestellt und eingelesen hat. Ihr Kollege, der neben ihr steht, streicht vorsichtshalber die Namen der eintreffenden Zuhörer von einer auf mehreren Din-A3-Bögen gedruckten Teilnehmerliste. Die Liste ist lang, der große Saal im Untergeschoss der Handelskammer füllt sich mit Risikomanagern, Richtlinienbeauftragten von Finanzinstituten und Anwälten, gekleidet in unterschiedlichen Abstufungen von bankierblau und -grau bis schwarz. Um den Hals tragen sie an Stoffbändern die Schlüsselkarten, mit denen sie Türen zu Bürogebäuden öffnen und an denen sich erkennen lässt, welchem Herrn sie werktags von neun bis fünf dienen. Die Brillen sind hier mehr funktional als dekorativ, die Männer glattrasiert. Sie halten Block und Stift bereit, um Notizen zu machen. Manche halten auch den Gesetzestext parat, um den es in den nächsten zwei Stunden gehen wird.

Nichts deutet darauf hin, dass hier irgendetwas Außergewöhnliches, ein Paradigmenwechsel stattfindet, durch den das Geschäftsmodell des Luxemburger Finanzplatzes der vergangenen Jahrzehnte ausrangiert wird. Nichts weniger erwartet die Öffentlichkeit nach den Panama-, den Paradise-Papieren und diversen anderen Leaks und Files vom Register für die wirtschaftlichen Eigentümer von Firmenanteilen, das hier erläutert werden soll: dass es das letzte Schlupfloch schließt, dass Wohlhabende die Steuer nicht mehr umgehen können, indem sie ihr Vermögen in Firmenstrukturen verstecken. Doch statt Trommelwirbel und Paukenschlägen, die die Einführung einer derart umkämpften Maßnahme begleiten müssten, gibt es Geflüster und ein paar Probleme mit dem Mikrofon.

Als die zuständige Direktorin der ABBL, Catherine Bourin, unter deren Leitung die Vorstellung des neuen *Régistre des bénéficiaires économiques* (RBE) stattfindet, zu sprechen beginnt, wird die Kommunikation umgeschaltet auf diesen dem Luxemburger Finanzmilieu ganz eigenen Dialekt, dessen linguistischer Ursprung auf den Gebrauch des Englischen als zweite bis dritte Fremdsprache zurückzuführen ist, unter das nicht nur die juristisch gültigen Originalbegriffe aus der Gesetzesprache Französisch gemischt werden, sondern zum besseren Unverständnis der Aussenstehenden darüber hinaus die in den Marketingabteilungen der Big 4 und internationalen Organisationen erfundenen Akronyme. So teilt Bourin den Anwesenden mit, dass die ABBL plant, vor dem Sommer ein völlig überholtes, den neuen AML-Bestimmungen entsprechendes Vademekum zu veröffentlichen, falls die FATF in einer ihrer Institutionen vorbeischauchen sollte. Was heißen soll, dass die Bankenvereinigung ein Schritt-für-Schritt-Begleitheft der neuen Anti-Geldwäschebestimmungen zur Verfügung stellt, damit ihre Mitglieder vor der anstehenden Prüfung Luxemburgs durch die Geldwäschepolizei der OECD ihre Häuser auf Vordermann bringen sollen, damit das Land nicht wieder auf Schwarzen oder Grauen Listen landet und negative Schlagzeilen macht.

Denn die hier versammelten Risikomanager und Richtlinienbeauftragten sind die Arbeitsbienen, die in internationalen Medien und von Nichtregierungsorganisationen geforderten, eher vagen Konzepte von Steuergerechtigkeit und Transparenz in der Wirklichkeit durch das Eintragen kleiner, konkreter Informationshäppchen in die Kästen der von den Behörden vorgefassten Formulare umsetzen sollen. Ein gewisser Sarkasmus bleibt angesichts dieser Herausforderung nicht aus, sie sind von großem Leid geprüfte Menschen. So freut sich der Gastredner Glenn Meyer, Partner der Anwaltskanzlei Arendt & Medernach, dass das Gesetz zur Einführung des „berühmt-berüchtigten“ Registers der wirtschaftlichen Eigentümer nur acht Seiten lang ist – die Vorbereitungsarbeiten für die Anti-Geldwäschebestimmungen, deren Konzepte darin übernommen werden, füllen locker mehrere hundert Seiten. Und spottet nur halb darüber, dass die Regierung mit der Umsetzung der vierten EU-Antigeldwäschrichtlinie so spät dran ist, dass sie

„Sie müssen nicht nach Schrassig“, tröstet der Experte sein Publikum. In anderen Ländern drohen bei Falschangaben Gefängnisstrafen

im Gesetz zu deren Umsetzung bereits das fünfte Update auf europäischer Ebene berücksichtigen kann. Sonst hätten sie alle binnen kurzer Zeit eine Vielzahl von Abänderungen mitmachen müssen, – „manchmal ist es doch ein Vorteil, wenn man sich ein wenig verspätet“. Dass die EU-Kommission, die Luxemburg wegen dieser Verspätung und insbesondere aufgrund des fehlenden Eigentümerregisters vergangenen November vor dem Europäischen Gerichtshof – keine 500 Meter Luftlinie entfernt – verklagte, bleibt unerwähnt.

Die Frage, welche Firmeneinheiten ins neue Register gehörten, müsse niemandem Kopfschmerzen oder Magengeschwüre bereiten, fährt er fort. Denn außer Geschäftsleuten, die ihre Tätigkeit im eigenen Namen durchführten, seien alle Einheiten betroffen, die beim Firmenregister eingetragen sind oder es in Zukunft werden. „Keine Panik“ ruft er ins Publikum, noch blieben einige Monate Vorbereitungszeit. Dann aber müssten alle Firmeneinheiten an ihrem Sitz einen internen Ordner mit den Informationen über die wirtschaftlichen Eigentümer bereithalten, den die zuständigen Behörden – „klopf, klopf an die Tür“, vor Ort einsehen können müssen. Im Eiltempo – das fällt einem Anwalt, der gewohnt ist, ein Stundenhonorar zu verrechnen, nicht unbedingt leicht – versucht er, die Zuhörer durch die Bestimmungen zu peitschen. Wie schnell müssen Änderungen der Informationen eingetragen werden? Binnen eines Monats. Wer muss überhaupt Einträge ins RBE machen? Die Firmen selbst. Oder damit beauftragte Personen, Agenten, die allerdings im Gesetz nicht weiter definiert sind. „Aber die gute Nachricht ist“, verkündet Meyer, „die ‚Agenten‘ sind strafrechtlich nicht haftbar. Die heiße Kartoffel bleibt immer bei den Firmeneinheiten selbst.“ Wenn aber falsche Angaben gemacht werden, auffallen könnte das beispielsweise den nationalen Aufsichtsbehörden oder der Staatsanwaltschaft, seien „sehr harte Strafen“ vorgesehen. Aber, tröstet Meyer sein Publikum, nicht so streng wie in anderen EU-Ländern, wo bei Falschangaben Gefängnisstrafen drohen. „Sie müssen nicht nach Schrassig.“

Eine gewisse Anspannung breitet sich aus. Und die Konzentration in den Gesichtern der Zuhörer steigt, als der Experte beginnt, Fallbeispiele zur Ermittlung der wirtschaftlichen Eigentümer durchzugehen, denn da „sind die Linien sehr verschwommen“. Von der Luxemburger Firma aufwärtsermittelnd, wer darüber steht, zu wie viel Prozent, und möglicherweise wieder zurück auf die Management-Ebene geht es hoch und runter, nach links und rechts auf der Suche, nach dem oder derjenigen, der natürlichen Person, die die tatsächliche Kontrolle über eine Firma ausübt. Dabei gestikuliert Meyer wie ein Flugbegleiter, der bei der Sicherheitsdurchsage zeigt, wo die Notausgänge sind. Was zum Beispiel, wenn eine Firma an der Börse gehandelt wird? Was wenn die Luxemburger Firma nur der Unterbau eines internationalen Firmengeflechts ist? Was wenn kein einziger Aktionär mindestens 25 Prozent einer Einheit kontrolliert? Die Oberkörper beugen sich angestrengt nach vorn, es werden immer intensiver Notizen genommen. Wie den richtigen Eigentümer identifizieren? „Das ist die Eine-Million-Dollar-Frage.“

Yves Gonner, Direktor des Geschäftsregister Luxembourg Business Register, der Plattform, die das Firmenregister, das offizielle Journal und demnächst auch das RBE betreibt, übernimmt. Via Projektor blendet er erst einmal ein ganzes Lexikon von Abkürzungen ein, damit man seinen Ausführungen in vier Etappen folgen kann. Die Ansagen sind klar – und auch wieder nicht: „Ich bin in der glücklichen Position, dass ich nicht herausfinden muss, wer der wirtschaftliche Eigentümer ist. Das ist Ihr Job.“ Gonner will nur einen Namen, eine Adresse, eine Luxemburger Sozialversicherungsnummer, falls es sie gibt, ansonsten eine ausländische Pass- oder Ausweisnummer und eine Kopie des Dokuments. Auf der Powerpoint-Präsentation erscheint die Benutzeroberfläche des Portals auf dem die Informationen elektronisch eingetragen werden. Gonner führt durch die Knöpfe, anhand derer die Unterlagen hochgeladen werden können. „Wenn Sie darauf drücken, geht dieses Feld auf...“

– für mehr internationale Steuergerechtigkeit, klicken Sie hier. Er erklärt, dass die Ausgangsbasis für die Suche im Register immer die Firma, nie der Name einer natürlichen Person ist, also niemand das Register, zu dem die Öffentlichkeit Zugang hat, einfach abfragen kann, wer wo als wirtschaftlicher Eigentümer eingetragen ist. Eine Suche im elektronischen Register wird fünf Euro kosten. „Der Prozess ist ziemlich einfach und sollte nicht für Probleme sorgen.“ Der Saal antwortet mit verhaltenem Gelächter. Ab dem 1. September wird das Register online verfügbar sein, wird erklärt. Dass eine Verbindung der verschiedenen europäischen Register bereits in Planung ist, es also nicht allzu lange dauern wird, bis auch die ausländische Öffentlichkeit Zugang zu den Informationen erhält.

Die Zuhörer dürfen Fragen stellen. Was wenn der Eigentümer ein Staat ist, der also keinen privaten wirtschaftlichen Nutzen hat? Sind dann die Namen von Regierungsmitgliedern einzutragen? Oder die des Managements. Der Anwalt berät, so gut er kann, gibt aber keine Garantie, dass seine Antwort sich mit der der Behörden decken wird. Was wenn es sich um Gemeinden handelt oder Associations de fait? Gonner klärt auf: Sie sind nicht im Firmenregister eingetragen, also nicht vom Gesetz betroffen. Öffentliche Einrichtungen hingegen schon. Eine technische Diskussion um die Behandlung von Dachfonds mit Unterkompartimenten entsteht. Eine weitere darum, wie die Ausnahmebestimmungen ausgelegt werden, die im Gesetz vorsehen, dass im Falle disproportional hoher Risiken von Betrug, Freiheitsberaubung und Erpressung nur den Aufsichtsbehörden, nicht aber der breiten Öffentlichkeit alle Informationen zugänglich sind. „Wir werden das restriktiv auslegen“, sagt Gonner. Es wird nicht reichen, zu sagen, dass jemand viel Geld auf dem Konto hat, oder Bill Gates heißt.“ Aber ob dies unterschiedliche Risiken sind, will eine Teilnehmerin wissen. Sie liest die entsprechende Passage aus dem Gesetz vor. Niemand versteht die Frage. Quer durch den Saal fangen viele an in ihrer Kopie des Gesetzestextes zu blättern. Sie versuchen zu prüfen, an welcher Stelle im Satz das Komma steht, um nachzuvollziehen, ob das disproportionale Risiko, in den Augen des Gesetzgebers ein vom Betrugs-, vom Freiheitsberaubungs- und Erpressungsrisiko separates Risiko ist, oder ob trotz unglücklicher Kommastellung doch ein disproportional hohes Risiko des Betrugs, der Erpressung oder der Freiheitsberaubung gemeint ist.

Ob die Domizilierungs-gesellschaften verpflichtet seien, im Register Änderungen einzutragen, die bei ihnen angesiedelte Firmen betreffen. Das hänge wohl vom Inhalt des Domizilierungsvertrags ab, meint der Jurist, ob der Vertrag *Updates* von Firmenunterlagen vorsehe. Aber strafrechtlich haftbar seien die Domizilierungs-gesellschaften nicht. Müssen die Eigentümer laut Datenschutzverordnung informiert werden, bevor die Informationen ins Register eingetragen werden? Beim Stichwort GDPR geht spürbar Unbehagen durch den Saal. Meyer schlägt mit demonstrativer Verzweiflung die Hand vors Gesicht. Da es sich um eine gesetzlich verankerte Mitteilungspflicht handele: Nein – so zumindest interpretieren das seine Kollegen, die sich auf Datenschutz spezialisiert haben. Jemand will wissen, wie es um die extraterritoriale Wirkung des Gesetzes steht. Eine solche gibt es indirekt, meint Meyer da wohl niemand gerne mit der Hand in der Keksdose ertappt werden möchte, falls Informationen falsch seien. Und wer sich dem Luxemburger Register entziehen wollte – soll heißen, seine Firma anderswo ansiedeln möchte –, müsse schon sehr weit weg von Europa sein, weil die Strafen in anderen EU-Ländern weitaus höher seien. „Vergessen Sie nicht, dass hier in Luxemburg die Luxemburger Firma verantwortlich ist und sich dem erheblichen Risiko eines Reputationsschadens aussetzt.“ Aber wie eine solche extraterritoriale Wirkung durchgesetzt werden könne, davon habe er „keinen Schimmer“. „Wir haben keine Macht, die Angaben zu kontrollieren. Wir werden nicht nachgraben, um ihre Probleme zu finden. Das ist Aufgabe der Aufsichtsbehörden“, sagt Gonner abschließend. Dann ziehen sich die Konferenzteilnehmer zu Getränken und Kartoffelchips ins Foyer zurück.



Catherine Bourin, Glenn Meyer und Yves Gonner (oben) am Montag in der Handelskammer

Le malade imaginaire



Le domiciliaire Alter Domus et le cabinet d'audit Deloitte : deux nouveaux palais de l'optimisation fiscale au Ban de Gasperich

Bernard Thomas

Dans les statistiques officielles, on ne trouve pas de trace d'une extinction massive des sociétés boîtes aux lettres. Malgré les transpositions de la directive sur la lutte contre l'évasion fiscale (Atad) et du paquet de mesures contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (Beps). Malgré l'introduction d'un registre sur les bénéficiaires économiques (lire page 9) et le freinage d'urgence de la pratique des *rulings*. Parmi les fiscalistes interrogés, la frayeur qui dominait il y a quelques années encore s'est en partie dissipée et personne ne semble s'attendre à un krach imminent. Puisque les mesures contre les pratiques fiscales agressives s'appliquent également dans les juridictions rivales, il n'y aurait pas, au sein de l'Union européenne, de concurrent avec une « unique selling proposition ». « Le Luxembourg n'est pas meilleur que les Pays-Bas et les Pays-Bas ne sont pas meilleurs que le Luxembourg », dit un fiscaliste. Il y aurait certes quelques États membres comme Malte ou Chypre qui, sur le papier, apparaissent plus intéressants. Mais, par manque de confiance, les grands groupes hésiteraient de s'y installer.

Le nombre de sociétés de participations financières (Soparfi) – recensées par le Statec pour établir la liste des électeurs de la Chambre de commerce – ne cesse de gonfler : entre octobre 2009 et octobre 2018, il est passé de 34 389 à 48 711. Plagiée en 1990 sur le modèle néerlandais, la Soparfi avait vocation à remplacer les Holding 29. À l'inverse de son ancêtre, elle présentait l'avantage de faire bénéficier les multinationales de la nouvelle directive mère-filiales en exonérant les plus-values. La lecture des deux volumes du compendium fiscal, publiés en 2015 et 2018 par le Conseil économique et social, permet de mesurer l'ampleur des flux qui transitent par le « conduit country » (ou le *Durchlauferhitzer*) luxembourgeois. En 2011, les Soparfi luxembour-

« Le Luxembourg n'est pas meilleur que les Pays-Bas et les Pays-Bas ne sont pas meilleurs que le Luxembourg. » C'est la chanson (et le chantage) du « level playing field »

geois ont ainsi bénéficié de 141,6 milliards d'euros d'exonérations sur les dividendes ; en 2014, ce montant était de 98,2 milliards. C'est l'équivalent du PIB de la Hongrie, respectivement de la Slovaquie.

Or, les chiffres agrégés cachent des réalités très disparates. Pour les petites « Schmuddel-holdings », pesant à peine 200 000 euros de capital, une présence au Luxembourg ne vaut plus vraiment le coût. Domiciliation (2 000 euros), tantièmes pour les administrateurs (4 000 euros), impôt sur la fortune minimum (4 815 euros), cotisation forfaitaire à la Chambre de commerce (350 euros) ; l'ardoise annuelle dépasse facilement les 10 000 euros. Juridiquement, leur survie ne tient qu'à un fil, de nombreuses structures risquant d'être requalifiées en « abus de droit », une notion en constante extension.

Le calcul se fait différemment pour le grand capital. Le Grand-Duché héberge des holdings familiales dont certaines pèsent plus que le budget de l'État. Le Groupe Bruxelles Lambert, appartenant aux descendants d'Albert Frère et de son fidèle allié Paul Desmarais, bunkérise ainsi 18,5 milliards d'euros. Delfin, la Soparfi des Del Vecchio (propriétaires de Ray-Ban et d'Oakley – et, incidemment, actionnaire minoritaire de Luxair), pèse 14,2 milliards d'euros. Tant qu'elles ne ressentiront pas trop douloureusement les piques fiscales, le pouvoir des habitudes maintient ces structures au Luxembourg. Quant aux holdings des multinationales, la plupart ont déjà réagi ; soit en étouffant leur substance (embauche d'un secrétaire et d'un comptable, éventuellement d'un « compliance officer »), soit en liquidant leur structure. Parmi celles qui filent à l'anglaise, on trouve des holdings dont les anciens montages agressifs étaient à deux doigts de basculer du mauvais côté du « borderline legal ».

Le départ des Soparfi de multinationales a été plus que compensé par le boom que connaissent actuellement les fonds alternatifs, dont les structurations deviennent de plus en plus complexes. Les fonds immobiliers immatriculent ainsi une Sarl par objet détenu. Leurs noms (Optimum Evolution, Mars Propco, etc.) transparaissent régulièrement dans les journaux allemands, lorsque les recherches journalistiques sur la gentrification et la hausse des loyers à « Kreuzkölln » échouent devant une boîte aux lettres au Ban de Gasperich. L'essor du *private equity* au Grand-Duché a également contribué à la hausse du nombre de structures grandes-ducales. Dans une brochure, la fiduciaire Experta vante ces sociétés de titrisation comme offrant d'intéressantes opportunités en matière de planification fiscale dans la mesure où la base imposable [...] sera proche de zéro ». En décembre, à la Chambre des députés, le député Laurent Mosar (CSV) avait estimé le nombre de sociétés de titrisation à 1 200 pour quelque 600 milliards d'actifs sous gestion.

Ce débat parlementaire sur la directive Atad avait illustré le malaise d'un micro-État forcé de suivre la tendance en tirant les dernières options qui lui restent. Franz Fayot (LSAP) parlait d'un « dilemme » dont serait « prisonnier un petit pays avec une grande place financière » : regretter le creusement des inégalités sociales tout en contribuant au dumping fiscal. « N'oublions pas que nous sommes dépendants, totalement dépendants, de la place financière », exhortait Roy Reding (ADR). Le ministre des Finances, Pierre Gramegna (DP), saluait l'ambassadeur des États-Unis, le Républicain James Randolph Evans, venu écouter les débats. Le ministre voyait dans sa présence dans l'auditoire la preuve que « le Luxembourg est sur le radar » et qu'il valait donc mieux rester « prudent ».

« Dans les réunions, j'entends souvent les collègues suisses expliquer : 'On ira voir l'inspecteur des impôts et on aura un *ruling* d'ici un mois, au plus tard.' C'est ce que nous aussi, nous raconterions il y a quelques années », dit, avec un brin de nostalgie, un expert fiscal. Au Luxembourg, la machine à produire des *rulings* semble paralysée. Jugée trop inflexible et trop sévère, elle n'inspire plus confiance aux Big Four et aux cabinets d'avocats. Le nombre de demandes a dégringolé de 539 (en 2015) à 452 (en 2016), puis à 231 (en 2017). Ce qui n'est qu'une fraction du travail abattu annuellement par Marius Kohl. Enfin, probablement. Car le nombre exact de décisions anticipées dispensées par l'ancien fonctionnaire systémique reste « confidentiel », comme l'expliquait Pierre Gramegna aux membres de la commission des Finances et du Budget en février 2015.

L'État luxembourgeois est devenu accro à la manne budgétaire des Soparfi, dont le volume a quasiment doublé ces cinq dernières années. Elles fournissent désormais 26 pour cent de l'impôt sur le revenu des collectivités (soit quelque 540 millions d'euros), 22 pour cent de l'impôt commercial communal (180 millions), 69 pour cent de l'impôt sur la fortune (361 millions), 58 pour cent de l'impôt sur le revenu des tantièmes (28 millions) et 51 pour cent de l'impôt sur le revenu des capitaux. En 2017, dans une interview au *Land*, Pierre Gramegna ne s'était pas montré particulièrement inquiet face à cette dépendance : « Je préfère être exposé à une forme de sociétés dont il y en a beaucoup, plutôt que d'être beaucoup exposé à une seule société. »

Le ministère des Finances interprète le jaillissement – apparemment intarissable – des recettes « comme illustration que le changement de paradigme en train de s'opérer au niveau de la fiscalité internationale et européenne est, au moins partiellement, anticipé par le marché ». Pour concéder ensuite que les répercussions « ne se présenteront de manière complète qu'à partir de l'année budgétaire 2020, voire 2021 ». L'Administration des contributions directes a été chargée de surveiller les réactions aux mesures anti-évasion comme le lait sur le feu. Dans ses déclarations, Pierre Gramegna se montre optimiste et évoque « deux effets inverses » qui s'annuleraient mutuellement : la liquidation de certaines holdings serait compensée par l'épaississement des autres.

Un fiscaliste interrogé avance une autre hypothèse, moins optimiste : le sursaut des recettes pourrait être dû en partie à l'incompétence et à la négligence des comptables et domiciliataires. Submergés par les dossiers, ceux-ci louperaient fréquemment les délais des déclarations fiscales, ce qui aboutit à une imposition plus forte. « Et geet villen drénner an driiwwer ». Une autre explication qu'on entend sur le marché est celle d'un « *one-off* exceptionnel » : des liquidations de Soparfi (qui, pour des raisons techniques, se font normalement en fin d'année) se traduisant par une ultime imposition. Une hausse des recettes n'est donc pas toujours un signe favorable.

Pour l'instant, la stratégie défendue, avec le zèle du nouveau converti, par Pierre Gramegna – résumée par le mot d'ordre du « level playing field » – semble gagnante. Elle force la main jusqu'aux concurrents des Caraïbes. C'est le cas des Îles Vierges Britanniques (BVI), numéro un mondial sur le marché des domiciliations et une des juridictions préférées de la place financière luxembourgeoise. Au début des années 1980, ce territoire britannique d'outre-mer s'était réinventé comme centre *offshore*, une niche économique censée préserver les infrastructures et le fragile écosystème des îles. Mises sur la liste grise des paradis fiscaux par l'Ecofin en 2018, les BVI ont été contraintes d'adopter en catimini une loi sur la « substance économique ». Elle a pris effet il y a un mois et demi et définit l'obligation pour les sociétés de fournir « an adequate number of suitably qualified employees » ainsi que des « physical offices or premises ». Pour un archipel qui domicilie plus de 400 000 sociétés sur une superficie de 153 kilomètres carrés, ce sera la mer à boire.

À quand la grande extinction des sociétés boîte aux lettres ?

Gratuité vs capitalisme, le nouveau manifeste de Paul Ariès,

La révolution par la gratuité ?

Jean-Sébastien Zippert*

Parmi toutes les réformes annoncées dans l'accord de coalition, la gratuité des transports publics au courant du premier trimestre de l'année prochaine aura fait son petit effet. Cette décision est non seulement symboliquement importante dans une société où le dicton «Wat näischt kascht, dat näischt ass » vaut presque parole d'évangile, elle ouvre également des portes sur une transformation sociale radicale. Dans son dernier manifeste, le politologue Paul Ariès considère que la gratuité généralisée est beaucoup plus réaliste que le revenu universel, qui a la faveur de nombreux mouvements sociaux.

D'abord, Ariès objecte que les projets de revenu universel sont très complexes à mettre en œuvre, ne serait-ce que par la définition d'un seuil de rémunération qui soit jugé acceptable. De plus, le revenu universel devrait maintenir, voire d'étendre, la monétarisation. Les rémunérations des parents pour la garde de leurs enfants, des étudiants pour qu'ils apprennent ou des paysans pour les services rendus à l'environnement ne cadrent pas avec une logique souhaitée de rupture avec le capitalisme. Enfin, Ariès objecte que le revenu universel ne garantit en rien que les sommes versées seront utilisées pour des produits à forte valeur ajoutée écologique, sociale et démocratique. Nous resterions dans la logique de la définition individuelle des besoins, donc de la société de consommation. La gratuité présente le grand avantage de ne pas être seulement une réponse à l'urgence sociale, mais un instrument pour sortir petit à petit du monde marchand.

Ayant réglé son compte au revenu universel, Paul Ariès consacre une large partie de son livre à défend le concept de gratuité qui serait, d'après ses détracteurs, une source de gaspillage sans fin. Il conteste l'argument que la marchandisation permettrait de protéger les ressources naturelles : plus le pétrole deviendrait rare, par exemple, plus son prix augmenterait, conduisant à en limiter l'usage ! Il ne s'agit selon lui évidemment pas de rendre toute l'énergie gratuite, ni même d'atteindre le maximum de nos capacités de production. Chacun sait désormais que la survie de l'humanité impose de laisser sous terre une bonne partie du pétrole disponible, puisque son utilisation aggraverait le réchauffement climatique. Imaginer la gratuité de l'énergie requiert d'élaborer une transition rapide et douce entre un mode de vie énérgivore et un mode de vie sobre. Une telle politique se marie parfaitement avec un scénario d'économie des énergies fondé sur une réduction à la source des besoins en énergie.

Mais la gratuité s'applique à tous les domaines de l'activité humaine : si l'école publique est gratuite, c'est parce qu'elle est payée par les impôts. La gratuité est donc le produit ou le service débarrassé du prix, mais pas du coût. Cette gratuité est aussi socialement, culturellement, juridiquement, anthropologiquement, politiquement construite. Il ne s'agit pas de suivre le vieux rêve mensonger « Demain, on rase gratis ». Paul Ariès n'emprunte pas la voie de certains anarchistes qui remettent en cause toute forme de propriété privée : la gratuité n'est pas le vol, elle doit donc se conformer à plusieurs règles.

En premier lieu, la gratuité ne couvre pas seulement les biens et services qui permettent à chacun de survivre (comme l'eau vitale et le minimum alimentaire), elle s'étend, potentiellement, à tous les domaines de l'existence, y compris le droit au beau, le droit à la



Et si la gratuité des transports publics ouvrait la voie à une transformation sociale radicale

Le politologue Paul Ariès considère la gratuité comme outil de réappropriation des biens communs. Et comme moyen de réussir la transition écologique

nuît, etc. L'Observatoire international de la gratuité a recensé les mille et une formes que prend cette longue marche vers une civilisation de la gratuité : gratuité de l'eau et de l'énergie élémentaires, de la restauration scolaire, des services culturels, des équipements sportifs, des services funéraires, de la santé, de l'enseignement, du logement, des transports en commun scolaires et urbains, etc.

En deuxième lieu, si tous les domaines de l'existence ont vocation à être gratuits, tout ne peut être gratuit dans chacun des domaines. Pas seulement pour des raisons de réalisme comptable, mais parce que la gratuité devrait conduire à la sobriété. C'est pourquoi l'auteur propose un nouveau paradigme : gratuité du bon usage face au renchérissement, voire à l'interdiction du mésusage. Pourquoi payer son eau le même prix pour faire son ménage et remplir sa piscine ? Il n'existe pas de définition scientifique et encore moins moraliste, de ce que serait le bon ou le mauvais usage des communs. La seule définition est politique : c'est aux citoyens, aux usagers de définir ce qui doit être gratuit, renchéri ou interdit. La gratuité fait donc à la fois le pari de l'implication citoyenne et de l'intelligence collective. C'est un pari informé par le retour d'expérience qui prouve que les gens font spontanément très bien la différence entre, par exemple, un usage normal de l'eau et son gaspillage.

Enfin, le passage à la gratuité suppose de transformer les produits et services préexistants dans le but

d'augmenter leur valeur ajoutée sociale, écologique et démocratique. Une restauration scolaire gratuite doit permettre, par exemple, d'avancer vers une alimentation relocalisée, respectueuse des saisons, moins gourmande en eau, moins carnée, faite sur place et servie à table ; tout le contraire de la restauration actuelle sous la coupe de l'industrie agroalimentaire.

La gratuité rompt avec la philosophie utilitariste qui considère que l'humain serait avant tout un animal calculateur. Elle dépasse déjà l'utilitarisme en passant d'un « intérêt à... » à un « intérêt pour... », c'est-à-dire en développant les motivations intrinsèques par rapport aux motivations extrinsèques, ce que le psychologue hongrois Mihaly Csikszentmihályi nomme l'état de « flow » (qui consiste à être absorbé par ce que nous faisons) et qu'il définit comme le secret véritable du bonheur humain.

C'est donc des perspectives très stimulantes qu'ouvre Paul Ariès dans son manifeste. Des esprits chagrins pourraient lui objecter que tout ceci ne fonctionnerait qu'à condition que toute la population d'un pays (et pas seulement une élite, aussi éclairée soit elle) appuyait ce système par un consentement massif à l'impôt qui serait nécessairement levé pour financer tout ceci. On pourrait leur rétorquer que ce consentement est déjà très mis à mal par les personnes physiques comme morales les plus riches dès lors qu'il s'agit de financer le bien commun de pays où la gratuité est déjà réduite à la portion congrue, et donc que la question de la justice fiscale dépasse de loin cette discussion. Mais la question mérite justement d'être posée clairement au Luxembourg, pays dont les finances publiques sont justement en bien meilleure santé comparées à ses voisins : Est-ce que la coalition gouvernementale au pouvoir va utiliser les transports publics comme tremplin pour étendre la gratuité à d'autres secteurs et transformer radicalement la société luxembourgeoise ? Ou va-t-elle se contenter d'une excellente opération de « nation branding » ? L'avenir nous le dira.

Paul Ariès sera présent à Luxembourg pour une conférence le mardi 19 février – Renseignements et inscriptions sur etika.lu

*Jean Sébastien Zippert est coordinateur d'Etika ASBL

Chronique Internet

Mouchard caché

Jean Lasar

À l'occasion d'une mise à jour de son système d'alarme Nest Guard, Google a révélé ce mois-ci qu'il contenait un microphone, surprenant tout le monde. Jamais jusque-là, il n'avait été question que ces systèmes, déployés aux États-Unis, puissent contenir un tel capteur : il n'était pas mentionné dans ses spécifications techniques. Google a présenté la mise à jour comme un élément de progrès dans la mesure où il rend ces appareils compatibles avec les fonctionnalités de Google Assistant. Google a aussi cherché à rassurer en insistant sur le fait que le micro était désactivé par défaut. D'un autre côté, il suffit, pour l'activer, de prononcer une des expressions qui mettent en branle l'assistant vocal, « OK Google » ou « Hey Google ». Google avait déjà suscité la polémique à l'automne dernier lorsque des journalistes, à qui l'entreprise avait prêté un autre appareil, Google Home Mini, s'étaient aperçus d'une propriété semblable : en raison d'un « bug » activant par défaut l'assistant, celui-ci était en réalité à l'écoute 24 heures sur 24, répercutant sur les serveurs de Google les sons captés à l'intérieur du foyer.

Au vu de ces deux révélations, on est en droit de se demander s'il est raisonnable de faire entrer chez soi ce genre d'appareil, et si ce que Google décrit comme des « bugs » ne sont en réalité pas des propriétés soigneusement pesées pour maximiser les informations personnelles sur ses utilisateurs dont le géant va disposer. Certes, Nest Guard n'est pas encore déployé en Europe. Mais cet appareil est un système d'alarme auquel on peut connecter des serrures et des systèmes de domotique. Pour Google, les assistants vocaux et systèmes d'alarme sont un élément central de la stratégie grâce à laquelle il entend se rendre indispensable en facilitant les gestes de la vie quotidienne. Les révélations à répétition sur le caractère intrusif de ces appareils nous projettent dans un univers passablement effrayant, où Big Brother s'insinue graduellement dans nos vies, sans crier gare, au nom du confort. Est-il vraiment acceptable de faire entrer des assistants aussi curieux dans nos vies, surtout si l'on découvre certaines de leurs propriétés après coup ?

Dans un premier temps, les publications spécialisées en hardware ont fait état de l'existence du microphone de Nest Guard de manière très factuelle, mentionnant en passant les implications en matière de protection des données personnelles et d'intrusion. Mais clairement, une analyse détaillée devra encore être réalisée par les organisations publiques et privées censées nous protéger contre les abus des géants du Net. Et il y aura probablement, lorsqu'elles livreront leurs conclusions, une majorité d'utilisateurs pour accepter ce niveau d'intrusion au nom des gains en termes de confort et d'une meilleure intégration des différents appareils connectés. Plusieurs téléviseurs connectés, dont on avait découvert il y a quelques années qu'ils enregistraient les sons recueillis au salon où ils sont installés et les transmettaient au serveur de leur fabricant, à l'aide du microphone intégré voire dans certains cas par le biais du haut-parleur, se sont déjà essayés à cet exercice. Certains smartphones sont eux aussi suspectés de se livrer à ce genre d'espionnage.

Quand bien même Google finirait par apporter aux autorités de protection des données personnelles toutes les garanties requises sur l'utilisation des sons enregistrés par Nest Guard ou Google Mini, il reste le risque de piratage. Celui-ci est d'autant plus prononcé que l'on a découvert un peu par hasard l'existence de microphones intégrés dans ces appareils. Des hackers avaient-ils découvert leur existence auparavant et les avaient-ils activés pour voler des informations et se livrer à des escroqueries ? En tout cas, la dissimulation de microphones ou d'autres accessoires dans des systèmes destinés à prendre place dans nos foyers n'est pas compatible avec des pratiques respectueuses de notre sphère privée, et Google continue de nous devoir des explications.

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont à remettre via le portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
14.02.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900191 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

LE FONDS BELVAL

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Services

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 22.03.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Le Fonds Belval
1 Avenue du Rock'n'Roll
L-4361 Esch-sur-Alzette
Tél.: +352 26840 1
Email: soumission@fonds-belval.lu

Section II : Objet du marché

Description succincte du marché :

Soumission relative aux services de maintenance HVAC et sanitaire dans l'intérêt de la maintenance de la Maison du Savoir à Esch Belval.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Dossier de soumission à télécharger gratuitement sur le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Les conditions de participation sont précisées dans le cahier des charges.

Réception des offres :
La remise électronique des offres sur le Portail des marchés publics

(www.pmp.lu) est obligatoire pour cette soumission conformément à la législation et à la réglementation sur les marchés publics avant les date et heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
14.02.2019

La version intégrale de l'avis n° 1900214 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 20.03.2019
Heure : 10.00 heures

Lieu :
Administration des bâtiments publics
10, rue du Saint-Esprit
L-1475 Luxembourg

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'aménagements extérieurs à exécuter dans l'intérêt de l'Ecole internationale à Differdange – enseignement secondaire.

Description succincte du marché :
– Travaux de terrassement : 3 300 m³
– Terrassement en tranchées : 2 700 m³
– Remblai en concassé de carrière : 5 200 m³
– Remblai en concassé de haut fourneau : 1 800 m³

La révolution blockchain (8)

Bitcoin – la querelle de l’électricité

Mirel Bran

La consommation d’électricité pour maintenir en vie l’énorme registre digital qu’est le *bitcoin* est, selon ses critiques, son talon d’Achille. Au contraire, selon ses défenseurs c’est la meilleure solution pour assurer sa sécurité face aux attaques dont il est l’objet. Dans un monde menacé par le changement climatique, il faudrait arrêter tout de suite cette comédie du *bitcoin* qui consomme trop d’énergie, contre-attaquent ceux qui s’opposent à cette monnaie digitale. Non, rétorquent les autres, le *bitcoin* pourrait être la meilleure solution pour stocker de l’électricité à long terme.

Se pencher sur le pour et sur le contre du *bitcoin* sous l’angle de la consommation d’énergie donne mal à la tête. C’est une histoire où tout le monde a tort et raison. Les principaux opposants au *bitcoin* sont les banques, certains gouvernements, une bonne partie des médias, et tous les géants économiques centralisés qui brassent des milliards, comme le FAANG : Facebook, Apple, Amazon, Netflix et Google. D’après les supporters du *bitcoin*, la myriade de start-ups créées par des jeunes qui travaillent sur des applications basées sur la technologie de la *blockchain* vont changer le monde de demain en bien.

Pour attaquer le *bitcoin* il faut une quantité d’énergie qui dépasse la moitié de la quantité utilisée pour le maintenir en vie

La consommation d’énergie due au *bitcoin* est une des principales pommes de discorde entre les deux camps. « Le réseau du bitcoin consomme environ 25,5 térawatts (un térawatt compte un million de mégawatts) et pourra aller jusqu’à 76,7 térawatts, affirme l’analyste Alex de Vries. Ces niveaux de consommation sont comparables à la consommation d’électricité en Irlande (31 térawatts) et en Autriche (82 térawatts). On parle de 0,5 pour cent de la consommation d’énergie au niveau mondial et ce pourcentage est choquant. La hausse de la demande d’énergie ne nous aidera pas à régler les problèmes de l’environnement. » La consommation d’énergie est un des arguments forts des critiques du bitcoin soutenus par un large éventail d’associations qui militent pour la protection de l’environnement.

Aux yeux des adulateurs de la monnaie digitale, cet argument ne tient pas la route. « Le *bitcoin* utilise un pour cent de l’énergie utilisée pour extraire l’or, a déclaré Andreas Antonopoulos, un des meilleurs experts de la monnaie digitale. Le *bitcoin* peut remplacer l’or et nous épargner la destruction de l’environnement : de grosses quantités d’acide déversées dans les rivières et des montagnes déforestées. Un autre exemple : quand vous sortez votre carte Visa de votre poche vous ne voyez pas les 600 000 employés qui vont tous les jours au boulot dans leurs voitures qui polluent, les innombrables serveurs qui enregistrent les données, les services de protection et la publicité. Il s’agit de niveaux de consommation d’énergie gigantesques mais qui sont cachés au public. »

Pourquoi le *bitcoin* consomme-t-il autant d’énergie ? C’est l’opération de son minage qui en a besoin. À la base du *bitcoin* il y a la technologie de la *blockchain*, une chaîne de blocs informatiques qui enregistrent et conservent les données financières : l’adresse qui envoie le *bitcoin*, l’adresse qui le reçoit, le montant et la date.

Cette chaîne de blocs est une sorte de registre digital qui conserve la trace de toutes les opérations qui s’enchaînent les unes après les autres. C’est là qu’interviennent les « mineurs » qui sont l’équivalent des mineurs qui extraient l’or. Pour qu’un bloc soit validé et enchaîné aux autres dans le registre digital il doit être vérifié et crypté par les mineurs. Pour ce faire, ceux-ci disposent d’appareils spécialement conçus pour cette opération qui consomme une grande quantité d’énergie.

Les opposants au *bitcoin* voient dans cette consommation d’énergie un danger pour l’environnement. Ses thuriféraires y voient le moyen le plus sûr de protéger la *blockchain* du *bitcoin* contre les attaques des hackers. L’énergie utilisée pour maintenir en vie le registre digital du bitcoin est vue comme un mur contre ces attaques.

La raison en est simple : pour attaquer le *bitcoin* il faut une quantité d’énergie qui dépasse la moitié de la quantité utilisée pour le maintenir en vie. Il s’agit des fameux attaques « cinquante pour cent plus un ». Si un seul ordinateur pouvait canaliser cette énergie contre le *bitcoin*, la monnaie digitale mourrait instantanément. Mais étant donnée l’énorme quantité d’énergie qui maintient en vie le bitcoin cette possibilité a peu de chances de se réaliser. Bref, cela coûte plus cher d’attaquer le bitcoin que de le laisser tranquille.

Le 3 janvier 2019, la monnaie digitale a fêté ses dix ans. Malgré les critiques et les innombrables annonces de sa mort imminente elle est toujours là et continue de déchaîner les passions. La question de l’environnement et son rapport au *bitcoin* sont loin d’être réglés, et le débat autour de cette question n’en est qu’à ces débuts.

Une menace pour l’environnement ou le futur étalon financier qui va remplacer l’or ? Steve Wozniak, le co-fondateur d’Apple, a tranché la question à l’occasion de la dernière conférence Money2020. « La quantité de *bitcoins* est limitée, a-t-il déclaré. La quantité d’or dans le monde est peut-être elle aussi limitée, mais le *bitcoin* est réglementé par un algorithme mathématique. Et personne ne peut changer la mathématique. »

Die kleine Zeitzeugin

Michèle Thoma

Im Alter von sieben Jahren lege ich einen Eid ab, vermutlich den einzigen meines Lebens. Nie, nie wieder werde ich einen Zoo betreten. Gerade bin ich weinend rausgelaufen aus dem Straßburger Zoo, vor den in der Allee am Eingang in Eisenketten stehenden Papageien. Angesichts der Todtraurigen hinter Gittern.

Den Schwur breche ich mehr als vierzig Jahre später, anlässlich eines Familientreffens verschlägt es mich in den Schönbrunner Tiergarten. Meine Beklemmung weicht schnell, die Käfige sind so genannten Gehegen gewichen, in denen unsere Mitgeschöpfe so genannt artgerecht gehalten werden. Bei einigen tigere ich aber schnell vorbei, keine Freundin mit mehr Klauen, Federn, Zähnen als ich soll mir in die Augen schauen. Und Gott sei Dank hat meine Seele, oder was von ihr übrig ist, ordentlich Hornhaut gekriegt. Und Wetter gut, Schmaus war es auch, so lustwandle ich inmitten, ja, schön, kaiserlicher Architektur und ihren ruhig gestellten Insass_innen im relativ Grünen. So schlimm auch wieder nicht (mehr).

Zeitmaschine, ächz, krächz, wieder einmal, ja, die Enkelkinder, ja, etwas unternehmen, nicht langweilig, lehrreich auch, etwas mit Luft und Lust beziehungsweise Fun, mit etwas, das trompetet oder einen Schweif aufrichtet oder sich aufplustert oder zum Affen macht. So wunschvorstelle ich mir das jetzt, ein Großmutter-im-Zoo-Bilderbuch. Giraffen-Girls, langhalsige Ballerinas auf dem *Cat Walk* mit Designer-Fell, so eins hätte ich auch gern. Löwenpapas, Löwenpaschas, die Mama jagt auch. Also in der Natur. Der so genannten, aber eigentlich gibt es die nicht mehr. Sie ist nur noch eine Fiktion, würde man den Enkel_innen sagen, wären sie schon im entsprechenden sprechenden Alter. Oder auch nicht sagen. Würde ja alles verderben. Oder auch nicht.

Denn wir sind im Zoo, um Gutes zu tun. Allein schon dadurch, dass wir hier sind und unsere Langnasen in den Lebensraum unserer nahen und entfernten Verwandten stecken, oder sie zumindest symbolisch an ausbruchssicheres Glas pressen. In den Lebensraum, den wir ihnen vorher genommen haben und jetzt fair wiederschenken, klimatisiert sogar, alles *all inclusive*. Kost. Logis. Mit Arktisfrischluft oder fauliger Flußodeur. Weil in Afrika, nur als Beispiel, liebe Nachkommen, haben die mit den Stoßzähnen und Nashornhörnern ja keine Perspektive mehr, sie müssen also unter unsere Fittiche kommen wie die Mumien und die Götter. Denn die Afrikaner, liebe Nachkommen, sind wild auf Profit. Nicht so schlecht

Zu Gast

Frank Engel

In gut drei Monaten wählen wir ein neues Europäisches Parlament. Fast überall in Europa sagen uns aktuelle Umfragen, dass die politische Landschaft sich weiter verändern wird. Von Belgien, wo weit links stehende Parteien fast volkspartei-liche Prognosegrößen erreichen, über Frankreich und die neue Partei der „Gilets jaunes“ bis nach Deutschland mit einer konstant erschreckend starken AfD und Italien, wo fast nur noch populistische Parteien wählbar erscheinen, entsteht der Eindruck einer immer massiveren Artikulation von Volkswut. Wir müssen uns die Frage stellen: Wieso wollen Menschen Parteien wählen, die eigentlich nur Protest ausdrücken?

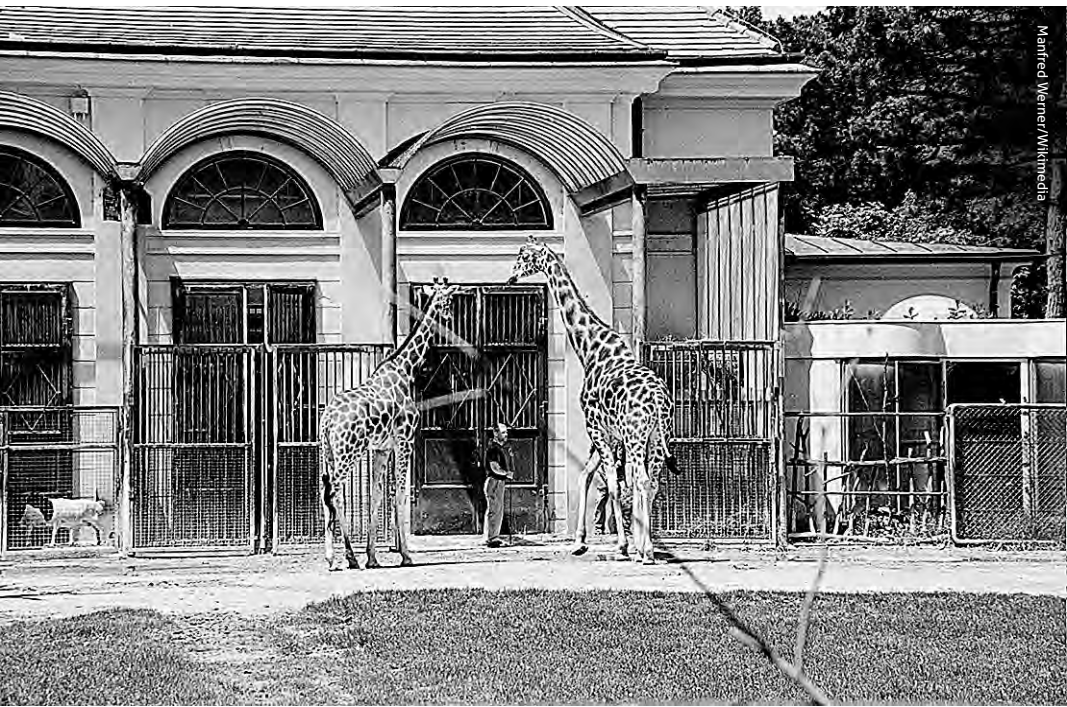
Hinter den beschriebenen politischen Phänomenen steht in weiten Teilen der Wählerschaft

Frank Engel ist Präsident der Christlich-sozialen Volkspartei

Mit unserem Zoo-Voyeurinnen-Ticket können wir Krokodil-Patin oder Insekten-Sponsor werden

also, der Deal, die Haftbedingungen optimal, wer will einer natürlichen Feindin zum Opfer fallen? Statt einer unnatürlichen.

Das wird uns jetzt auf Schritt und Tritt eingebläut, wir erhalten die Art, diese und jene, die Vielfalt gar mit unserem Zoo-Voyeurinnen-Ticket, wir können Krokodil-Patin oder Insekten-Sponsor werden. Weil ja beinahe alle schon beinahe ausgestorben sind, wir sehen hier die letzten Exemplare, die künftigen Ex-Exemplare.



Giraffengehege im Tiergarten Schönbrunn

Unsere irdischen Mitbewohner_innen also jetzt hinter Glas, schön sauber, kaum noch bestialischer Gestank, gut gehalten. Nur ihr Verhalten lässt zu wünschen übrig. Manchmal ist es etwas verhalten, bei dem Preis. Die Nilpferde, die nur noch bei Großmüttern so heißen, sind steinern, beziehungsweise düstere Fleisch-Installationen. Depri-Dekos. Okay, der Pandabär ist quasi ausgestorben, aber so tot muss sich der globale Zoo-Liebling und Werbeträger nun auch wieder nicht stellen. Die Eisbärin ist konsequente Katatonikerin, niemand kann sie aus der Konserve locken.

Sind die überhaupt echt?

Dafür, dass wir ihnen ein Lebensräumchen, ein Überlebensräumchen, mahnen die Schautafeln, zur Verfügung stellen und auch noch Eintritt zahlen, könnten unsere gefiederten und gehörnten Freund_innen wirklich für uns den Affen machen. Quietschfidel rumturnen, angerobbt kommen. Possierlich sein oder respekt einflößend bedrohlich, während uns im *Safe Space* schaudert, *light*.

Sind die überhaupt echt? Aber was ist echter als der *Fake?*, murmelt *Zoon politikon* vor dem Glas mit den *live* Schau-Objekten vor sich hin, der größte Bluff ist der echte Wilde. Nur ein Pfeil im Herzen kann uns von unserer Blödheit erlösen.

Gerechtigkeit

der Eindruck, dass die Politik der traditionellen Parteien nicht mehr vertrauenswürdig sei. Es ist ein Eindruck von Irrelevanz. Es ist letztlich ein Eindruck empfundener – und leider auch real existierender – Ungerechtigkeit in unseren Gesellschaften, gegen die politisch nichts unternommen würde. Zumindest nicht von den traditionellen Parteien.

Tatsächlich wachsen – auch in Luxemburg – Prekaritätsrisiken. Tatsächlich wird für größer werdende Teile der Bevölkerung ein anständiges Leben mit jenem Geld zunehmend schwieriger, das mit ganz normaler Arbeit verdient werden kann. Tatsächlich stehen Löhne, Gehälter und Renten von Millionen von Europäern in keiner nachvollziehbaren Relation zu den Bilanzsummen und Gewinnen großer Unternehmen. Tatsächlich ist nicht nachvollziehbar, wie ein paar Giganten des Internet und andere multinationale Unternehmen es schaffen, Milliardengewinne zu erwirtschaften und kaum besteuert zu werden. Die Wirtschaftsordnung, die letztlich ein Produkt auch politischer Entscheidungen und Weichenstellungen ist, wird zunehmend als ungerecht empfunden, und damit „die Politik“ als falsch.

Aus einem fast hundert Jahre alten englischen Gerichtsurteil stammt der Satz: „Not only must justice be done; it must also be seen to be done.“ Diese Formulierung ist heute politisch von höchster Bedeutung. Recht und Gerechtigkeit müssen empfunden werden, es reicht nicht aus, dass sie objektiv und abstrakt existieren. Es gibt keine Gerechtigkeit, wenn die große gesellschaftliche Mehrheit nicht davon überzeugt ist, dass sie existiert. Diese Mehrheit ist gerade dabei, fast überall in Europa drastisch zu schrumpfen. Für demokratische Politik und deren Akteure ein gefährlicher Prozess.

Die traditionellen Parteien, vor allem jene, die sich Volksparteien nennen, müssen sich der neuen Gerechtigkeitsfrage annehmen. Wir können nicht dauerhaft hinnehmen, dass Arbeitsbezüge und Konsum stark besteuert werden, während Betriebsgewinne weitgehend unbelastet bleiben. Globalisierungsängste müssen ernst genommen werden, denn aus ihnen resultiert jener Protest, der die politische Landschaft Europas durcheinanderwirbelt. Die Bürger, die Wähler verlangen von der Politik, dass sie Gerechtigkeit von Chancen und Verteilung herbeiführt. Eine Gerechtigkeit, die auch als solche empfunden wird.

Briefe an die Redaktion

Bezüglich des Artikels *Radioaktives Sperrgebiet*

Das *Land* druckte am 28. November unter dem Titel *Radioaktives Sperrgebiet* einen Artikel über den Versuch Frankreichs, Deutschlands und Großbritanniens, Luxemburg dazu zu drängen, eine Sondergesellschaft zu gründen, deren Zweck im Endeffekt die Umgehung von US-Sanktionen gegen den Iran ist. Der Artikel schilderte des weiteren die Gerichtsaffäre um die Gelder der iranischen Zentralbank bei Clearstream und den Versuch von Familienmitgliedern von Opfern der Terroranschläge des 11. Septembers 2011, diese Gelder für ihnen in den USA zugesprochene Schadensersatzforderungen beschlagnahmen zu lassen. In einem Brief an die Redaktion bezog der Anwalt der Familienmitglieder der Terroropfer in der *Land*-Ausgabe vom 14. Dezember Stellung. Die folgende Zuschrift ist eine Reaktion der jursitischen Berater der iranischen Zentralbank auf diese Stellungnahme.

Dear Ms Sinner,

In response to the letter of 14 December 2018 by Mr. Wolosky which was published in your weekly journal under the title *Bezüglich des Artikels Radioaktives Sperrgebiet*, I am writing to you to make some clarifications on the historical facts surrounding 9/11 tragedy and the untrue accusations levied against Iranian people in the case brought before the courts of Luxembourg.

I believe that the facts of this incident are so clear and straightforward that they cannot be distorted and manipulated to fabricate a case. The truth could be revealed through impartial and unbiased historical investigations. The Iranian people also sympathise with the victims of that horrible attack who certainly deserve to be compensated for their sufferings. However, this very fact should not turn into a justification and pretext for implicating the Iranian people and government in a case in which they had no involvement in whatsoever manner. As a matter of fact, the culprits who committed this atrocity have in fact been close allies of the United States for a long time. The U.S. government and courts could not rewrite the history and hold Iranian people responsible for convenient purposes and their antipathy against Iran.

Their invented story is a mockery of the History. I urge Mr. Wolosky and the readers of this letter to take a deeper look at the background of the Havlish case. In this case, U.S. southern district court of New York held Iran and some of its governmental entities, including Iran's Central Bank (aka Bank Markazi Iran), responsible for the 9/11 terroristic attacks! Well, for the audiences of the U.S. media, such judgments won't be shocking of course, especially when there is a presumption of irrefutable liability for Iran regardless of the documented historical facts. The U.S. government for its own agenda has unfairly designated Iran as a State sponsor of terrorism for all purposes.

Unfortunately the truth about those who were behind the horrible attack was buried in the ashes, just like the World Trade Center skyscrapers. The hijackers were 19 men affiliated with al-Qaeda with an ideology promoted by the U.S. governments and its regional allies in the Middle East. 15 of 19 were citizens of Saudi Arabia and the others were from the United Arab Emirates and Egypt.

Since the advent of Taliban in Afghanistan, as supported by U.S. government and its regional allies and friends, Iranians have always had trouble with these Salafi movements who consider Iranian Shia Muslims as infidels. Taliban and al-Qaeda, then the allies of the U.S. government, in 1999 brutally murdered eight Iranian diplomats and a journalist when Taliban invaded the Northern city of Mazar Sharif in 1998.

It is very sad to see the efforts by the U.S. administration and courts to associate Iran with the attack while after the shocking 9/11 attacks, Iranian authorities and people were among the first ones who condemned those terroristic attacks. I simply cannot believe that after 18 years one can forget those Iranian men and women who came out on the streets of Tehran in thousands to mourn for the victims with lit candles in front of the Swiss embassy, representative of U.S. interest in Iran, to express their solidarity and sympathy with the American people. Supreme Leader and President of Islamic Republic of Iran also reacted to the incident and officially condemned those attacks. Even after 9/11, Islamic Republic of Iran played a significant role in defeating Taliban and also enforcing UN Security Council resolutions against Taliban and al-Qaeda. Based on those resolutions Bank Markazi ordered Iranian banks and financial institutions to block any bank account which were related to the Taliban and al-Qaeda members. Following this order, all of the accounts of Mr. Gulbudin Hekmatyar (former Prime Minister of Afghanistan) were blocked. It also indicated that no Taliban or Al-Qaeda members had any bank account in Iran.

Therefore Havlish judgments are completely based on political grounds, rather than ordinary judgments issued independently by domestic courts after a fair trial. This is confirmed by the fact that Bank Markazi was found liable on the basis of the affidavit issued by Patrick L. Clawson (Research Vice-Director of the Washington Institute for Near East Policy since 1997) who stated that "Officials of terrorist groups, such as the Palestinian group Hamas, have described carrying tens of millions of dollars of cash notes in suitcases from Iran. It is my opinion that it is quite likely that this money was assembled with a key role being played by BMI. Since BMI is the government's banker, the cash probably had to come from BMI. In the developing countries I visited as an IMF official, it was a universal practice that politically delicate transactions were carried out directly by the Central Banks. Even in the unlikely case that, in the case of Hamas, the money came from a government account in a commercial bank, still, the BMI closely monitors foreign exchange dealings and would have almost certainly been well informed about a large shipment of cash. Furthermore, it is quite likely that BMI had other involvements in Iran's material support for terrorism generally and in support for al Qaeda and Hezbollah in particular, such as transferring funds via the banking system to Lebanon's Hezbollah".

On these grounds, the Iranian Central Bank was sentenced to pay the astronomical sum of over six billion U.S. dollars on the basis of the testimony rendered by a witness for one of the parties (a U.S. citizen who cooperates with the U.S. government), founded on mere conjecture ("it is quite likely", "the cash probably had to come from BMI", "would have almost certainly", "it is quite likely that"); a witness who had no direct knowledge of the facts, and a testimony that lacks any specific references (who,



Ebrahim Akbarpour Tajrishi (links), weitere Vertreter der iranischen Zentralbank und ihr Anwalt (unten) bei der Verhandlung um die bei Clearstream eingefrorenen Gelder Ende Januar (d'Land, 04/2019)

where, when?) as to the Bank's alleged conduct; but, above all, with no reference whatsoever to the causal link between the Bank's alleged conduct and the September 11 attacks. They even referred to the false allegations of former President of Iran, Mr. Banisadr, against Iran who fled to Paris in 1981 and has not had any relations with Iran's government since that time. Mr. Banisadr together with Iran's Qusling, Abolghassem Mesbahi, attended various trials against Iran as witnesses, with absolutely false allegations, mostly because of their opposition against Iran's political system. Their decision to leave Iran means their disconnection with any information sources in Iran. Like Mr. Wolosky, one may think that the Iranian defendants could have a chance to participate in the related trial and use their right to defense, but this is naive to think so. American statutes leave no chance for them to have access to a fair trial and due process when they are classified by U.S. officials as "State sponsor of terrorism". Therefore by reviewing the mentioned facts one may reach to this conclusion that legal process are not "impartial" at all as Mr. Wolosky indicated in his letter.

Furthermore Mr. Wolosky considers Mr. Trevisan's letter to the Prime Minister of Luxembourg as a political intervention in the case. Well, I should remind him that U.S. plainly disregarded the principle of "separation of powers" by letting the executive bodies intervene in the duties of judicial authorities by designating some States as "sponsors of terrorism". If a State is listed as such, courts will impose liability on such State and its entities in advance trial and due process when they are classified by U.S. officials as "State sponsor of terrorism". In other words it is not the judges who hold a State responsible for its malicious acts, but the Secretary of State does so. This is exactly what US did in the so-called anti-terrorism cases which were brought by American nationals against Islamic Republic of Iran and its entities in the US

Unfortunately the truth about those who were behind the horrible attack was buried in the ashes, just like the World Trade Center skyscrapers

courts. Besides, Mr. Trevisan's letter was indeed as a reply to a similar letter sent by Havlish plaintiffs to the same authority.

During the proceedings of the Peterson case against the mentioned defendants, US legislative and judicial authorities came up with another surprise! They ig-

nored the basic principles of law by enacting a law which let the court judge against the defendants. Section 8772 of Iran Threat Reduction and Syria Human Rights Act of 2012 let the court use the restrained assets of Bank Markazi Iran "in order to satisfy any judgment to the extent of any compensatory damages awarded against Iran for damages for personal injury or death caused by an act of torture, extrajudicial killing, aircraft sabotage, hostage taking or the provision of material support or resources for such an act". This is an evident example of direct intervention of legislative authorities in the functions of US courts. Besides, it is against the standard of legislation as it is simply contrary with the public nature of laws. The laws which are enacted for a specific case seem to be more like a judgment rather than a law.

Ebrahim Akbarpour Tajrishi
Attorney at Law and Legal Advisor
Tehran, Iran

D'Lëtzebuurger Land sicht säin nächste Gérant (F/M) CDI

Zënter 1954 ass *d'Lëtzebuurger Land* eng politesch, économesch a kulturel onofhängeg Wochenzeitung.

D'Land ass do fir:

- Dem Lieser Schlësselen zem Verständnis vun eiser Gesellschaft ze ginn
- Meenungsbildend am politeschen Débat ze sinn
- Onofhängeg an objektiv Informatiounen ze ginn, dei komplett a bis dohin onveröffentlecht sinn

D'Land verflicht sech ze enger:

- Excellenter journalistescher Qualitéit
- Politescher an économescher Onofhängegkeet an Handlungsfräiheet
- Ästhetescher Zeitung

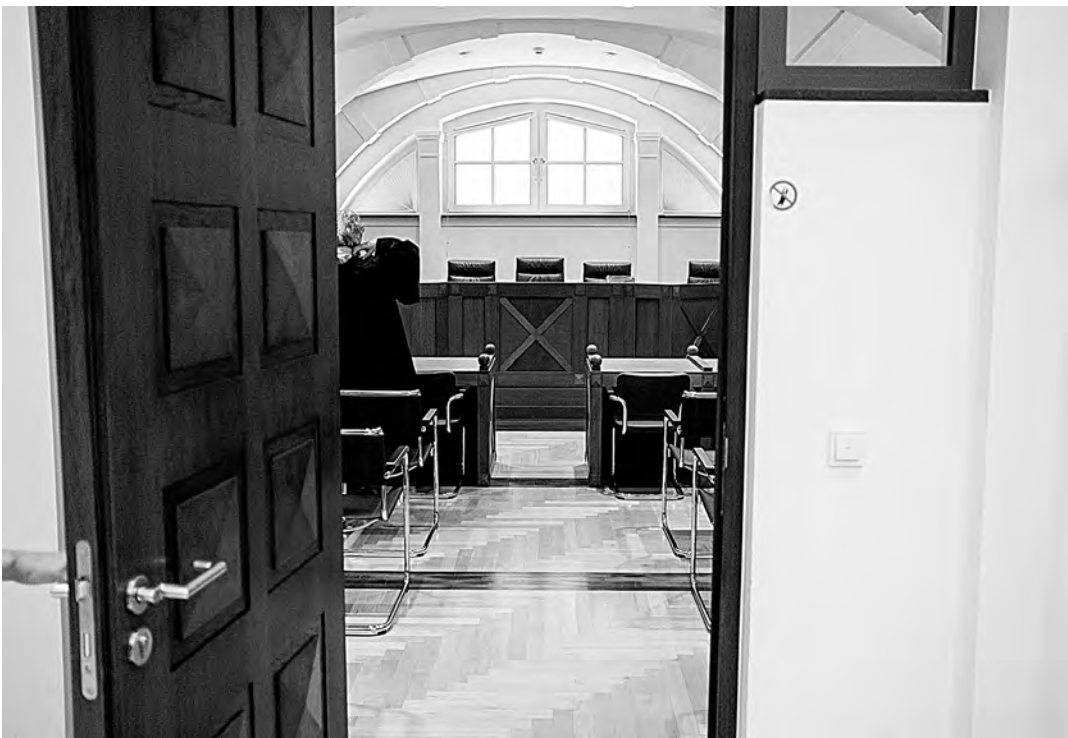
Als Gérant sollt Dir Äert Talent fir d'Gestioun, Produktioun an d'Diffusion vun der Zeitung abréngen. Dir bréngt Kenntnis vum Zeitungsssecteur ze Lëtzebuerg mat a sidd responsabel fir d'Editioun vun der Zeitung: de Verkaf iwert Abonnementer a Kiosken, d'Preseschëllef, Régie publicitaire, d'Dréckerei, Fournisseuren, d'Personal an d'Konten vun der s.à r.l. Dir sidd direkt dem Conseil d'Administratioun ënnerstallt.

Als Journalist schreift Dir gären a schafft mat um Inhalt vun der Zeitung duerch wöchentlech Analysen iwert Politik, Économie oder Kultur. Als Journalist sidd Dir mat Kandidat fir d'Fonktioun vum Chefredakter, deen dëst Joer vun der Redatiounsequip gewielt gëtt.

- Dir hutt Spaass a Flexibilitéit un der Aarbecht an enger Equip vun néng Leit
- Dir schwätzt a schreift Lëtzebuergesch, Franséisch, Däitsch an Englesch
- Dir bréngt eng Inspiratioun mat, fir dem *Land* séng wirtschaftlech a politesch Onofhängegkeet weiderzedroen.

Dir fänkt am Laf vum Joer un an schafft an enger Iwergangszäit mat dem aktuellen Gérant zesummen, deen um Enn vum Joer an d'Pensioun gehet.

Schreift eis, firwat Dir gär géift bei eis schaffen, an Äre Liewenslaf un de Stephan Kinsch, President vum Conseil d'Administration vum *Lëtzebuurger Land*, per Mail: sk@bebop.lu oder per Post un *d'Lëtzebuurger Land* s.à r.l., 59 Rue Glesener, L-1631 Luxembourg. De Stéchdatum, fir d'Kandidaturen eranzeginn, ass de 15. Mäerz 2019.





tablo

L'incomparable et proluxe Alexis Juncosa, responsable de la programmation du Luxembourg City Film Festival, ce mercredi au Kinepolis, pour la présentation de la neuvième édition de ce festival qui ne cesse de grandir. Cette année, il proposera une centaine de films en compétition, hors compétition et hors les murs, une dizaine d'expériences de réalité virtuelle dans son quartier général qu'est le Casino Luxembourg. Et comme toujours, des rencontres, des master classes, des programmations jeunes publics et des fêtes. Tout cela avec un budget assez stable de 1,37 million d'euros, dont deux fois 350 000 euros provenant des deux partenaires institutionnels que sont la Ville de Luxembourg et le ministère de la Culture. Grande nouveauté : les projections débiteront en journée, permettant aux cinéphiles de voir plus de ces films venant des quatre coins du monde, pour un pass à trente euros (du 7 au 17 mars ; luxfilmfest.lu). jh

Sven Becker

Politique



Chaises musicales

Vendredi dernier, Danielle Igniti (photo : TPC), emblématique première directrice du centre culturel régional Opderschmelz de Dudelange, a tiré sa révérence (elle fait valoir ses droits à la retraite) devant une salle bondée d'amis artistes, de responsables politiques locaux et de fans de ses programmations pointues en matière de musiques jazz et du monde ainsi qu'en arts plastiques – elle était aussi responsable des deux centres d'art de la ville de Dudelange. En guise de cadeau d'adieu, Jo Kox, le nouveau premier conseiller de gouvernement du ministère de la Culture, lui a amené deux nominations. Premièrement, elle entre au conseil d'administration du Mudam, avec Kox lui-même et le collectionneur Patrick Majerus (voir pages 2-3). Et deuxièmement, comme le renseigne le *Mémorial* du 13 février, elle remplace Danièle Kohn-Stoffels au comité-directeur du Focuna. Kox reste président du Focuna et rejoint, pour sa part, le conseil d'administration du Fonds de soutien à la production audiovisuelle (Fonspa ou Film Fund), en remplacement de Max Theis, qui a quitté le ministère de la Culture pour rejoindre celui de l'Éducation nationale. jh

Politique



Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras

La politique culturelle luxembourgeoise a cette spécificité qu'on aime discuter infrastructures, immeubles, pierres. C'était le cas pour le Mudam et c'est le cas actuellement à Esch-sur-Alzette, en amont de l'année culturelle 2022. Alors qu'après deux changements d'équipe, un noyau de coordination autour de Nancy Braun et de Christian Mosar s'attelle depuis trois mois à la dure tâche d'essayer de mettre en musique le *Bid book* sur le thème *Remix Culture*, les questions d'infrastructures enveniment à nouveau l'ambiance. Ainsi, le sort de la Halle des soufflantes, qui devrait constituer le QG de cette année culturelle, est loin d'être clair – le Service des sites et monuments nationaux ne veut pas la garder, alors que l'équipe oui, les ministères des Infrastructures et de la Culture ne s'étant pas encore positionnés. Le cas du cinéma Ariston à Esch, à l'arrêt depuis 2016 (photo : sb), a connu un revirement radical (encore un) ces deux dernières semaines. Après que la ministre de la Culture Sam Tanson (Dèi Gréng) a informé la Ville d'Esch qu'elle comptait classer l'immeuble remontant aux années 1960, les responsables politique d'Esch ont proposé ce lundi de transformer le cinéma en deuxième scène pour le Théâtre municipal pouvant notamment accueillir la programmation jeunes – si et seulement si d'autres instances (État, communes,...) aident au financement du projet. jh



Politique



Par l'image

Alors que la jeune ministre socialiste de l'Égalité entre les femmes et les hommes Taina Bofferdin présente, vendredi 8 février, flanquée de son collègue du ministère de l'Économie Etienne Schneider, le bilan de la politique gouvernementale pour une meilleure représentation des femmes dans les organes de prise de décision – et put s'enorgueillir d'un objectif atteint à quarante pour cent (voir p.5), Corinne Cahen posta cette image sur Instagram. Les bras vous en tombent. Dans sa « story », un format éphémère et interactif, la ministre de la Famille et présidente du parti libéral y interrogea ses *followers* s'ils la préfèrent en pantalon ou en robe. Alors que les femmes politiques se battent partout pour ne plus se faire juger uniquement sur leur corps ou leurs vêtements, qui ne sont jamais un sujet dans le débat public sur les hommes, autant de naïveté désarçonne. Ou s'agissait-il de se montrer particulièrement proche des jeunes ? jh

Festival



Nom Superjhemp

La sélection des Films made in Luxembourg est traditionnellement une sorte de petit « festival dans le festival », mais cette année, l'offre de films produits ou coproduits par des sociétés nationales fut pléthorique et de qualité, jugea la critique Boyd van Hoeij (*Hollywood Reporter*), membre du comité de sélection et membre du jury du Film Fund, ce mercredi, lors de la conférence de presse de présentation de la neuvième édition du Luxembourg City Film Festival (voir ci-dessus). En effet, le festival accueille cette année une douzaine de longs-métrages et une douzaine de courts à contributions/financements autochtones dans ses différentes sélections. Les deux films les plus attendus étant sans conteste *Pétruss* (photo, Samsa), le deuxième long-métrage de l'ex-enfant-prodige Max Jacoby, dix ans après *Dust*, un policier mêlé d'une histoire d'amour que le réalisateur décrit dans le programme comme « plus accessible » que sa dystopie. *Tel Aviv on fire* de Sameh Zoabi (Samsa), acclamé dans tous les festivals pour son humour noir – il joue à la frontière israélo-paléstinienne – sera projeté lors de la soirée de remise de prix. La société de production a_Bahn présentera son documentaire sur le viol comme arme de guerre dans le cadre d'une soirée thématique organisée en collaboration avec le site *Mediapart*, son rédacteur en chef Edwy Plenel s'étant annoncé comme conférencier (le 15 mars ; programme complet : luxfilmfest.lu). jh



Festival



Turn it up !

Le personnage de Moondog incarné par un Matthew McConaughey en très grande forme (photo), c'est un peu le Dude du *Big Lebowski* (des frères Coen) sur ecstasy. Alexis Juncosa (voir ci-dessus) n'était pas peu fier de pouvoir annoncer que le nouveau film de Harmony Korine, *The Beach Bum*, une comédie complètement déjantée, fera non seulement la clôture du Luxembourg City Film Festival de cette année, mais fêtera aussi sa première internationale avec cette projection. Voilà une des manières pour attirer l'attention internationale pour ce festival qui ne veut plus se cantonner à un rayonnement local. Le deuxième argument de vente étant une programmation très internationale, avec des films venus des quatre coins du monde, souvent d'Amérique latine, et presque toujours de jeunes réalisateurs. Ce qui est aussi un argument pour le public autochtone, car on y voit des films qui auront beaucoup de mal à trouver leur voie dans les programmations régulières des cinémas commerciaux. Difficile après de faire ses choix parmi les dix films de la compétition officielle de fiction, les six documentaires ou les nombreuses sélections parallèles. « Nous sommes heureux de promouvoir la collaboration plutôt que la concurrence », se réjouit la présidente de l'asbl organisatrice, la toujours aussi engagée Colette Flesch. Ces collaborations se font aussi bien avec des partenaires institutionnels qu'avec les sponsors. jh

Scènes



Inattendues

On connaît Sascha Ley pour sa voix pouvant interpréter aussi bien le jazz que les musiques du monde et on connaît Véronique Nosbaum comme chanteuse avertie de musique baroque. *Ma barque vagabonde*, le spectacle qu'elles donneront ce soir, vendredi 15, et demain, samedi 16 février au Théâtre d'Esch-sur-Alzette est leur première collaboration. Ensemble, elles explorent de nouveaux répertoires, « de Björk et Berio en passant par Cage et Weill » promet le programme. Elles seront accompagnées par une formation de musique de chambre : Romain Nosbaum au piano, Judith Lecuit au violoncelle et Daliah Scholl à la flûte. jh



Aide à l'export

La Theaterfederatioun vient de publier cette semaine l'appel à candidatures pour la sélection luxembourgeoise au festival *Off d'Avignon* (photo : *Profession spectacle*). Les porteurs de projet ont jusqu'au 31 mai pour soumettre des productions des deux saisons écoulées, qui seront jugées par un jury non encore annoncé. Le ministère de la Culture contribue, comme toujours, avec une aide de 17 500 euros, doublé par la Ville de Luxembourg si le porteur de projet a son siège dans la capitale (*theater.lu*). jh

Exposition

Les bonshommes de Keith Haring

Lucien Kayser

Avant-hier et hier, ce furent Jean Dubuffet et Jean-Michel Basquiat, aujourd’hui, c’est Keith Haring. Des expositions, à la galerie Zidoun-Bossuyt, à caractère muséal, même si c’est à une échelle réduite, et non seulement puisqu’il s’agit d’artistes morts, les deux derniers à un âge désespérant, emportés par une overdose ou le sida. On leur trouvera quand même un autre point commun, moins banal, moins terre-à-terre ; esthétiquement, les trois, l’un Français, les deux autres Américains, ont fait un art qu’on peut qualifier de marginal. Ils se sont imposés contre les voies battues, pour le moins à côté. Pour être repris très vite, dira-t-on *récupérés*. Mais leur art n’en a pas souffert, c’est qu’il était de plain-pied dans la vie, dans le monde. Avec pour les Américains, et surtout Keith Haring, une ouverture des plus grandes au public le plus large. Il venait du *street art*, ses œuvres murales y sont restées attachées, et puis il y a eu la diffusion des dérivés, objets de toute sorte, posters, T-shirts, skateboards, et on en passe.

L’exposition au Grund fait le tour de la production de Keith Haring, jusqu’à donner une image de sa tendance à la monumentalité, avec le grand format en bout de salle vers lequel le regard du visiteur est inmanquablement porté. Dans le graphisme qui est reconnu de suite, formes et figures soulignées de noir, deux mains tiennent au milieu du tableau un cœur, et en-dessous, sur toute la largeur, un pullulement de personnages, de ces petits bonshommes tout aussi propres à l’artiste, se démenant, jetant bras et jambes. C’est, si l’on veut, la partie symphonique de l’exposition, avec les autres œuvres de cet espace ; au sous-sol, c’est l’autre partie, davantage musique de chambre. Mais toujours un même hymne à la vie. Il y a comme un paradoxe chez Keith Haring, qui a beau dénoncer toutes sortes de discriminations, son art a ses indéniables dimensions sociales et humanitaires, cela ne l’empêche pas de répandre la joie, de propager l’espoir.

Des sculptures, un vase, montrent d’autres aspects de la production de l’artiste. Partout, cependant, il se révèle, se distingue comme un maître de la ligne, du



L’exposition au Grund fait le tour de la production de Keith Haring, jusqu’à donner une image de sa tendance à la monumentalité

En concurrence muséale, en format réduit, la galerie Zidoun-Bossuyt nous offre l’artiste américain

dessin. Jusque dans les peintures de la première salle, plus richement coloriées. Dès l’abord, à sa venue à New York, à l’âge de 18 ans, nous allons vers les années 80, Keith Haring a exercé cette manière, faite de vitesse, sans croquis, ce fut alors dans le métro, quitte à se faire arrêter par la police.

On insiste là-dessus, pour la raison qu’une des pièces retenant le plus dans l’exposition, est justement une très belle craie blanche, un dessin, *subway drawing*, sur fond noir. Là, on est dans l’immédiateté d’un talent, de sa démarche, de son engagement. Une autre pièce, près de l’escalier, accroche de même, avec une spontanéité pareille, et un enjouement certain :

une encre noire sur papier, signée ensemble par Warhol et Haring, avec des portées de musique, des clefs de sol et de fa, où nos bonshommes omniprésents courent le long des lignes, les prennent pour des exercices de gymnastique, voire s’en servent comme obstacles de course de haies.

L’exposition porte le titre Keith Haring, *A New Humanism*, il est plein d’énergie, de rythme, il le fallait, il le faut toujours dans un temps peu propice. Au risque que le caractère radical de cet art soit comme recouvert, caché par ce que l’homme et son œuvre ont gardé d’innocent, d’enfantin presque, il n’y a qu’à saisir ses yeux derrière les lunettes. Pas étonnant qu’il ait travaillé volontiers pour des institutions d’enfants, la grande tour de l’hôpital Necker à Paris, haute de 27 mètres en porte le témoignage le plus frappant. Il l’a peinte en trois jours, en 1987, les taches de couleur d’abord, après la danse, comme en apesanteur, des bonshommes aux contours noirs. Elle était menacée de destruction, on l’a sauvée, restaurée, cela a pris huit années.

Ensemble, le Musée d’art moderne de la Ville de Paris et le Centquatre avaient organisé en 2013 la plus



grande rétrospective de Keith Haring, avec ses plus grands formats. L’exposition, à la galerie Zidoun-Bossuyt, est aujourd’hui un peu comme une plage de notre mémoire, le souvenir de cet événement déjà lointain. Lui était intitulé, avec raison, *The Political Line*, et l’on n’insistera jamais assez là-dessus. Keith Haring ou ses bonshommes semblent, non pas s’arranger avec le monde où ils vivent, mais lui faire des pieds de nez. Ils se débattent tant bien que mal, à la manière de Sisyphe, ce qui les empêche de sombrer, et nous à notre tour, dans le désespoir. Ce qui quand même serait la moindre des choses face à un artiste emporté à la trentaine.

L’exposition *Keith Haring – A new humanism*, curatée par Gianni Mercurio, dure encore jusqu’au 9 mars à la galerie Zidoun & Bossuyt au Grund ; zidoun-bossuyt.com.

Kino

Oszillationen

Regisseur Peter Farrelly, der sich in den 1990-er-Jahren mit erfolgreichen Komödien wie *Dumb and dumber* und *There’s something about Mary* einen Namen gemacht hat, präsentiert mit *Green Book* seine jüngste Regiearbeit.

Amerika Anfang der 1960-er-Jahre: Tony Vallelonga (Viggo Mortensen), ein aus der Arbeiterklasse stammender Italo-Amerikaner ohne Schulabschluss, ist nach der Schließung des Copacabana-Clubs, in dem er als Türsteher tätig war, auf der Suche nach einem neuen Job. Da ist er ganz schön überrascht, als er vom afroamerikanischen Jazz-Pianisten Don Shirley (Mahershala Ali) als Chauffeur für dessen anstehende Tour in die Südstaaten eingestellt wird. Die Reise entpuppt sich als gewagtes Unterfangen in einem Gebiet, in dem Rassismus und Klassenunterschiede schnell zum Problem werden...

Peter Farrellys *Green Book* ist vor allem ein Schauspielersfilm

Die Ausgangssituation erinnert an eine Inversion von *Driving Miss Daisy*, ein Film, der sich Rassenkonflikten in den Achtzigern annahm. Das Drehbuch ist hingegen an die realen Erlebnisse von Tony Vallelonga angelehnt und wurde von dessen Sohn mitverfasst. Das titelgebende Buch referiert auf das *Negro Motorist Green Book*, eine Art Reiseführer, der in den 1960-er Jahren Hotels, Restaurants und Musikclubs auflistete, zu denen Afroamerikaner Zutritt hatten.

Green Book ist ein Schauspielersfilm: Vor allem Viggo Mortensen sieht man hier nach dem sehr gelungenen *Captain Fantastic* wieder in Höchstform als einen äußerst direkten und nicht besonders intelligenten Vertreter der italo-amerikanischen Arbeiterklasse. Mortensen gelingt es, die Figur wunderbar abzurunden; er gibt hinter der schroffen Oberfläche des groben Proleten einen gänzlich liebenswerten Menschen, dem die Familie und die Einfachheit des Lebens wichtig sind. So aufdringlich er mit seiner Präsenz wirkt, so zurückgenommen ist das Spiel von Mahershala Ali, der hingegen das verschlossene, einsame Künstlergenie gibt. Farrellys Film bedient in der Figurenkonzeption Don Shirleys das Stereotyp des weisen, aber verschwiegenen und zurückhaltenden, ja sogar mysteriösen schwarzen Mannes, der seinen weißen Begleiter verändern wird. Dieses Bild hat sich im Hollywood-Kino gefestigt, die Figur des Ellis Boyd Redding (Morgan Freeman) in *The Shawshank redemption* und John Coffey (Michael Clarke Duncan) in *The Green Mile* kommen in den Sinn. Insofern dient die Figur des Shirley auf der reinen Handlungsebene vorrangig dazu, die Transformation des weißen Mannes zu initiieren; das Profil der Figur kann dann auch nicht ausgeprägter sein als das von Tony Vallalonga, zumal das Bild Don Shirleys primär auf den Erinnerungen des echten Vallalonga gründet und so zwangsläufig gefiltert ist.

Seine Stärke aber bezieht der Film aus der Oszillation zwischen dem ernstesten dramatischen Stoff um Rassenkonflikte und den komödiantischen Aspekten des *Road-Movie*. In seiner Darstellung der tagtäglichen Demütigungen, denen ein Schwarzer damals ausgesetzt war, ist der Film nahezu schonungslos. Es gibt Hotels, in denen Donald nicht übernachten darf, Tageszeiten, in denen er nicht draußen sein darf, Badezimmer, die er nicht benutzen darf, und selbst zu anderen Afroamerikanern findet er keinen Anschluss. Die rassistische Gewalt liegt vor allem in der Sprache, in den vielen verletzenden Worten und nicht zuletzt in dem Wissen, dass alles durch den gesetzlichen Rahmen der Zeit legitimiert ist. Da wo manch einer diese Konfrontationen als etwas in der Vergangenheit Liegendes abtut, da fühlt sich manch anderer angesichts der steigenden Anzahl von Fällen rassistischer Diskriminierung in den vergangenen Jahren alarmiert.

Dass die Figuren durch die mitunter sehr bewegenden Erlebnisse mit großer harmonischer Geste zusammenfinden, mag gegen Ende etwas zu forciert erscheinen. Die Vertrautheit der italienisch-amerikanischen Familie löst den Konflikt und die Einsamkeit des schwarzen Künstlers auf. Der Schluss wirkt dann in seiner typischen Hollywood-Manier auch wenig überraschend und vermag beim breiten Publikum gut anzukommen. Mit *Les Intouchables* ist erwiesen, dass solche *Buddy-Movies* große Einspielergebnisse generieren können. In Zeiten, wo der Rechtspopulismus wieder stärker wird, ist das Erscheinen eines Films wie *Green Book* kaum verwunderlich, will der Film doch implizit vergegenwärtigen, auf welch unmenschliche Art und Weise Rassenkonflikte auch heute noch und nicht nur in Amerika ausgetragen werden. Beim Filmfestival in Toronto wurde *Green Book* 2018 mit dem Publikumspreis ausgezeichnet – oscarverdächtig ist der Film aufgrund seiner konsensfähigen Haltung allemal. Marc Trappendreher

Théâtre

Frénésie théâtrale

Godfrey Gordet

Le Carreau, Scène nationale de Forbach et de l’Est mosellan, ne cesse de nous surprendre de par ses choix de programmation vitriolés et inspirants. En accueillant Wajdi Mouawad pour son spectacle *Tous des oiseaux*, même si le nom du metteur en scène fait écho, le pari est osé : la pièce dure quatre heures, elle est jouée en quatre langues – surtitrée en français – et traite de problématiques identitaires, sur fond de conflit israélo-palestinien. Pourtant, ça marche. La salle est comble ou presque, le public pluriel et varié, le théâtre, autant que le Hâle, a sa place ici, même loin des grandes villes.

Tous des oiseaux est le dernier grand spectacle de Wajdi Mouawad après les immenses *Littoral* (1997), *Incendies* (2003) et *Forêt* (2006), qui ont fait sa renommée. L’homme de théâtre libano-canadien, actuel directeur du Théâtre national de la Colline à Paris, prolonge le récit qu’il tisse depuis toujours, autour de la famille, de l’identité, l’éducation, la culture, le poids des traditions ou encore l’influence de l’histoire. C’est à travers les continents que le metteur en scène et dramaturge nous fait naviguer d’une pièce à l’autre, toutes, plutôt déchirantes, mais souvent belles de par leur humanité pure et brute.



Une forme moderne et frontale et une exécution superbe

Écrit au fil des répétitions, *Tous des oiseaux* est un spectacle incisif et magnifique, dans lequel Mouawad nous fige au centre des conflits du Moyen-Orient, mais surtout face aux victimes indirectes de ceux-ci. Des quidams qui vivent, oui, mais au prix des secrets, des remords, des angoisses et des fissures psychologiques que seule la guerre engendre.

Au milieu de ce fatras, un couple, Eitan (Jérémie Galiana) thésard scientifique allemand d’origine israélienne et Wahida (Nelly Lawson), doctorante arabe américaine. Ballotés entre les idéaux familiaux et les dogmes de l’autorité, leur amour ne suffira pas à les sauver de leurs origines et les problématiques identitaires qui y incombent. La pièce raconte deux réalités différentes de la vie qui ne peuvent s’associer et finissent par imposer de leur confrontation.

Aussi, logiquement, Mouawad dans sa mise en scène, conserve la langue source de ses personnages, premier gage identitaire, insufflant de fait au propos une force immersive sans pareil. La question linguistique est d’ailleurs centrale chez Mouawad, tant dans une idée de contextualisation que de compréhension au sens strict du terme, comme il l’explique, il s’agit de « faire entendre les langues ensemble pour révéler les frontières et les séparations et tenter de remonter le fleuve du malentendu... » On se surprend ainsi à comprendre, même sans lire les surtitres pourtant pleinement intégrés à la scénographie (Emmanuel Clolus). D’ailleurs, le décor – fait d’immenses murs sombres mobiles, habillés parfois d’images vidéo-projetées – est constamment en mouvement, rappelant une danse macabre ou encore l’inéluctable temps qui passe et fait se changer les lieux tout comme les gens face à eux.

« On dirait une série, mais en vrai », entend-on, à l’entracte, de la bouche d’une ado. Et c’est assez juste, dans la forme, moderne et frontale, plus encore

Tous des oiseaux de et mis en scène par Wajdi Mouawad au Carreau de Forbach est un spectacle incisif et magnifique

dans l’exécution, superbe. En effet, l’ensemble de comédiens internationaux tient cette fresque sociétale avec fermeté. Jérémie Galiana propose un Eitan vif, d’une grande justesse, policé pour nous tirer les larmes, tandis que la « dommage » Nelly Lawson (Wahida), bien trop en force à notre goût, brille heureusement de sa présence tout du long, plus que du malheureux baragouin qu’elle nous réserve sur son dernier monologue. À côté d’eux, la famille berlinoise d’Eitan s’impose comme aussi vraie que vraie, à l’image de Judith Rosmair (Norah) en mère à poigne, Raphaël Weinstock (David) en père rigide et traditionaliste et Rafael Tabor (Etar) en grand-père aimant et compréhensif. Derrière eux, Leora Rivlin (Leah) incarne la soupape risible de cette pièce avec génie, une grand-mère qu’on aurait aimé avoir.

Tous des oiseaux est une pièce majeure de cette décennie, montée par l’un des plus grands metteurs en scène de sa génération, montrée, partout dans le monde, dans les grandes maisons de théâtre et tenue par des comédiens au bagou incroyable... Pourtant, d’importance ou non, le théâtre divise autant qu’il unit. Et malgré l’extraordinaire de *Tous des oiseaux*, ce « grand » dernier de Wajdi Mouawad ne fera pas forcément l’unanimité. Mais c’est le propre du théâtre finalement : être un lieu de débat.

Luxemburgensia / Théâtre

Le bonheur du théâtre

Olivier Goetz

Sous sa jaquette rouge et or, *Piccolo Teatro*, le livre que Josée Hansen consacre au paysage théâtral luxembourgeois, s'ouvre un peu comme une salle de théâtre à l'italienne, rutilante et précieuse. Le trou minuscule dont est percé sa couverture – tel celui qui, ménagé dans le rideau de scène, permet aux acteurs de jauger la salle avant une représentation – semble, au lecteur, une invitation à y plonger le regard. Heureuse mise en abyme ! Ce petit trou est aussi un point d'interrogation. Il ponctue la question qui anime le spectateur lorsqu'il se demande à quoi est dû le bonheur (ou le malheur) qu'il éprouve au théâtre. Le spectateur, en l'occurrence, est spectatrice. La question du genre n'est pas insignifiante. Elle joue un rôle indéniable dans ce moment de l'Histoire culturelle du Luxembourg et dans l'étude qui en est proposée, qui englobe aussi bien la représentation elle-même que son cadre institutionnel où se jouent, comme chacun sait, des effets de pouvoir. Pour être menée à bien, l'étude du phénomène théâtral doit prendre en compte de nombreux acteurs, figures célèbres ou talents émergents, et pas seulement ceux qui, sur le plateau, endossent le costume d'un personnage. Le monde du théâtre n'est pas que petit, il est aussi secret. Telle la lune, le grand public n'en voit jamais que le côté brillant tandis que l'autre face reste dans l'ombre. Et seule une curiosité insatiable, celle de la journaliste assidue et régulière, forçant l'intimité des loges et des bureaux, permet d'aller au fond des choses.

Sur les réseaux sociaux, autre « terrain » où il arrive qu'on la croise, Josée Hansen laisse parfois échapper cet aveu : elle aime « la réalité », apprécie les vraies personnes, s'intéresse aux lieux ordinaires, à « la poésie des petites choses », aux sorties de secours, aux ambiances de chantier où se joue cet insaisissable : *das Licht*, la lumière...

Si JH (appelons-la ainsi puisque c'est comme ça qu'elle signe ses articles courts) assume la responsabilité des pages culturelles de l'hebdomadaire qui accueille cet article, c'est parce qu'elle aime l'humain ; non pas une humanité abstraite, une idée d'humanité (ce serait courir le risque de la langue de bois qu'il s'agit, à tout prix, d'éviter), mais une humanité en chair et en os, sensible et émouvante. Seul l'intérêt l'engagement personnel de ceux qui œuvrent réellement à la création artistique. Ce tropisme d'un humanisme sincère et contextualisé était déjà lisible dans son livre sur l'art contemporain (*Piccolo Mondo*, 2015) mais, ce que révèle aujourd'hui *Piccolo Teatro*, c'est le modèle même de sa tournure d'esprit et sa méthodologie. En effet, le théâtre est, par essence, une entreprise humaine et collective (elle ne cesse de le rappeler) et, comme il ne s'agit pas de produire une théorie esthétique de plus, JH reste journaliste, dans le bon sens du terme. Elle observe, avec intérêt mais, surtout, avec rigueur et précision, des circonstances, des évolutions et des transformations qui marquent l'évolution de son petit pays.

Piccolo Teatro est donc aussi, forcément, un livre politique. Il dessine un monde qui, pour être « piccolo », n'en est pas moins considérable. Car le théâtre est un microcosme, la représentation limitée d'un monde sans limite. Comme ce « wooden O », dont parle Shakespeare, faisant allusion à la scène de bois circulaire où se donne la représentation d'Henri V et où « il faut imaginer les milliers de casques qui épouvantèrent le ciel d'Azincourt ». L'image colle assez bien avec la définition du théâtre selon JH : « une tentative de saisir la société dans sa complexité en en décrivant un fragment ». Le propos est loin d'être neutre ; il tient compte d'engagements profonds : féminisme, sens de la justice sociale, égalité devant la culture, élargissement des publics, attention prêtée aux petits et aux sans grade. Bien sûr qu'il s'agit d'un point de vue subjectif, puisque c'est celui de l'amateur (au sens étymologique du terme). JH est une amoureuse. « J'aime les gens » est la première phrase de son livre. Mais cet amour n'affecte en rien la justesse de ses analyses qui, toujours, tiennent compte de situations spécifiques qu'elle a explorées de fond en comble. « Deux ans de rencontres théâtrales au Luxembourg » (le sous-titre de l'ouvrage), cela représente, indéniablement beaucoup de travail et suppose une grande rigueur intellectuelle.

Est-ce par crainte d'une publication trop sérieuse que JH a tenu à ce que son livre soit illus-

***Piccolo Teatro* de Josée Hansen est donc aussi, forcément, un livre politique. Il dessine un monde qui, pour être « piccolo », n'en est pas moins considérable. Car le théâtre est un microcosme, la représentation limitée d'un monde sans limite**

tré par des images ? Non, car les photographies d'Éric Chenal sont tout sauf illustratives. Ce sont des impressions parallèles, une tentative pour traquer, sur un autre plan que celui des mots, l'atmosphère de ce monde théâtral, jusque dans ses coulisses les plus confidentielles. Particulièrement emblématique, une double page presque totalement obscure, dont l'énigme somptueuse permet d'imaginer tout ce que l'on veut. Autre façon poétique d'interroger la profondeur abyssale d'un théâtre dont le plein feu scénique n'est que la face la plus visible.

Ce sont bien des batailles qui se déroulent entre ces pages. Et en grand nombre. Aussi le livre apparaît-il, d'abord, comme patchwork multicolore. Le talent de JH est de donner, à ce qui aurait pu n'être qu'une grande mosaïque d'expériences et de combats, une véritable cohérence. Résultat obtenu par une construction très efficace. Après une description succincte mais précise de l'Histoire du théâtre au Luxembourg depuis 1990, l'approche thématique des chapitres suivants est particulièrement pertinente. Il s'agit toujours d'explorer les tenants et les aboutissants d'une problématique que l'on pourrait reformuler ainsi : un petit pays peut-il donner naissance à un grand théâtre ? La question est posée par le biais d'une série d'études portant sur la structure des institutions, le texte dramatique, la mise en scène, la scénographie et le costume, le corps de l'acteur et sa formation, mais, aussi, le renouvellement des générations et l'internationalisation du phénomène. Autant de chapitres passionnants car toujours traités en relation directe avec un foisonnement d'occurrences particulières qui sont autant de cas d'école. Toujours cette épaisseur humaine qui fait la qualité de l'expérience théâtrale selon JH.

Après quoi, la galerie de huit portraits (auteur, metteurs en scène, acteurs, directeurs), constitue la cerise du gâteau que l'on a déjà mangée : la compréhension argumentée d'un phénomène particulier, celui de la production théâtrale d'un pays dynamique en la matière. Le lecteur prendra connaissance des artistes mis en avant dans cette partie du livre. Ne pouvant citer tout le monde ici, il est préférable de ne citer personne. Pas de théâtre sans tensions, disait Heiner Müller, mais, si rivalités il y a (et comment en douter ?), c'est par la dialectique des positions que s'élabore la construction collective du théâtre. JH a réussi à peindre son *Piccolo Teatro* comme une ronde harmonieuse qui semblerait utopique si elle ne s'étayait sur la réalité de tous ces noms propres. Cette richesse est la première chose que le lecteur français que je suis (la langue utilisée par JH permet d'envisager une lecture qui dépasse le territoire national) découvre avec émerveillement.

La parution du livre de Josée Hansen est aussi, pour tous ceux qui s'intéressent à la chose théâtrale, l'occasion de réfléchir à ce que signifie la critique journalistique de l'événement spectacu-



Les photographies d'Éric Chenal sont des impressions parallèles, une tentative pour traquer, sur un autre plan que celui des mots, l'atmosphère de ce monde théâtral, jusque dans ses coulisses les plus confidentielles

laire. Il est évident que celle-ci a perdu, au cours des dernières décennies, beaucoup de sa superbe. Dans un monde où le théâtre reste un art où, même dans le meilleur des cas (lorsque les salles sont pleines), l'audience reste très limitée par rapport à celle du cinéma, de la télévision, des jeux vidéo et d'Internet, quelle est la pertinence et l'influence de la critique sur les lecteurs d'un journal tel que le *Land*, par exemple ? et sur le public en général ? La réponse est éthique.

Informative et analytique, la critique se doit, traditionnellement, d'émettre, un jugement. Or, comme disait autrefois Françoise Giroud, « on ne tire pas sur une ambulance ». Comprendons bien ; le théâtre contemporain n'a rien d'une ambulance, il est même en pleine santé, mais il ne constitue pas non plus un *mainstream medium*. Sa dimension minoritaire engage à le traiter avec bienveillance, à le défendre honnêtement mais avec volontarisme. C'est pourquoi la critique de théâtre, au même titre que le livre de Josée Hansen, est un acte militant. Et, bien que n'étant pas un grand fan

des « coups-de-cœur » (ce cliché journalistique par excellence), je n'hésiterais pas, pour ma part, à affirmer que la critique doit avoir, aujourd'hui plus que jamais, une dimension affective. À la froideur de l'analyse s'oppose la chaleur du goût, à quoi la critique doit réchauffer sa plume. C'est pourquoi son expression est aussi une séduction dont il convient d'user avec discernement. Car la critique de théâtre, c'est le paradoxe de son métier, est aussi un auteur en même temps qu'un spectateur. Il travaille avec la matière qu'il observe et commente. Ce sont la même pâte, les mêmes symboles, les mêmes métaphores. Que Josée Hansen soit une artiste en son genre, dramaturge et metteuse en scène, c'est ce qu'on peut affirmer ici, après avoir lu son livre.

Josée Hansen : *Piccolo Teatro – Deux ans de rencontres théâtrales au Luxembourg* ; Éditions d'Letzeburger Land, Luxembourg, décembre 2018 ; 320 pages, 29 euros ; ISBN 978-9995-99495-2 ; en vente en librairie ou sur www.land.lu.

Cinéma

Vue de loin

Pour son premier long-métrage depuis le drame dans l'espace *Gravity* (2013), qui avait gagné pas moins de sept Oscars, Alfonso Cuarón revient sur terre et nous plonge dans le Mexique du début des années 1970 pour nous raconter l'histoire de Cleo (Yalitza Aparicio), une jeune femme d'origine mixtèque, employée comme bonne dans la famille d'un médecin.

L'ambition esthétique du film en noir et blanc aux caractéristiques néo-réalistes s'annonce dès le premier plan : un carrelage en losange, le bruit d'un balai, puis quelques secondes après, l'eau du lavage qui envahit le cadre, nous révélant dans son reflet l'ouverture de cette petite cour intérieure vers le ciel avec un avion qui passe. Cette maîtrise absolue de l'image s'étendra sur les deux heures et quinze minutes du film qui nous montre Cleo tantôt comme nounou respectée comblant aussi le vide affectif dans la maison, tantôt comme domestique devant retenir tous les soirs le chien au collier pendant que le docteur passe son immense voiture par l'entrée du garage presque trop petite.

Ayant reçu deux Bafta ce dimanche et partant favori aux Oscars, *Roma* d'Alfonso Cuarón est un phénomène

L'ambiguïté de cette vie lui semble tolérable aussi longtemps que Cleo peut se détendre pendant les petites sorties avec sa collègue Adela (Nancy García García). Mais les choses se compliquent lorsqu'elle tombe enceinte de son premier petit ami, Fermín (Jorge Antonio Guerrero).

Aussi alléchante que la mise en scène magistrale d'Alfonso Cuarón avec ses plans séquences complexes, puisse être, elle agit par moment contre sa propre intention. La lenteur de la contemplation nous permet certes de vivre les taquineries des enfants et les problèmes relationnels des maîtres de maison comme un visiteur assis sur leur canapé, mais le côté chorégraphique et la distance physique des acteurs à la caméra nous empêchent souvent d'accrocher réellement à leurs émotions. Cette manière néo-réaliste de ne pas dramatiser les événements davantage fonctionne très bien dans une séquence pendant laquelle un des enfants de la maison et son cousin courent à travers la ville et croient entre-apercevoir le père avec une autre femme. Le moment n'est pas approfondi avec des gros plans et cela suffit, justement parce qu'il s'agit de semer le doute. Lorsque l'on reste pourtant pendant quelques minutes avec un personnage souffrant, cette distance crée un vide d'immersion et d'empathie, qui réduit certaines séquences à l'exercice de style de très haut niveau.

Lorsque l'on sort avec les protagonistes de *Roma*, le quartier huppé de Mexico, qui donne aussi son titre au film, Alfonso Cuarón ouvre son scénario vers un fond historique. Fermín, le copain de Cleo, qui refuse sa paternité, s'avère également faire partie de l'escadron co-responsable du massacre de Corpus Christi, dans lequel plus de cent étudiants trouveront la mort. Ainsi les rouages de la grande et de la petite histoire s'imbriquent parfaitement dans le scénario écrit par le réalisateur. La grande force du film est sa façon de placer sa protagoniste dans le rôle de témoin, celui d'une famille bourgeoise dysfonctionnelle et celui de grandes luttes politiques, tout en racontant son histoire à elle. L'empathie pour les personnages se fait toutefois attendre jusqu'à la toute fin.

Nominé pour dix statuettes, dont celle de la meilleure actrice principale pour la comédienne débutante Yalitza Aparicio, la production Netflix (qui n'a donc pas fait l'objet d'une sortie en salle) est un des grands favoris de la remise des Oscars cette année. Fränk Grotz



Yalitza Aparicio en Cleo

Musique classique

L'Amérique en musique

José Voss

« En art point de frontière ! » À la tête de l'OPL, Eliahu Inbal semble avoir fait sienne cette maxime de Victor Hugo. De la symphonie au concerto, d'un bord de l'Atlantique à l'autre, de l'Ancien au Nouveau Monde, de Dvorak à Gershwin, le chef invité de l'orchestre maison n'hésita pas à faire le grand écart en concoctant un programme des plus stimulants.

On n'a pas tous les jours l'occasion d'entendre le *Concerto pour piano*, le chef-d'œuvre de Gershwin en tant que compositeur classique, et l'un de ses plus sûrs titres de gloire. Américaine pur malt malgré les influences du Vieux Continent, pétrie de syncrétisme, frôlant l'esprit d'un jazz aux frontières du classique, la partition a tout pour déplaire aux puristes. Et, si l'œuvre a néanmoins réussi à s'imposer, c'est avant tout par la musique : entraînante entre toutes, indémodable, malgré ses 94 ans toujours aussi jeune. Pianiste américain d'origine russe, Kirill Gerstein n'est pas de ces broyeurs d'ivoire qui prennent pour alibi un monument du piano pour briller à peu de frais. Chez lui, rien n'est surjoué ni narcissique. Son Gershwin est, au contraire, tout en retenue, d'une grande finesse, sans faute de goût, toujours contrôlé, un peu trop parfois (il manque çà et là ce petit grain de folie, ce soupçon de fièvre, quand bien même Gerstein parvient à déclencher aux moments clés de véritables

Du Concerto de Gershwin à la Symphonie du Nouveau Monde de Dvorak

tempêtes de son clavier). Parfaitement à l'aise dans cette musique dont il fait chanter les magnifiques mélodies, accompagné sans faillir qu'il est par un OPL à son meilleur et qui lui répond avec la même conviction, il allie avec un rare bonheur lyrisme chaleureux et âpreté jazzique. Tout se passe, in fine, comme si la rencontre inattendue d'un fringant loup au clavier, débordant de muscle et de feu, et d'un vieux routier au pupitre, leader charismatique plein d'expérience et de sagesse, faisait des étincelles et nous valait une réalisation absolument électrisante. Et, si les tempos d'Inbal sont modérément larges pour ne pas dire lents (plus lents qu'ils ne devraient ?), ils s'accordent remarquablement à l'économie par essence média-

trice du soliste, qui se fendra d'un bis du même tonneau. *Big ! Great ! Amazing !*

Le temps d'un entracte et voilà, en guise d'apothéose, la grandiose *Symphonie dite « Du Nouveau Monde »*. Miracle de beauté, de magie sonore, de charme irrésistible, dont l'inspiration autant slave qu'américaine fait qu'elle pourrait tout aussi bien être appelée « Symphonie du Monde Entier ». Rappelons, pour la petite – et grande – histoire, que, le 21 juillet 1969, lorsque l'astronaute américain Neil Armstrong fit ses premiers pas sur la Lune, son baladeur diffusait la *Nouveau Monde* ! On ne s'attardera pas ici sur les moments de frémissement, tant ils sont nombreux, à commencer par le fameux *Largo*, avec son sublime solo de cor anglais, et qui est l'une des pièces les plus célèbres de la musique classique.

Le maestro israélien s'y révèle égal à son image d'interprète lyrique et chaleureux : lyrisme sombre, à peine écrité par endroits par un manque de couleur ; chaleur (pour souligner ce que signifie une musique avec une âme), mais matinée d'esprit analytique (pour mettre en valeur l'écriture efficace de ce merveilleux orchestrateur que fut Dvorak). Par la vigueur de sa direction, la pertinence de sa gestuelle, mises au service d'une recherche d'authenticité profonde, avec, de surcroît, cette fameuse âme slave faite de poésie et de nostalgie ineffables qui trouvent ici véritablement à s'exprimer, et ce, jusques et y compris dans le prodigieux *Finale* qui, marqué *con fuoco*, emporte tout sur son passage, Inbal, en investissant l'univers dvorakien avec une évidente gourmandise, parvient à révéler toute la complexité d'une musique tiraillée entre enthousiastes impressions nouvelles et douloureuse nostalgie du pays natal. Superbe !

Pour conclure, et à l'issue de cette prestation de qualité, couronnée par un bis brahmsien (*Danse hongroise n° 5*), on ne manquera pas de saluer avec fierté la bonne santé de l'OPL, qui avait ce soir-là la chance d'être galvanisé par l'un des derniers monstres sacrés de la baguette. Si bien que l'on est en droit de reprendre à son compte les mots du critique du *Musical Courier*, qui notait, le 16 décembre 1893, au lendemain de la première au Carnegie Hall : « Tout respire la spontanéité, la clarté, la légèreté, la santé, la raison et la logique ». *Hugh !*



Eliahu Inbal à la tête de l'OPL

Danse contemporaine

Cette sensation de dislocation

Erin Penn

Dans la pénombre du Kinneksbond de Mamer, deux hommes et deux femmes se déshabillent méthodiquement. Ils entrent sur une scène aveuglante de blancheur – comme dans un bloc opératoire – en maillots de bains, en référence à l'eau, où séjourne *The Octopus*, qui pour Léa Tirabasso représente « cette bête dégoûtante et gluante qui rampe, le cancer, le corps, cette chose qu'on trimballe, qu'on incarne, mais qu'on ne comprend pas vraiment », basé sur une citation de Marcel Proust, reprise dans l'essai *The human and the octopus* du philosophe Thomas Stern : « ...demander pitié à notre corps, c'est discuter devant une pieuvre, pour qui nos paroles ne peuvent pas avoir plus de sens que le bruit de l'eau... »

La musique, composée par Martin Dourou, commence. Les corps bougent sur des rythmes disharmonieux, tantôt techno minimaliste brutale, puis harmonieusement sur des bouts de musique classique, entrecoupés de bruits de dissonance et constamment interrompus par le bruit de statique d'une vieille radio, comme pour trouver un autre programme, pour trouver comment guérir et gérer ces émotions qu'engendre cette maladie. Ces bruits de dissonance illustrent une question centrale de recherche pour cette pièce : « la sensation de dislocation ressentie lorsque notre corps ne répond pas ou plus correctement », explique la chorégraphe Léa Tirabasso.

La scène est recouverte de câbles, tels des vaisseaux sanguins ou des tentacules du cancer, mais aussi représentatifs des appareils médicaux, représentés par des microphones et qui étudient et auscultent le corps malade et méthodiquement s'approprient ce corps « trimballé, aliéné, troué, mesuré, observé profondément et avec insistance ». Il s'agit ici de l'expérience du patient, qui peut ressentir un esprit disloqué du corps abandonné aux traitements cliniques.

Dans The ephemeral life of an octopus, Léa Tirabasso montre cette putain de maladie qu'est le cancer presque humaine dans sa course folle et poétique

Des lumières stroboscopiques viennent ponctuer les bruits de dissonance, de *techno-house party*, où les corps s'enlacent, se prélassent, de délaissent et se détachent, tels des cellules cancéreuses qui migrent, pour fonder une nouvelle petite métastase. Les danseurs-cellules reviennent se mordiller, se frotter, se toucher et puis repartent et essayent de mourir.

« Il y a un phénomène que j'ai trouvé passionnant et qui a été une mine d'or pour le matériel tant chorégraphique, que théâtral et pour la dramaturgie : l'apoptose, la mort programmée des cellules. Une cellule saine, quand elle est dysfonctionnelle, elle s'auto-détruit pour sauver le tout – notre corps –, alors qu'une cellule cancéreuse a perdu cette capacité de se suicider ».

À la question, si les danseurs représentent des cellules cancéreuses ou les corps malades, Léa nous répond : « Les danseurs représentent tout à la fois. Les cellules cancéreuses, un corps, leurs corps. En tout cas un corps sous tension ». Les corps sains se transforment



La scène est recouverte de câbles, tels des vaisseaux sanguins ou des tentacules

Médiation culturelle

Et ils vécurent heureux



Sylvie Beythan-Ory et Darko Milowich

Un adolescent se dirige vers le centre de la scène. Un léger filet de lumière l'éclaire. Le silence est complet jusqu'à ce qu'un *beat* se fasse entendre. Un microphone entre les mains, il se met à rapper. C'est qu'il en faut du courage pour se produire, seul, sur les planches du grand auditorium de la Philharmonie. Certes, il loupe une mesure, mais il se rattrape et sa prestation est plus qu'honorable. S'ensuivent des numéros, il faut l'admettre, irréguliers, mais tous exécutés avec une passion et une ténacité qui forcent le respect. Un combat chorégraphié, de la danse et deux chansons au ukulélé complètent ce premier évènement de l'après-midi. Sylvia Camarda et David Galassi ont mis au point, pour la troisième année consécutive, un spectacle de danse et de rap nommé *Looss alles eraus* avec des jeunes du service de Psychiatrie juvénile des Hôpitaux Robert Schuman. Cet avant-goût du spectacle, qui aura lieu sous sa forme complète à la Rockhal le 25 avril, lance le *Eme Family day*, organisé pour les dix ans de la fondation Eme (Écouter pour mieux s'entendre).

Visite au Eme Family day à la Philharmonie

En ce samedi 9 février, le hall de l'institution fourmille. Un bus de séniors vient de stationner place de l'Europe. Les infatigables musiciennes du Rhummer Gospel, toutes résidentes de l'Op der Rhum, vont chanter en fin d'après-midi. Est prévu un concert de Gospel donc, dirigé par Robert Bodja, avec une centaine de choristes dont de jeunes élèves de l'école Waldorf de Luxembourg. Pour le moment, c'est la chorale Cantacure qui attire l'attention des passants. Une scène est idéalement installée à quelques pas de la buvette, une bonne stratégie. La chorale est composée de patients et de membres du personnel du Centre hospitalier neuro-psychiatrique d'Ettelbruck. Une vingtaine de chanteuses et de chanteurs performant inlassablement des chants ethniques, tribaux. L'énergie de la meneuse de troupe, qui tient un tambour sur cadre dans une main, est communicative.

Dans la salle de musique de chambre, Sylvie Beythan-Ory et Darko Milowich se tiennent debout sur scène. Ils s'apprennent à interpréter un conte musical. C'est le public qui arrive en retard et qui prend son temps pour s'installer. La conteuse annonce la couleur, ce sera *Loiseau d'or* des frères Grimm. Tandis qu'elle débute la performance, en présentant les personnages, de nouveaux spectateurs arrivent bruyamment et d'incessants va-et-vient ponctuent la demi-heure de représentation. Entre chaque nouvelle scène, Darko Milowich illustre le conte à l'aide de son violon. Il est toujours intéressant et assez jouissif de redécouvrir de vieux contes pas si enfantins que ça. Dans celui-ci, il est question d'amour forcé, de filouterie en tout genre, de pendoison et d'un renard suicidaire. Mais tout finit par s'arranger. Le « ils vécurent heureux » prononcé par Sylvie Beythan-Ory émerveille les bambins et rassure leurs parents.

Retour dans le grand auditorium. Sur scène, Robert Bodja est aux commandes d'une vingtaine de jeunes d'horizons et de cultures différentes, élèves du Lycée technique du centre, tous équipés de djembés. Les rythmiques sont simples mais entêtantes. Des musiciens professionnels, un peu en retrait, donnent une plus grande consistance au tout. Un saxophone, un synthétiseur et le tour est joué. La musicalité des percussions africaines semble faire effet sur l'audience. S'ensuivent d'autres concerts et spectacles jusqu'au bouquet final, le numéro de gospel, irrésistible, forcément. *Kévin KroczeK*

avec la maladie et dans leur désespoir viennent s'enlacer, s'agripper et essayent de s'aider maladroitement. Ils se déplacent lentement, puis frénétiquement pour s'échapper.

Peu à peu, les danseurs ont des convulsions aux rythmes saccadés. Ils se regroupent et copulent, tel un tableau de l'enfer de Hiéronymus Bosch en illustrant le grouillement d'une tumeur qui grandit. Des bruits d'insectes qui rongent et sucent et mordent, comme les bruits des extraterrestres dans *Alien* soulignent cette prise de pouvoir, cette victoire sur le corps sain.

La question philosophique « ne serions-nous pas plus heureux animaux ? » est posée dans la brochure à travers la citation de Thomas Stern : « Il a cette ancienne idée religieuse que l'homme est la combinaison malheureuse d'une bête et d'un dieu : si nous étions dieu nous serions libérés, esprit immortel ; si nous étions bêtes, nous serions contents dans/de notre ignorance instinctive ».

La scène finale : un corps enroulé de câbles, tels les tentacules de la pieuvre, qui ont envahi le corps tout entier, qui l'enlacent, qui vont le transformer en autre chose peut-être. La proie est posée au milieu, comme un fœtus. L'espoir du renouveau.

Cette danse, qui explique l'indicible, le combat quotidien, l'espoir, la passion du corps qui se bat, fait couler des larmes, parce que cette putain de maladie, semble humaine dans sa course folle et poétique, comme le nénuphar de Boris Vian, et donne une certaine fierté de l'avoir hébergé dans son corps.

The ephemeral life of an octopus, une chorégraphie de Léa Tirabasso, musique : Martin Duro ; avec Catarina Barbosa, Alistair Goldsmith, Joachim Maudet et Rosie Terry Toogood, est une co-production du Kinneksbond Mamer – où la pièce a été créée vendredi dernier –, du Trois C-L et du Klap – Maison pour la danse, Marseille.

STIL

Tout schuss au Luxembourg

Salomé Jeko

Voiture remplie à ras bord, chaînes à neige dans le coffre, barres de toit et en avant toute direction les sports d'hiver ! L'heure du premier exode de l'année a sonnée : dès ce week-end, une bonne partie du pays s'en ira profiter des joies du ski, laissant aux moins chanceux de leurs compatriotes des autoroutes désertes, une circulation fluide et assez de *Verwureleter* dans les boulangeries pour se consoler de ces montagnes enneigées qu'ils ne verront pas.

Et il n'y a pas que ça. Ici aussi, le soleil a prévu de briller ces prochains jours, nous offrant par là même des températures plutôt clémentes pour un mois de février. Difficile de rivaliser avec la carnation bicolore et les traces de bronzage « masque de ski » de nos amis vacanciers, mais nous aurons au moins le mérite de bénéficier d'un petit boost de vitamines D sans même devoir subir le port d'une combinaison, d'un bonnet, de moufles et de boots pour en profiter.

Alors bien sûr, niveau paysages, difficile d'égaliser. Pas de chute de flocons de prévue, pas de belles étendues blanches à l'horizon ni de chiens de traîneaux dans les alentours. Reste qu'en deux petites heures de route à peine, les Vosges ou la Forêt Noire peuvent rapidement et efficacement satisfaire vos besoins de grand air et de nature immaculée. Les pessimistes perfectionnistes diront sans doute que la qualité, voire la quantité, de neige n'est pas garantie dans ces contrées... Proposons-leur alors un peu d'artifice, de ski, de surf, de luge et de *tubing* du côté d'Amnéville, où se trouve la piste de ski *indoor* la plus longue du monde – 620 mètres de long, 35 de large et 90 mètres de dénivelé. Certes, ça ne vaut pas Courchevel, mais ça peut faire illusion, au moins le temps d'une journée...

Mais à bien y réfléchir, une fois les skis déchaussés, le sport laisse place à d'autres plaisirs plutôt accessibles du côté de chez nous. Ça commence à l'heure du goûter, par une bonne boisson chaude pour combattre le froid. Un thé brûlant en haut

des pistes vaut tout autant, voire plus que ceux que proposent le nouveau café Chique o Latte, rue des Bains à Luxembourg. Leurs gourmandes tasses dégoulinantes de chocolat, surmontées de chantilly et de toppings plus indécents les uns que les autres devraient vous faire oublier le temps de quelques gorgées que vous êtes bel et bien au Luxembourg.

Pour retrouver l'ambiance chalet cosy, bougies et plaids à la mode *hygge*, deux possibilités s'offrent à vous : refaire votre déco en misant sur la fausse fourrure ou louer une des demeures en bois de Chalets Petry, basés à Bettel. Wellness privé avec sauna et jacuzzi, feu de cheminée et décoration cent pour cent bois... tout ou presque vous donne l'impression d'être parti en week-end à la montagne ! Vient enfin l'heure du dîner et là, quelques bonnes tables du pays concurrencent directement avec la cuisine roborative du ski.

Connu pour ses spécialités des Alpes, comme la raclette, la fondue ou la tartiflette, le restaurant Edelwyss à Kopstal est un incontournable. En ville, l'Entracte propose aussi tout un panel de plats savoyards à base de fromage notamment, à déguster là encore à plusieurs, dans une ambiance conviviale. Même les Italiens du Come à la maison ont succombé à la tendance en proposant cet hiver un restaurant éphémère baptisé *Come à la montagne*, dont tout l'attrait réside dans un buffet de raclettes agrémenté d'une carte riche en plats traditionnels d'hiver et d'une jolie déco bien pensée.

L'*after-ski* peut se poursuivre sur place, autour d'une bière issue de leur nouveau bar à bière *Come à la birra*, qui ouvre cette semaine, ou se dérouler dans l'une des traditionnelles et fréquentes soirées *After-Ski* organisées aux quatre coins du pays, comme celle proposée le 27 février prochain par le bar de l'Hôtel Place d'Armes, pour ne citer qu'elle. Cocktails de Génépi, terrasse chauffée, DJ et *moonboots* obligatoires... Bref, l'ambiance ski comme si vous y étiez !



L'endroit



C'était, au départ, une auberge comme beaucoup d'autres, située le long de la Moselle à Grevenmacher. À gauche, un restaur-brasserie tout ce qu'il y avait de plus traditionnel. À droite, une petite pizzeria annexée. En la reprenant il y a quelques mois, Miro da Cunha et son épouse décidèrent de renverser la donne. Vu le succès du côté pizzeria, celle-ci serait dorénavant installée côté brasserie et l'espace plus confidentiel serait destiné à servir des plats plus recherchés à côté de certains classiques. Car si Miro sait qu'en province, on privilégie toujours et encore la tradition à la recherche gastronomique, son but est aussi de développer et de mettre en valeur ce qu'il a appris pendant ses premières années chez René Mathieu à la Cristallerie, puis à la Mirabelle, avant de reprendre l'ex Clé-de-sol à la Philharmonie. Où il aurait déjà aimé mettre un peu plus d'audace dans ses suggestions. Aujourd'hui, il peut très bien allier les deux dans son **Auberge du Lac** (photo : GD) et ainsi on trouve dans son menu du dimanche un carré de veau cuit à basse température, jus au porto et échalotes. Ou, à la carte, un duo d'agneau composé d'un röstli de pommes de terre surmonté d'un carré d'agneau en croûte d'herbes et d'un croustillant de gigot confit. Inutile de préciser à l'annonce de ce dernier que tout est servi avec générosité. La friture de la Moselle ne fait bien sûr pas défaut, et qui voudra un plat plus économique aura le choix dans la multitude de pâtes et de pizzas. GD

Sur la toile

Au départ, il y eut son *kidsagenda.lu*, qui répertorie tous les rendez-vous créatifs et de détente pour les plus jeunes à travers le pays. Ensuite, Dominique Bissot créa le site *kidsdressing.lu*, qui permet aux mères et futures mamans d'acquiescer ou d'échanger les vêtements de leur progéniture qui n'auront souvent servi que quelques mois, voire même quelques semaines. Il y avait déjà dans ce projet cette envie du « no waste » et du recyclage propre à l'économie circulaire. Et comme jamais deux sans trois, Dominique a rajouté aux deux projets la non moins astucieuse plateforme *kidsbox.lu*. Qui, elle, permet de vider les armoires trop encombrées de jouets, voire de les remplir. Et aux enfants de découvrir toujours du neuf via la location de jouets. C'est sous forme de leasing, en souscrivant à un abonnement allant de un à douze mois, que l'on réceptionne chaque mois trois jouets sélectionnés d'avance et envoyés à domicile. Les prix vont de 25 euros par mois à 255 euros par an. Donc non seulement les enfants ont droit à des surprises mensuelles, mais les parents évitent ainsi la surconsommation et favorisent l'usage à la possession. Les marques ont, elles aussi, été choisies avec soin, car les fabricants travaillent dans le souci de protéger l'environnement, certains d'entre eux travaillant le bois dans le Jura et les Vosges. Les jouets un peu usagés sont remis à une œuvre caritative, ce qui donne, en plus, un aspect philanthropique au projet. GD



Piccolo Teatro

Deux ans de rencontres théâtrales au Luxembourg

Un livre de Josée Hansen, avec des images d'Eric Chenal

Éditions d'Étzebuenger Land / 320 pages, 29 euros / ISBN : 978-99959-949-5-2

En vente en librairie, sur www.land.lu

ou en le commandant via courriel land@land.lu ou téléphone : 48 57 57-1

Durant deux ans, Josée Hansen et Eric Chenal ont écouté et observé les gens de théâtre autochtones, acteurs et metteurs en scène, auteurs et dramaturges, scénographes et costumiers, directeurs de théâtres et techniciens, politiques et critiques : les personnalités qui peuplent ce microcosme sont aussi passionnantes que leurs métiers sont divers.

Ce livre est une tentative de capter cet instant précis de l'évolution du théâtre au Luxembourg, où les pionniers ont laissé la place à une nouvelle génération, qui trouve normal de faire du théâtre non seulement son métier, mais sa vie.



Offices



Residential



Retail & Services

UN PROMOTEUR À LA HAUTEUR DE VOS AMBITIONS

BESIX RED conçoit des projets immobiliers respectueux des besoins de ses clients tout en apportant des **solutions urbanistiques** et **architecturales innovantes** et **durables**.



www.besixred.lu - 00352 29 51 29 - info@besixred.lu

land immobilier

« ICH HABE NICHT VOR ZU SCHEITERN »
INTERVIEW MIT DER WOHNUNGBAUMINISTERIN

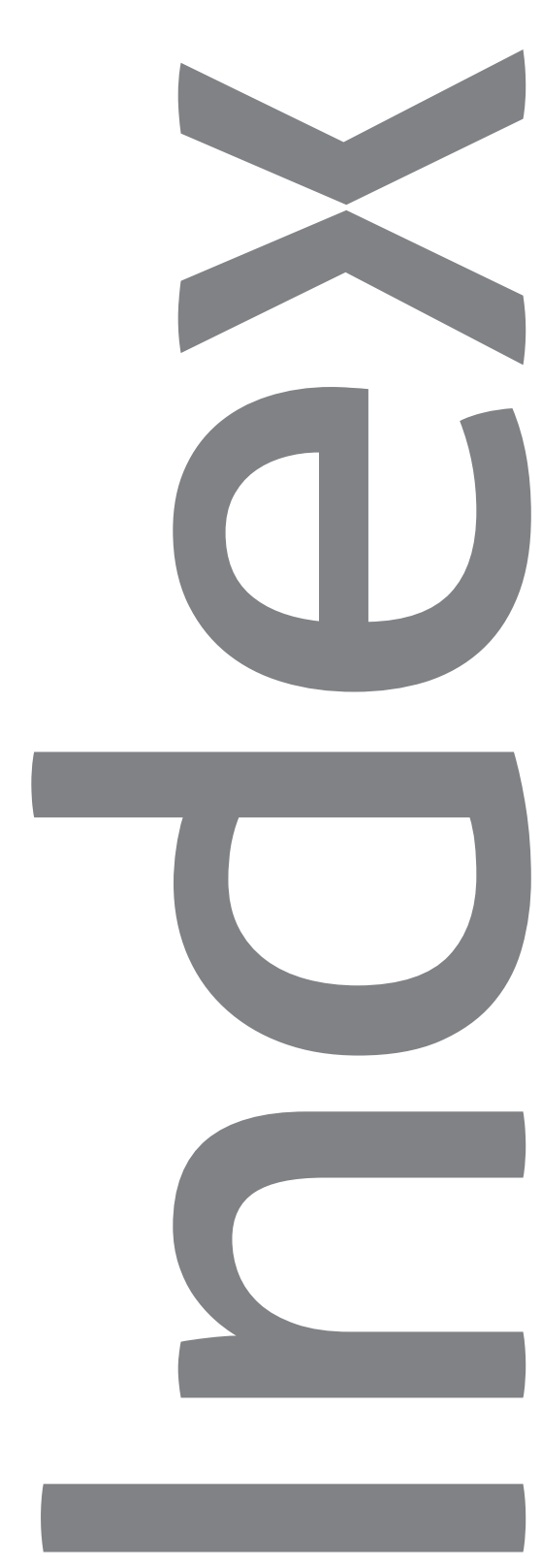
« DIE SPEKULATION IST EIN ZENTRALER GRUND DAFÜR »,
SAGT DIE INNENMINISTERIN ZU DEN HOHEN GRUNDSTÜCKSPREISEN

LE LUXEMBOURG N'EST PAS
UN CAS TOTALEMENT ISOLÉ
ÉVOLUTION DES PRIX DE L'IMMOBILIER RÉSIDENTIEL DEPUIS 2010

WENN WOHNKISTEN NICHT SEIN MÜSSEN
EIN ARCHITEKTURPROFESSOR ZUR WOHNUNGSFRAGE



ERST MIETEN, DANN KAUFEN
DIE VERSPRICHT 18000 VERGÜNSTIGTE MIETWOHNUNGEN
CHAMBRE IMMOBILIÈRE



23
„Ich habe nicht vor zu scheitern“
Interview mit Wohnungsbauministerin
Sam Tanson (Grüne)
Peter Feist

24
Langsam herantasten
Reform der kommunalen Grundsteuer
Peter Feist

25
**Les prix de l’immobilier
résidentiel depuis 2010**
Chronique d’une évolution formidable
Julien Licheron (Liser)

26
**Wenn Wohnkisten nicht sein
müssen**
Überlegungen zur komplexen Wohnungsfrage
hierzulande
Florian Hertweck (Uni Luxemburg)

28
Erst mieten, später kaufen
Die Chambre immobilière verspricht
18 000 preiswerte Mietwohnungen
Peter Feist

Paradigmenwechsel

Peter Feist

Die Wohnungspreise sind in Luxemburg seit 2010 im Jahreschnitt um 4,7 Prozent gestiegen, aber anderswo steigen sie auch, schreibt der Koordinator des Observatoire de l’habitat auf S. 25 dieser Beilage. In Österreich und Schweden etwa nahmen sie noch stärker zu. Und nach wie vor gilt, dass der Preisauftrieb regional unterschiedlich ausfällt: In Luxemburg-Stadt und Umland ist er am stärksten, im Norden des Landes nur halb so hoch.

Damit erfüllt das Großherzogtum die Kriterien einer Boom-Region: Ein ökonomisch potentes Zentrum, die Hauptstadt, in dem viele leben möchten, was dort die Preise steigen lässt, und eine Peripherie, in der Wohnen weniger kostet. Von wo aber der Weg an einen Arbeitsplatz im Zentrum des Booms länger ist, und in der Peripherie zu leben, ist nicht unbedingt attraktiv. Nichts Neues im Grunde, und auch nichts Außergewöhnliches. Vielleicht abgesehen davon, dass Luxemburg, weil es so klein ist, ein Einzugsgebiet umfasst, dass über die Staatsgrenze hinaus reicht. Ebenfalls nichts Neues, schon vor zehn Jahren schrieben Raumplaner über die „Metropolenregion“, die 900 000 Menschen umfasse. Mittlerweile dürften es mehr sein.

Nicht erst heute fordert das die Politik heraus. Im Wahlkampf 2004 beklagte der damalige LSAP-Fraktionssekretär und frischgebackene Volkswirt Etienne Schneider mit seinem Verein *Fir bezuëlbare Wunnraum*, ein junger Universitätsabsolvent finde in Luxemburg kaum eine seinem Einkommen angemessene Wohnung. 15 Jahre später klagen Unternehmen, Mitarbeiter mit kleineren Gehältern fänden keine, und zwischen dem Unternehmerdachverband und der Politik häufen sich Konflikte um Mindestloohnerhöhungen, die steigende Lebenshaltungskosten auffangen sollen, in denen vor allem wachsende Wohnkosten stecken. Dass das Wohnungsproblem zum „Attraktivitätsproblem“ für

Luxemburg geworden ist, wie die Wohnungsbauministerin im Interview feststellt, dürfte der Hauptgrund sein, aus dem im Wahlkampf 2018 quasi alle Parteien erklärten, dass viel mehr öffentlicher Mietwohnungsbau her müsse. Schon der Wohnungsbauminister der vorigen Regierung nannte es einen „Paradigmenwechsel“, dass dazu auch die Rentenreserve herangezogen werden könne. In einem Land, in dem der Wohnungsbesitz die kulturelle Norm darstellt, ist das eine bemerkenswerte Entwicklung – an und für sich.

Denn ob die Politiken, die das Angebot an erschwierlichem Wohnraum beeinflussen, sich grundsätzlich ändern werden, bleibt abzuwarten. Es durch eine Offensive im öffentlichen Wohnungsbau massiv zu steigern, würde auf jeden Fall viel Geld kosten. Von der Regierung ist kaum zu hören, was genau sie will. Ihr Koalitionsvertrag zählt viele Einzelmaßnahmen auf, erklärt, dass eine „konzertierte Aktion“ nötig sei, aber nicht, was für eine. Es fehlt ein politisches Narrativ, das sich erzählen ließe, auch um Konflikte durchzustehen. Die kündigen sich schon an, wenn die CSV es entgegen ihrer Wahlkampfbekenntnisse opportun findet zu erklären, „Priorität“ habe für sie „weiterhin das Eigenheim“, und der Regierung vorwirft, „nur etwas für Mieter“ tun zu wollen. So deutlich wird der Koalitionsvertrag nicht.

Die neue Ressortministerin sagt, es sei noch zu früh für Konkretes. Verständlich ist das insofern, als der genaue Bedarf an Wohnraum, wie ihn der freie Markt nicht hergibt, erst ermittelt werden soll. Dass Änderungen auf vielen Ebenen erforderlich wären, ist aber schon ohne Zahlen klar. Einen Eindruck davon vermittelt der Gastbeitrag eines Professors der Universität Luxemburg auf S. 26/27. Eine beherzte Wohnungsbaupolitik müsste es auch mit vielen Partikularinteressen aufnehmen. Die Erfahrung lehrt, dass so etwas hierzulande schwerfällt.



VOUS PROJETEZ D’ACHETER, DE VENDRE
OU DE LOUER UN BIEN IMMOBILIER
AU LUXEMBOURG.

BIENVENUE À L’AGENCE MIM FEITLER.
BIENVENUE CHEZ VOUS.



mim feitler immobilière

Mim Feitler Immobilière s.à r.l. 26, rue Marguerite de Brabant L-1254 Luxembourg
Tél : +352 26 38 76-1 Fax : +352 26 38 76-76 info@agence-feitler.lu

Interview mit Wohnungsbauministerin Sam Tanson (Grüne)

„Ich habe nicht vor zu scheitern“

Fragen: Peter Feist

d’Land: *Welcher Betrieb ist der schwierigere: das Mudam oder der Fonds du Logement?*

Sam Tanson: (lacht) Ich bin nun zwei Monate im Amt, dass ich gleich so viel Krisenmanagement machen müsste, hätte ich nicht gedacht. Lieber arbeite ich auf Sachthemen. Aber andererseits war das ein guter Start, so konnte ich mich in beide Ministerien sofort richtig reinknien. Vergleichen kann man Mudam und Fonds du Logement schlecht, das sind zwei sehr verschiedene Betriebe.

Weshalb ist der Fonds-Direktor gegangen?

Das gehört nicht an die Öffentlichkeit. Schade finde ich, dass die Aufbauarbeit, die im vergangenen Jahr unter der neuen Verwaltungsratspräsidentin geleistet wurde, nun in ein schlechtes Licht gerückt ist. Nicht alles läuft perfekt beim Fonds, aber es ist auch nicht alles schlecht, bei weitem nicht. Wir müssen deshalb so schnell wie möglich einen neuen Direktor finden. Die Prozedur läuft demnächst an.

Wollten Sie das Wohnungsbauressort?

Ja!

Obwohl die Ministerin oder der Minister erfahrungsgemäß nur scheitern kann?

Ich mache nicht Politik abhängig davon, ob ich scheitern kann, sondern ob ich Potenzial sehe, etwas bewegen zu können, und je nachdem, ob mir etwas liegt. Ich habe schon x-mal gesagt, die Kultur ist mir eine Herzensangelegenheit. Doch der Wohnungsbau ist im Moment die Herausforderung für unsere Politik. Wenn man als neues Regierungsmitglied dieses Ressort vorgeschlagen bekommt, lehnt man es nicht ab. Natürlich habe ich einen Augenblick lang überlegt, ob ich das schaffen kann. Aber es ist überaus spannend, und so gesehen, habe ich nicht vor zu scheitern.

Worin besteht die grüne Handschrift im Wohnungsbaukapitel des Koalitionsvertrags?

Ich habe es nicht so mit parteipolitischen Handschriften. Der Vertrag gibt die Absichten aller drei Koalitionspartner wider, und gerade dieses Kapitel wurde gemeinsam ausgearbeitet.

Die Grünen waren im Wahlkampf eine der Parteien, die am deutlichsten sagten, das Angebot an öffentlichen Wohnungen müsse zunehmen, vor allem das an öffentlichen Mietwohnungen. So scheint es nun im Koalitionsvertrag vorgesehen zu sein.

So steht das dort, aber das ist mittlerweile parteienübergreifend Konsens.

CSV-Fraktionspräsidentin Martine Hansen hat vor drei Wochen auf dem CSV-Parteitag erklärt, Priorität habe für ihre Partei nach wie vor das Eigenheim. Der Regierung warf sie vor, nur etwas für Mieter tun zu wollen, so dass bald nur noch eine „Elite“ Besitzer werden könne.

Es ist überhaupt nicht hilfreich, Mieter gegen Besitzer auszuspielen. Weder steht im Koalitionsabkommen, dass niemand mehr Besitzer sein soll, noch haben wir das je gesagt. Wir wissen aber, dass es für viele immer schwieriger wird, ein Eigenheim zu erwerben. Wenn wir sagen, wir sorgen für Mietwohnungen, die erschwinglich sind, dann heißt das auch, einer ganzen Reihe Leute die Möglichkeit zu geben, Geld auf die Seite zu legen, um sich später eine Wohnung kaufen zu können – zum Beispiel von der öffentlichen Hand in Erbpacht, was deutlich unter dem Marktpreis liegt.

Im Koalitionsvertrag steht zum Wohnungsbau an vorderster Stelle, „besorgniserregend viele Haushalte“ könnten sich weder ein Eigenheim noch eine Mietwohnung auf dem freien Markt leisten. Wie viele sind „besorgniserregend viele“?

Gute Frage! Die Frage nach Zahlen ist im Wohnungsbau eine latente, sie kommt immer wieder hoch...

... wie vor zwei Wochen im Bericht des Rechnungshofs zum sozialen Wohnungsbau. Dort steht, das Ministerium kenne den Bedarf nicht.

Ja, auch da. Wobei seit Abschluss des Berichts Ende August vergangenen Jahres schon viel unternommen wurde. Mir kommt es darauf an, mich auf verlässliche Daten stützen zu können. Im Ministerium sagen manche mir, es reiche schon zu wissen, dass wir „immens viel“ bauen müssen. Das stimmt, aber es ist wichtig, den tatsächlichen Bedarf zu kennen. Dazu will ich das Observatoire de l’habitat einbinden: Bisher untersucht es vor allem die Entwicklung der Preise und die Verfügbarkeit von Bauland. Meine Idee ist auch, eine Art *Modu*-Konzept für den Wohnungsbau aufzustellen (Modu heißt das Konzept für Mobilité durable, seine erste Fassung wurde 2012 von CSV-Transportminister Claude Wiseler vorgelegt, d. Red.). Daraus wird der Bedarf hervorgehen, verschiedene Szenarien für seine Entwicklung auch. Dass die Lage schon jetzt besorgniserregend ist, trifft zu. Jeder zehnte Haushalt muss mehr als 40 Prozent seines verfügbaren Netto-Einkommens zum Wohnen aufwenden. Vor 15 Jahren war der Anteil viel geringer. Dagegen umfasst die Warteliste des Fonds du Logement nur an die 3 000 Personen.



Sam Tanson

Das sind nicht so viele, wenn man bedenkt, wie hoch die Preise sind und wie viele Menschen einem Armutsrisiko ausgesetzt sind. Diesen scheinbaren Widerspruch will ich klären. Denn Fakt ist, dass das Wohnungsproblem zum Hindernis für die Entwicklung Luxemburgs zu werden droht. Unternehmen sagen mir, dass sie Wohnungen für ihre Mitarbeiter brauchen, die keine Riesengehälter haben. Das ist mittlerweile ein Attraktivitätsproblem für unser Land, und dessen ist jeder sich bewusst.

Das Statistikinstitut Stateg hatte 2011 ausgerechnet, bis 2030 müssten Jahr für Jahr im Schnitt 6 500 Wohnungen neu entstehen. Dies für den Fall, dass die Einwohnerzahl um jährlich ein Prozent wächst. Seit 2011 aber lag die Zuwachsrate stets bei zwei Prozent und mehr, und 6 500 Wohnungen kamen in einem Jahr noch nie neu hinzu. Das ist noch ein Widerspruch, denn man könnte behaupten, dass der Markt doch funktioniert.

Zu diesen Zahlen gibt es unterschiedliche Meinungen. Wir sollten uns wirklich die Zeit nehmen, sämtliche Daten zu aktualisieren. Mir geht es, wenn ich von Bedarf spreche, auch nicht um den an Wohnraum insgesamt – wovon die Stateg-Schätzung handelt –, sondern um den Bedarf an erschwinglichem Wohnraum. Da besteht das große Problem. Die Population, die eine erschwingliche Wohnung braucht, aber keine findet, nimmt zu.

Was genau ist erschwinglicher Wohnraum?

Triftige Frage. Der Rechnungshof hat ganz zu Recht festgestellt, dass mehrere Begriffe in Gebrauch, aber nicht klar genug sind: *logement social, logement abordable, logement à coût modéré*, *lo-*

gement subventionné. Dieses Problem ist nicht neu. Das Gesetz, das all dem zugrunde liegt, ist von 1979. Es legt einerseits Beihilfen fest, die Personen erhalten können, andererseits Subventionen für Bauträger, die mit uns eine Konvention abschließen. Es wurde zwar ein paar Mal modifiziert, aber die Basis ist 40 Jahre alt. Seitdem hat vieles sich geändert, deshalb werden wir die Basis neu festlegen. Wir werden das Gesetz nicht nur ändern, sondern von Grund auf neu schreiben. Das wird für uns die große Baustelle dieser Legislaturperiode. Wir haben angefangen, uns die Arbeiten aufzuteilen.

Das Koalitionsabkommen spricht von „Sozialmietwohnungen“ und „kostengünstigen Mietwohnungen“. Beide sollen definiert werden. Ich hatte gemeint, Sozialmietwohnungen seien solche, für die eine Miete nach den Regeln einer 20 Jahre alten Verordnung berechnet wird. Daraus ergeben sich zurzeit Preise von im Schnitt knapp vier Euro pro Quadratmeter. Man könnte sagen, dass diese Art Wohnungen seit 1998 definiert ist. Über kostengünstige Mietwohnungen von zehn bis zwölf Euro pro Quadratmeter hatte ihr Vorgänger Marc Hansen (DP) diskutieren lassen. Heraus kam, dass es dafür keine legale Basis gibt. Sie herstellen zu wollen, scheint laut Koalitionsvertrag geplant zu sein. Sie sprechen nun von „erschwinglichem Wohnraum“. Ist das wieder etwas anderes?

Ja, die verschiedenen Begriffe ... Für mich heißt das: Wir wollen viel erschwinglichen öffentlichen Wohnraum schaffen, darunter viel zur Miete.

Das wollte die vorige Regierung auch. Im Wahlkampf sagten alle großen Parteien, auch die CSV, auch die Grünen, im Mietbereich müsse

„Wir heben alles auf den Prüfstand und richten das System neu aus. Ich will nicht bloß links und rechts ein paar Veränderungen vornehmen“

ein neues Segment her, eines zwischen der Sozialmiete und dem freien Markt – die zehn bis zwölf Euro pro Quadratmeter.

Das entspricht dem heutigen Stand der Diskussion. Ich meine aber nicht, dass es zwei Segmente geben müsste. Wichtig ist, dass das Wohnen für alle Einkommenskategorien erschwinglich bleibt. Am liebsten hätte ich ein großes Segment „erschwinglicher Wohnraum“, das befreit wäre von der Stigmatisierung, die „Sozialwohnungen“ noch oft zugeschrieben wird. Bekanntlich möchten wir die Gemeinden stärker in den öffentlichen Wohnungsbau einbinden. Viele Bürgermeister aber sagen mir: „Macht bitte keine Sozialwohnungen bei uns! Wir wollen gerne öffentlichen Wohnungsbau, doch mit Sozialwohnungen haben wir so schlechte Erfahrungen.“ Deshalb ist es wichtig, in Wohnvierteln, aber auch in Apartmenthäusern mit Mietwohnungen für soziale Durchmischung zu sorgen, damit Ängste uns nicht blockieren. Mit „erschwinglichen Mietwohnungen“ ist deshalb gemeint, dass dort die Miete sich nach dem jeweiligen Einkommen richtet. Ob man ein RMG bezieht oder ein mittleres Einkommen – die Miete wird dem angepasst. Zusätzlich sollen solche Wohnungen auch an Personen mit hohem Einkommen vermietet werden, die dann fast den gleichen Preis zahlen wie auf dem freien Markt. Das ist natürlich eine Herausforderung, weil es für die Träger viele Zwänge mit sich bringt. Auf dem Kirchberg versuchen wir das zurzeit in einem Projekt mit der Société nationale des habitations à bon marché: Da schaffen wir in einem Gebäude eine solche Durchmischung und passen den Mietpreis ans Einkommen an.

Das heißt, die aktuelle Sozialmieteformel wird geändert?

Wir heben alles auf den Prüfstand und richten das System neu aus. Ich will nicht bloß links und rechts ein paar Veränderungen vornehmen. Wir gehen drei Schritte zurück, machen Tabula rasa, schauen, wo wir hinwollen, und geben uns neue Regeln.

Werden Kirchenfabriken beziehungsweise der Kierchefong dann über staatlich subventionierte Aktivitäten im sozialen Wohnungsbau noch den Kirchenbetrieb mitfinanzieren können?

Ich weiß, das *Land* hatte darüber berichtet. Einerseits sage ich: Was der *Kierchefong* an Projekten durchzieht, macht er gut und hocheffizient. Ich war in Bettemburg, dort hat er ein Projekt der Gemeinde übernommen. Die Wohnungen gibt er weiter an eine ASBL, die sich um Jugendliche kümmert, die nicht gerade mit beiden Beinen im Leben stehen. Das wurde gut realisiert, schnell und in dem Preisrahmen, den der *Kierchefong* sich gesetzt hat. Ich bin nicht so ideologisch gefärbt, dass ich sagen würde, nicht jeder, der uns bei der Problemlösung helfen kann, ist willkommen. Das ist der eine Punkt. Der zweite: Es kann nicht sein, dass öffentliche Gelder, die wir als Ministerium zur Verfügung stellen, für andere Zwecke genutzt werden. Deshalb war ich vor allem über manche Aussagen in dem *Land*-Artikel nicht amüsiert und werde den Präsidenten des *Kierchefong* demnächst treffen, um das mit ihm zu besprechen.

Im Koalitionsvertrag steht, nur eine „konzertierte Aktion“ öffentlicher und privater Träger werde das Wohnungsproblem lösen können. Die Caritas hat in einem Sozialalmanach geschätzt, es müssten 30 000 „Sozialwohnungen“ her. In der Immobilienbranche wird davon ausgegangen, dass die Schaffung einer Wohnung – ohne den Baulandpreis – im Landesdurchschnitt 350 000 Euro kostet. Wenn man die Caritas-Schätzung als zu hoch gegriffen ansieht und nur 10 000 Wohnungen annimmt, würden die demnach 3,5 Milliarden kosten. Gibt es schon Vorstellungen, wer im Rahmen der konzertierten Aktion wie viel bauen soll und was das die öffentlichen Kassen kosten darf?

Das Hauptproblem in Luxemburg ist zurzeit nicht das Geld für den Bau von Wohnungen, sondern die Grundstücke, die man nicht hat. Das sagen mir alle Akteure, öffentliche wie private. Hat man Bauland, kann man bauen. Dafür gibt es verschiedene Modelle. Solche, bei denen wir mit Verlust arbeiten – die gibt es durchaus –, wie auch jene, wo Projekte erstellt werden, die in ihren Kosten am Ende aufgehen. Da wird Land erschlossen, bebaut und die Wohnungen werden in Erbpacht verkauft. Das große Problem scheint mir nicht das finanzielle zu sein.

Im Koalitionsvertrag ist die Rede von einem „Bürgerfonds“, aus dem der Wohnungsbau finanziert werden könnte – eine Wahlkampfidee der DP. Dass ein Teil der Rentenreserve dazu eingesetzt werden könnte, wird ebenfalls erwähnt. Gibt es schon Vorstellungen darüber, mit wie viel Staatskasse, Bürgerfonds und Rentenreserve sich beteiligen könnten?

(Fortsetzung auf S.24)

(Fortsetzung von S.23)

Dazu ist es noch zu früh. Ich kenne, wie gesagt, den genauen Bedarf an Wohnungen noch nicht. Ich möchte keine Zahlen nennen, weil ich sie noch nicht nennen kann. Ich möchte sie aber bekommen und über wirklich handfeste Daten verfügen. Wir wissen jedoch, dass wir Rückstand haben.

Ihr Vorgänger hatte gesagt, die öffentlichen Träger allein würden es „nicht packen“. Die Chambre immobilière unterbreitete ihm ein Konzept zum Bau von 18 000 Mietwohnungen „à coût modéré“ in relativ kurzer Zeit. Die Wohnungen sollten mit einer Mietkauf-Option versehen werden. Marc Hansen wollte wegen juristischer Bedenken nicht auf diesen Weg gehen. Gibt es andere Modelle zur Beteiligung des Privasektors an der „konzertierten Aktion“?

Das Modell der Chambre immobilière kenne ich nicht im Detail, treffe mich mit ihr aber demnächst. Grundsätzlich verschließe ich mich keiner Idee, allerdings müssen die Spielregeln klar sein. Wenn Staatsgeld in den erschwinglichen Wohnungsbau fließt, müssen wir kontrollieren können, wer davon profitiert; welche Mietpreise praktiziert werden; wie die Wohnungen instandgehalten werden und wie Verkäufe ablaufen, also ob ein Vorkaufsrecht für den Staat eingehalten wird. Das sind für mich die Knackpunkte. Dass wir neue Wege gehen müssen, steht auf jeden Fall fest.

Müssten Sie davon nicht schon jetzt mehr erzählen, auch wenn der Bedarf noch nicht klar ist? Wenn ein starker Akzent auf dem Wohnen zur Miete liegen soll, müssen Sie das in einem Land vertreten, in dem der Wohnungsbesitz sozusagen die kulturelle Norm darstellt.

Wir stehen noch am Anfang. Ich möchte zunächst viel mit der Abgeordnetenkammer und den Akteuren im Wohnungsbau diskutieren. Es gibt noch ein zweites wichtiges Vorhaben, die Neufassung des *Pacte logement* mit den Gemeinden. Den aktuellen Pakt wollen

„Ich glaube nicht, dass es machbar ist, die Preise auf dem freien Markt zu drücken. Ziel ist, dass die öffentliche Hand so viel baut, dass jeder eine dezente Wohnung findet, ob zum Kauf oder zur Miete, und die erschwinglich ist“

wir komplett überarbeiten, ich möchte das mit den Gemeinden tun. Damit ist auch eine pädagogische Arbeit verbunden. Deshalb sage ich, wir gehen konzeptuell vor und stellen eine Art *Modu* für den Wohnungsbau auf. Anhand von ihm werden wir erklären können, was wir wollen. Vielleicht müssen wir tatsächlich auch der breiten Öffentlichkeit erklären, dass es nicht schlimm ist, wenn man den Weg zum Besitz nicht gehen kann oder wenn das länger dauert. Umso mehr, wenn man nicht mehr 40 bis 50 Prozent seines Einkommens in eine Mietwohnung auf dem freien Markt stecken müsste, sondern es daneben erschwinglichere Optionen gibt.

Laut Koalitionsabkommen soll die Entwicklung der Mietpreise auf dem freien Markt „kontrolliert“ werden. Wie soll das gehen?

Das ist eine etwas unglückliche Formulierung. Gemeint ist damit, dass wir für eine bessere Übersicht über die Mietpreise sorgen wollen. Auch soll das Mietgesetz überarbeitet werden. Dass Mieter die

Agenturkosten tragen, ist nicht ganz gerecht. Diese Regel müssen wir überarbeiten. Denn zusammen mit der Kautio kommen dadurch mitunter drei Monatsmieten auf einen Schlag zusammen.

Vorgesehen ist auch, den Verkauf öffentlicher Mietwohnungen auf ein striktes Minimum und Ausnahmefälle zu beschränken. Zurzeit aber ist der Verkauf nach 20 Jahren erlaubt und für Gemeinden, SNHBM und Fonds du Logement Teil des Geschäftsmodells: Diese Verkäufe subventionieren die Sozialmieten.

Dieser Mechanismus ist nicht gemeint mit dem „strikten Minimum“, sondern Verkäufe *en pleine propriété*. Es gibt Gemeinden, die erschließen ihnen gehörende Flächen zu Bauland, lassen sie bebauen und verkaufen die Wohnungen zu Marktpreisen, statt sie zu vermieten. Das finde ich unverantwortlich angesichts der heutigen Situation, so trägt die öffentliche Hand zum Preisauftrieb bei. Im *Pacte logement* möchte ich Vorkehrungen treffen, dass das nicht mehr geschieht.

Die Baulandmobilisierung und die Schaffung einer öffentlichen Grundstücksreserve ist seit Jahren ein großes Thema. Die Regierung will ein staatliches Komitee für den Grundstücksankauf bilden, das Sie präsidieren werden. Soll es Ankäufe im großen Stil tätigen?

Ja.

Wer soll dafür das Geld bereitstellen – der Bürgerfonds, der Kompensationsfonds der Rentenkasse?

Wichtig ist zunächst, dass wir das Komitee schaffen. Der Grundstücksankauf muss strategischer erfolgen. Das setzt voraus, dass man dafür die richtigen Leute hat – das ist ein Beruf für sich. Und wir müssen mit der Landesplanung zusammenarbeiten, dürfen nicht aufkaufen, wo es vielleicht keinen Sinn macht, weil ein Grundstück nicht gut an den öffentlichen Transport angebunden ist oder kein Gewerbegebiet in der Nähe liegt und neue lange Anfahrten zu Arbeitsplätzen entstünden. Zweiter Punkt: Wir müssen wissen, wo der Staat bereits Grundstücke besitzt; wo die Verwaltung für öffentliche Bauten etwas besitzt und was damit geschehen soll, und ob es in der Umgebung von Bahnhöfen Land im öffentlichen Besitz gibt und Pläne für dessen Nutzung. Mit dem Landesplanungsministerium und der Bautenverwaltung hat diese Zusammenarbeit begonnen, was die öffentlichen Grundstücke betrifft. Um private Grundstücke zu analysieren und anschließend auf die Besitzer zuzugehen und von ihnen zu kaufen versuchen, müssen wir uns noch die Mittel geben.

Das war bisher nicht vorgesehen?

Das gab es bisher nicht. Das ist einer der Punkte, die in den Koalitionsgesprächen verhandelt wurden.

Im Koalitionsvertrag wird die Grundsteuerreform ein Mittel zur Eindämmung der Grundstückspekulation genannt. Angekündigt wird auch eine Wertschöpfungssteuer auf Grundstücke, die durch Änderungen kommunaler Flächennutzungspläne (PAG) in Bauland umgewidmet werden, wodurch ihr Wert automatisch steigt. Die vorige Regierung hatte zur Baulandmobilisierung auf Anreize gesetzt. Setzt die neu-alte Regierung nun auch auf Zwangsmittel, weil Anreize allein es nicht gebracht haben?

Ich bin grundsätzlich der Meinung, dass man mit Anreizen weiter kommt als mit Zwangsmaßnahmen. Wenn es um die Baulandmobilisierung geht, sogar noch mehr: Grundstücke sind beim aktuellen Stand der Wirtschaft eine Investition, die sich schwierig durch eine ähnlich ergiebige Investitionsmöglichkeit ersetzen lässt. Des-

halb kommt man heute an Grundstücke oft nur über einen Tausch mit anderen Flächen. Das heißt, man kann Taxen einführen, und ich meine, mit der Grundsteuerreform sollten wir unbedingt ein Element „Spekulationsbremse“ festlegen ...

... aber beim aktuellen Stand der Wirtschaft, wie Sie ihn beschreiben, fragt sich, inwiefern man von Spekulation sprechen kann?

Der Begriff ist sehr sensibel. Man muss auch bedenken, welche Auswirkungen Taxen auf die Mieter haben könnten. Es wird ja vieles umgelegt, am Ende könnten die Mieter das bezahlen müssen. Auf jeden Fall sollten wir nicht länger dazu anreizen, Bauland lange brachliegen zu lassen. Dass die Grundsteuerreform ein Wundermittel sein wird, glaube ich allerdings nicht. Deshalb steht im Koalitionsvertrag noch eine andere Idee: Weil wir wissen, dass viele Besitzer ihre Grundstücke nicht hergeben wollen, könnte der Staat sie vielleicht über einen längeren Zeitraum mieten und dort provisorische Bauten hinstellen.

Zum Beispiel jene Modulhäuser, die der Geschäftsführer der Agence immobilière sociale ins Gespräch gebracht hat?

Beispielsweise. Wir müssen neue Wege gehen und jede Möglichkeit ausnutzen, aus der sich eine bessere Lebensqualität für Wohnungssuchende ergibt. Es mag krass klingen, wenn ich sage, ein Grundstücksbesitzer, der genug Geld hat, gibt das Grundstück kaum her, solange er nicht dringend Bargeld braucht. Das ist aber die Realität, mit der wir konfrontiert sind.

Wenn der Staat solche Flächen mietet, würden ihre Besitzer oben-drein eine Grundrente erhalten.

Stimmt, aber man könnte das Bauland nutzen. Unter welchen Bedingungen, bliebe zu definieren, die Höhe der Grundrente auch.

Die vorige Regierung hatte sich in ihrem Koalitionsvertrag noch vorgenommen, die Wohnungspreise zu „meistern“. CSV-LSAP-Regierungen vorher hatten sie „senken“ wollen. Die aktuelle Regierung hat solche Ankündigungen nicht gemacht.

Wir hätten so etwas ins Koalitionsabkommen schreiben können, und mir würde schon vorgehalten, dass es nicht drinsteht. Aber damit hätten wir den Leuten Sand in die Augen gestreut. Ich glaube nicht, dass es machbar ist, die Preise auf dem freien Markt zu drücken. Ziel ist, dass die öffentliche Hand so viel baut, dass jeder eine dezente Wohnung findet, ob zum Kauf oder zur Miete, und die erschwinglich ist, so dass am Monatsende noch etwas zum Leben übrig ist.

Vizepremier Etienne Schneider (LSAP) hat vor einer Woche dem Land gesagt, bei der Realisierung dieses Vorsatzes stünden die Grünen sich selber im Weg. Sie müssten „innerparteilich klären, ob der Wohnungsbau wichtiger ist oder der Erhalt des Lebensraums des Roten Milan“. Hat er recht?

Ich habe ihn natürlich auf dieses Zitat in Ihrer Zeitung angesprochen, er hat mir versichert, das nicht so gesagt und gemeint zu haben. Was mir evident scheint: Wohnungsbau und Umwelt stehen nicht im Gegensatz zueinander. Beide gehören zu den Prioritäten dieser Regierung, und es ist sinnvoll, diese Themen eng miteinander abzustimmen, was wir auch tun. In Sachen Wohnungsbau bin ich nicht nur auf die grünen Minister angewiesen, es ist eine Herausforderung, die die gesamte Regierung betrifft – und darüber hinaus. Das löse ich nicht allein mit der Umweltministerin.



Baustelle der SNHBM für das Wohnviertel Réimerwee auf dem Kirchberg

Reform der kommunalen Grundsteuer

Langsam herantasten

Peter Feist

15 Jahre, nachdem die Abgeordnetenversammlung im November 2003 die damalige Regierung einstimmig aufgefordert hatte, die Grundsteuer zu reformieren, scheint es nun ernst zu werden: Innenministerin Taina Bofferding (LSAP) erklärte vor fünf Wochen in einem *Radio 100,7*-Interview, „so schnell wie möglich“ werde eine interministerielle Arbeitsgruppe ihren Abschlussbericht schreiben. Er soll zeigen, welche politischen Optionen es zur Reform gibt. Anschließend will die Regierung beraten, wie sie weiter vorgeht. Vermutlich mit dem Gemeindeverband Syvicol, denn das *Impôt foncier* ist eine kommunale Steuer. Weil sie nicht dem Gemeindefinanzausgleich unterliegt, ist sie sogar die wichtigste Steuer, über die eine Gemeinde autonom verfügt – obwohl die Grundsteuer zu den laufenden Kommunaleinnahmen nur zwei Prozent beiträgt und so niedrig ist, dass Anekdoten über Spaßvögel kursieren, die auf einen Steuerbescheid über 2,50 Euro hin das Doppelte überweisen und die Verwaltung, die nicht wisse, wie sie das Trinkgeld verbuchen soll, zur Verzweiflung treiben würden.

Fragen nach den politischen Optionen weist das Innenministerium ab, solange der Abschlussbericht der Arbeitsgruppe nicht vorliegt. Die Ministerin lässt aber ausrichten, „enorm wichtig“ sei ihr zum einen, dass durch das neue Regime Besitzer eines Eigenheims, die darin selber wohnen, „nicht zusätzlich belastet“ werden. Zum anderen solle die Grundsteuer „Teil einer effizienten Methode zur Bekämpfung der Spekulation auf Grundstückspreisen werden“. Denn die Spekulation, so Taina Bofferding, sei „einer der zentralen Gründe für die hohen Wohnungspreise in Luxemburg“.

Dass die für die Gemeinden zuständige Ministerin diese beiden Punkte betont, ist bemerkenswert. Auch das Koalitionsprogramm der Regierung erwähnt die Reform der Grundsteuer ausschließlich als Maßnahme, um „die Grundstücksspekulation zu konterkarieren“ und „das System kommunaler Taxen auf leerstehende Wohnungen und brachliegendes Bauland zu ersetzen und zu vereinfachen“. 2013 dagegen wollten DP, LSAP und Grüne mit

der Grundsteuerreform in erster Linie den Gemeinden „ein stabiles Einkommen sichern, das zur Finanzierung der lokalen Infrastrukturen beiträgt“. Sollten die politischen Ziele, die mit der Reform verbunden werden, nun andere sein als vor fünf Jahren?

Zurzeit ist das schwer zu sagen. Premier Xavier Bettel (DP) hatte nach der Regierungsbildung im *RTL*-Radio erklärt, ob der Erlös aus der Grundsteuer weiterhin den Gemeinden zufließen werde oder der Staatskasse, sei noch offen. Anfang Januar sah es danach weniger aus, denn die Innenministerin sagte, die Gemeinden sollten einen „Einfluss“ auf die Grundbesteuerung behalten. Aktuell ist sie eine Art Vermögenssteuer auf den „Einheitswert“ von Flächen und Gebäuden. Den Einheitswert ermittelt die Steuerverwaltung in einem aufwändigen Verfahren. Ehe daraus die „Besteuerungsbasis“ wird, sind weitere Rechenoperationen nötig. Die Besteuerungsbasis wird von der jeweiligen Gemeinde am Ende je nach Grundstückstyp mit lokalen „Hebesätzen“ multipliziert. Theoretisch könnte eine Gemeinde sich ihre Grundsteuerreform selber basteln, falls sie die Hebesätze drastisch erhöht. Doch das tut niemand, denn die Grundsteuer ist so niedrig, weil die Einheitswerte ein deutsches Modell sind, das seit der Nazi-Okkupation Luxemburgs nicht mehr aktualisiert wurde. Sogar neu gebaute Häuser in Top-Lagen rechnet die Steuerverwaltung auf Werte von 1941 um. Die Besteuerung pauschal zu erhöhen, ohne die Einheitswerte zu aktualisieren, würde Ungerechtigkeiten provozieren. Doch auch eine Aktualisierung könnte als ungerecht empfunden werden: In Randgemeinden der Hauptstadt etwa, die 1941 überwiegend aus Wäldern und Wiesen bestanden, mittlerweile aber massiv urbanisiert sind, ergäbe sich aus zeitgemäßen Einheitswerten eine sehr viel höhere Steuerlast.

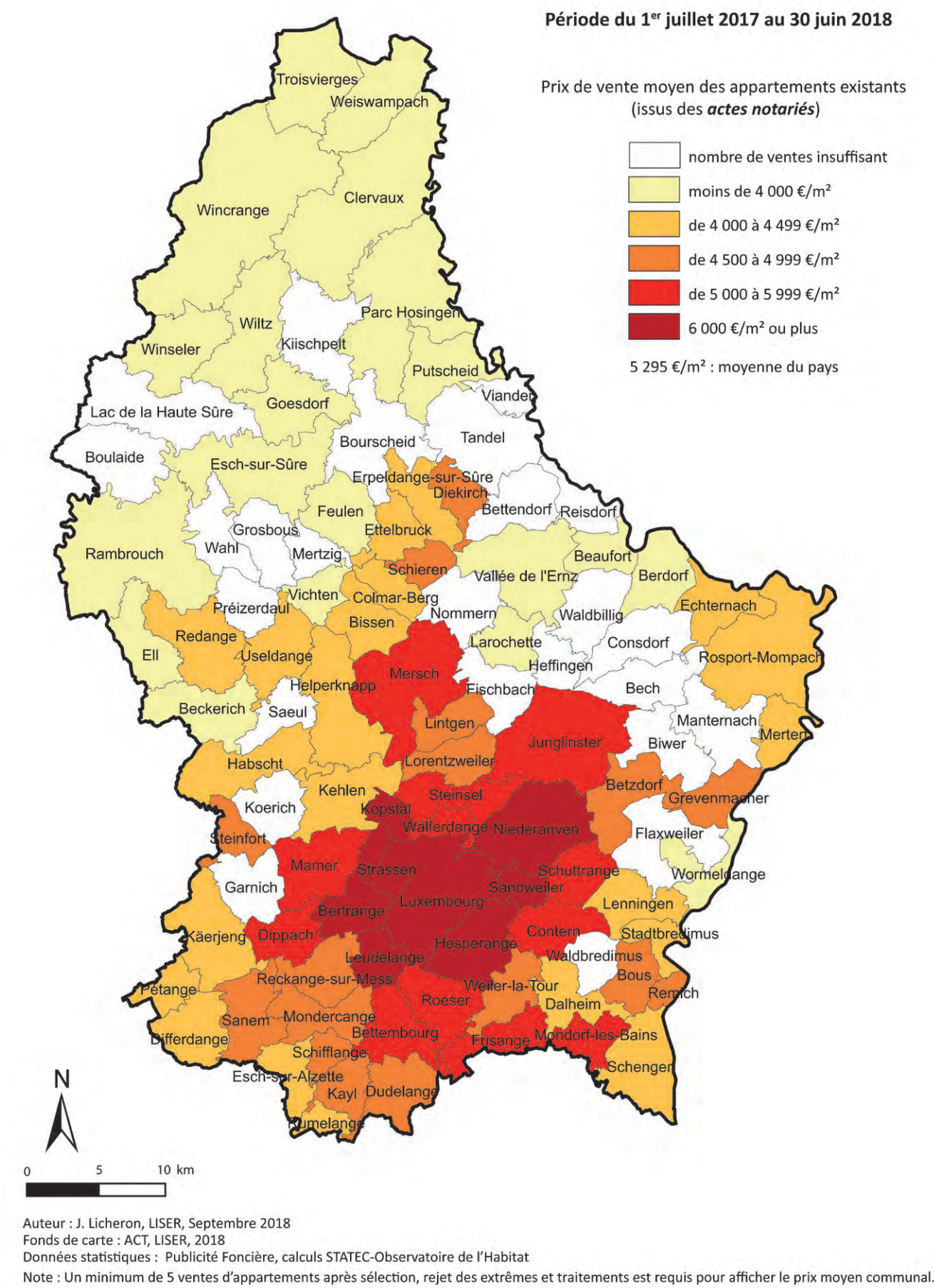
Die Regierung scheint nicht abgeneigt, vom komplexen Einheitswert-System teilweise abzurücken und nur noch die Grundstückswerte zu besteuern, aber nicht mehr die Gebäude. Gegenüber heute wäre das eine Vereinfachung. Darauf deutet hin, dass Taina Bofferding erklärt hat, ein „Gleichgewicht bei der Besteuerung von Grund-

Gut möglich, dass der Regierung vorschwebt, die Grundsteuer nur noch auf den Grundstückswert zu erheben

stückswerten“ müsse gefunden werden. Der Koalitionsvertrag wiederum bringt die Grundsteuerreform in Verbindung mit den kommunalen Flächennutzungsplänen (PAG). Bis zum 1. November dieses Jahres soll in jeder Gemeinde ein „PAG der neuen Generation“ in Kraft oder zumindest das Verfahren dazu gestartet sein. Die Einstufung der Flächen im PAG hat Einfluss auf ihren Wert. Da Grundstückswerte eher steigen als sinken, gäbe ihre Besteuerung natürlich eine längerfristig stabile Einnahmequelle her; für welche öffentliche Kasse auch immer.

Sich Inspiration aus Deutschland zu holen, ist für Luxemburg vor zwei Wochen heikler geworden. Dort hatte das Bundesverfassungsgericht vor einem Jahr das veraltete Einheitswert-System für verfassungswidrig erklärt und bis Ende 2019 zu ändern verlangt – sonst müsse die Grundsteuer außer Kraft treten. Einem am 1. Februar getroffenen politischen Kompromiss zufolge sollen in Deutschland Gebäude- und Grundstückswerte besteuert werden, wenngleich auf vereinfachte Weise. Eine große Rolle bei der Besteuerung soll eine „durchschnittliche Nettokaltmiete“ in Wohnungen spielen. Diesen Ansatz zu übernehmen, weil man das deutsche System schon hat, wäre für Luxemburg keine gute Idee: Es wäre eine Einladung, die Steuer auf die Mieter abzuwälzen, und ginge konträr zu den Bekenntnissen für „erschwingliche Mietwohnungen“. Wie die Dinge liegen, ist Luxemburg mit seiner Grundsteuerreform auf sich allein gestellt.

Les prix de l'immobilier résidentiel sur le territoire du Grand-Duché depuis 2010



Carte des prix de vente des appartements existants en 2017-2018

Julien Licheron

L'une des principales caractéristiques du marché du logement luxembourgeois est la régularité dans les hausses des prix des logements : entre le premier trimestre 2010 et le troisième trimestre 2018, l'indice des prix des logements publié par le Statec a augmenté à un rythme d'environ 4,7 pour cent par an. Cette hausse des prix a touché de façon quasi uniforme les différents segments du marché : les logements existants comme les logements en construction, les appartements comme les maisons. La hausse des prix observée s'explique en effet avant tout par des déterminants structurels, et en particulier par la très forte demande en logements, elle-même alimentée par un taux de croissance de la population supérieur à deux pour cent chaque année depuis 2010.

La hausse des prix des logements au Luxembourg depuis 2010 est nettement supérieure à la moyenne des pays de l'Union européenne, mais elle n'est pas un cas totalement isolé pour autant. La croissance des prix de l'immobilier résidentiel a même été plus forte que celle du Luxembourg dans plusieurs pays de l'Union européenne (Autriche, Suède et pays baltes, notamment). – Cf. figure 1.

Si l'on se limite aux pays voisins du Luxembourg, la hausse des prix relevée au Luxembourg n'est que légèrement supérieure à celle relevée en Allemagne (qui s'élève en moyenne à +3,9 pour cent par an au niveau national depuis 2010), mais assez nettement supérieure à celle relevée en Belgique (+2,2 pour cent par an) et en France (+1,1 pour cent par an en moyenne). Dans certaines grandes villes allemandes caractérisées par une forte croissance démographique et économique depuis 2010 (telles que Munich et Berlin), la hausse des prix des logements est très comparable à celle relevée au Luxembourg. – Cf. figure 2

Les différences de prix sont toutefois importantes pour un territoire de la taille du Grand-Duché de Luxembourg. Par exemple, pour

la vente d'un appartement existant, les prix de vente s'échelonnent quasiment du simple au double selon les communes : moins de 3 500 euros par mètre carré en moyenne dans certaines communes du nord et de l'ouest comme Clervaux et Wiltz, contre environ 7 500 euros par mètre carré à Luxembourg-Ville (mais avec, là encore, de fortes disparités selon les quartiers). – Cf. carte

Le rôle de l'accessibilité à la capitale dans la structure spatiale des prix des logements a d'ailleurs largement augmenté sur les dernières années. Les prix des logements ont ainsi augmenté beaucoup plus fortement depuis 2009 à Luxembourg-Ville et dans les communes voisines que dans le nord du pays. À titre d'illustration, le prix de vente moyen par mètre carré d'un appartement existant a augmenté d'environ 6,7 pour cent par an à Luxembourg-Ville depuis 2009 (passant de 4 060 euros par mètre carré en 2009 à 7 508 euros par mètre carré en 2017-2018).

Dans le même temps, la hausse des prix est restée inférieure à quatre pour cent en moyenne dans la grande majorité des communes du sud-ouest du pays comme Esch-sur-Alzette (+3,8 pour cent en moyenne annuelle entre 2009 et 2017-2018), Differdange, Dudelange et Pétange notamment, ainsi que dans la Nordstad (+3,4 pour cent à Ettelbruck en moyenne annuelle, par exemple). Dans la partie nord du pays, la hausse des prix a été plus modérée : à Wiltz, le prix de vente moyen d'un appartement existant a ainsi augmenté de 2,9 pour cent par an en moyenne entre 2009 et 2017-2018. – Cf. figure 3

Julien Licheron est économiste au Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (Liser) et coordinateur de l'Observatoire de l'Habitat du ministère du Logement, qui a pour missions de produire de l'information nécessaire à la planification de la politique du logement et d'informer le public sur les questions relatives à l'habitat.

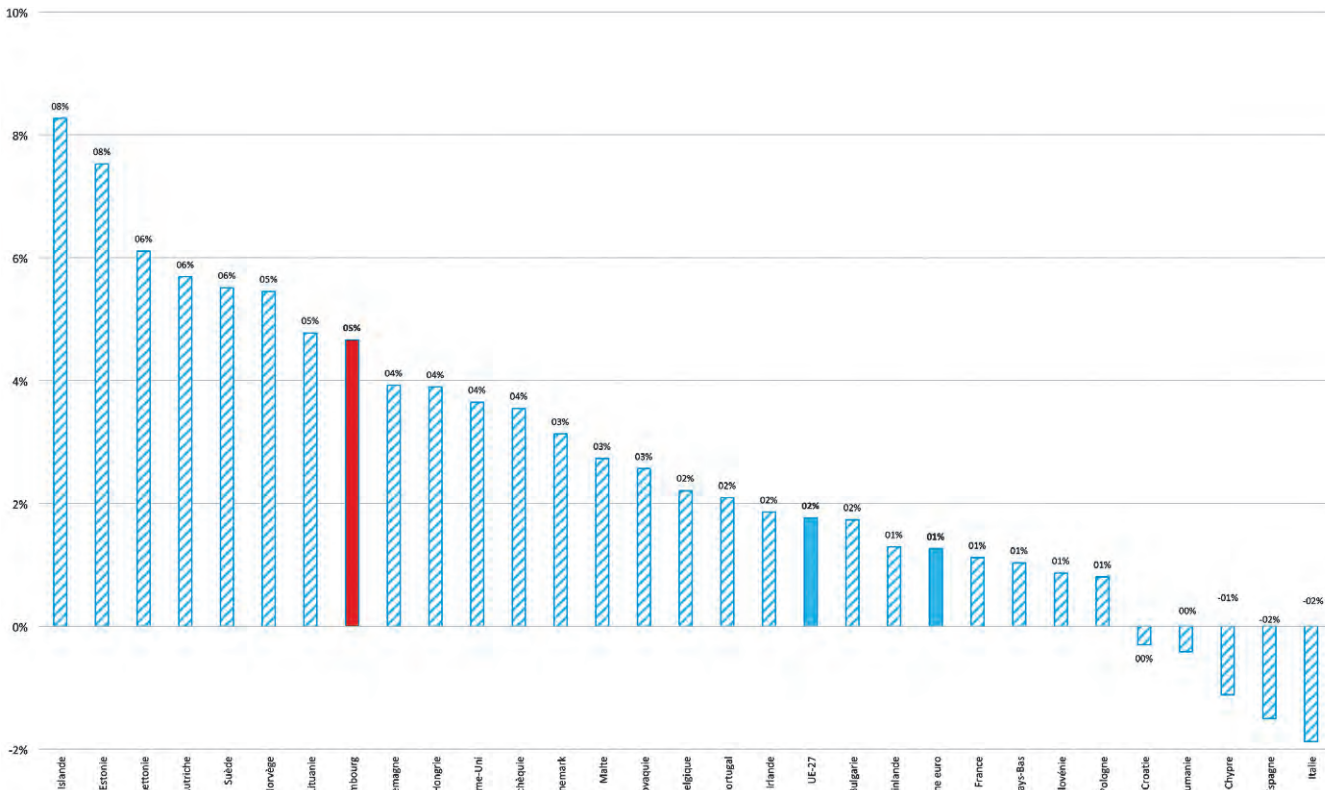


Figure 1 : Taux de croissance annuel moyen des prix des logements entre le 1^{er} trimestre 2010 et le 2^e trimestre 2018 dans l'UE

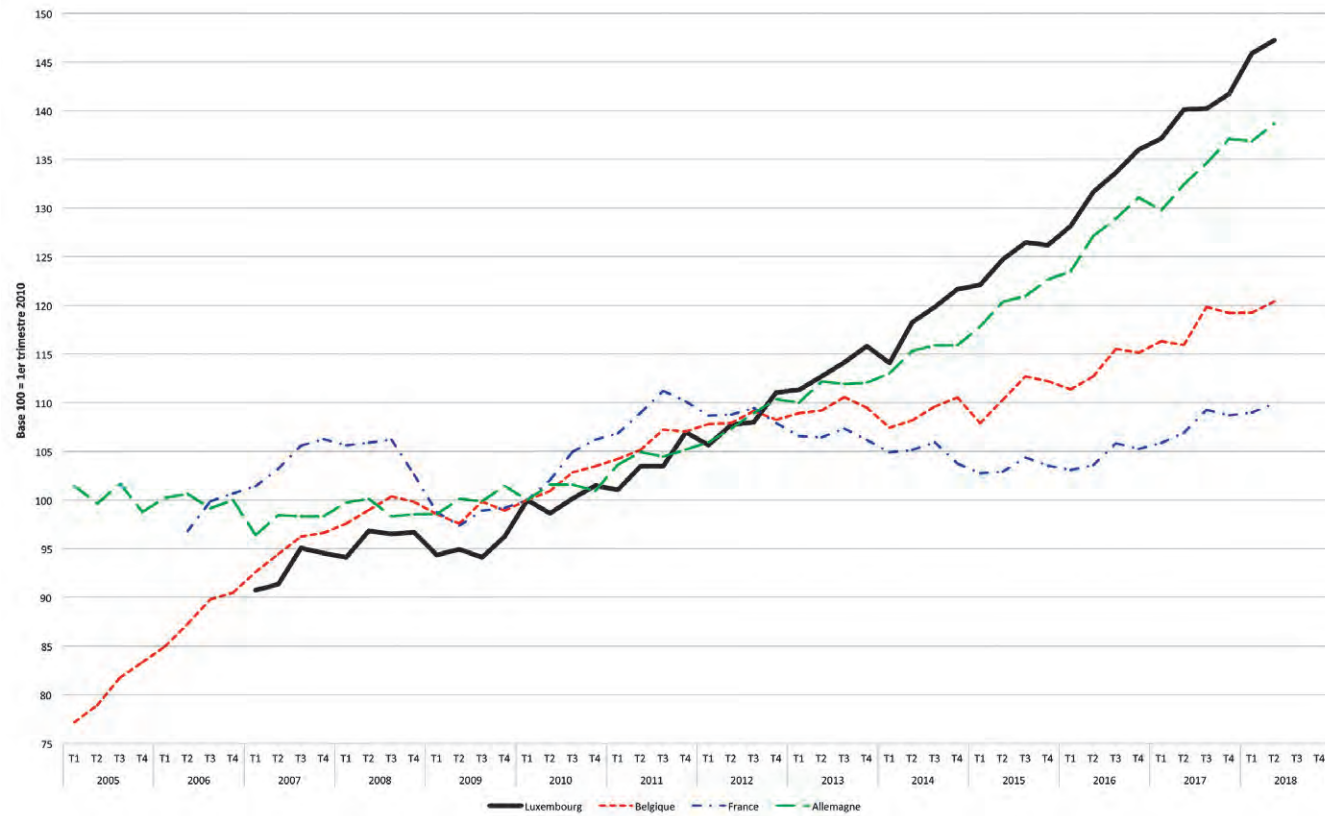


Figure 2 : Évolutions comparées des prix de l'immobilier résidentiel au Luxembourg et dans les pays voisins

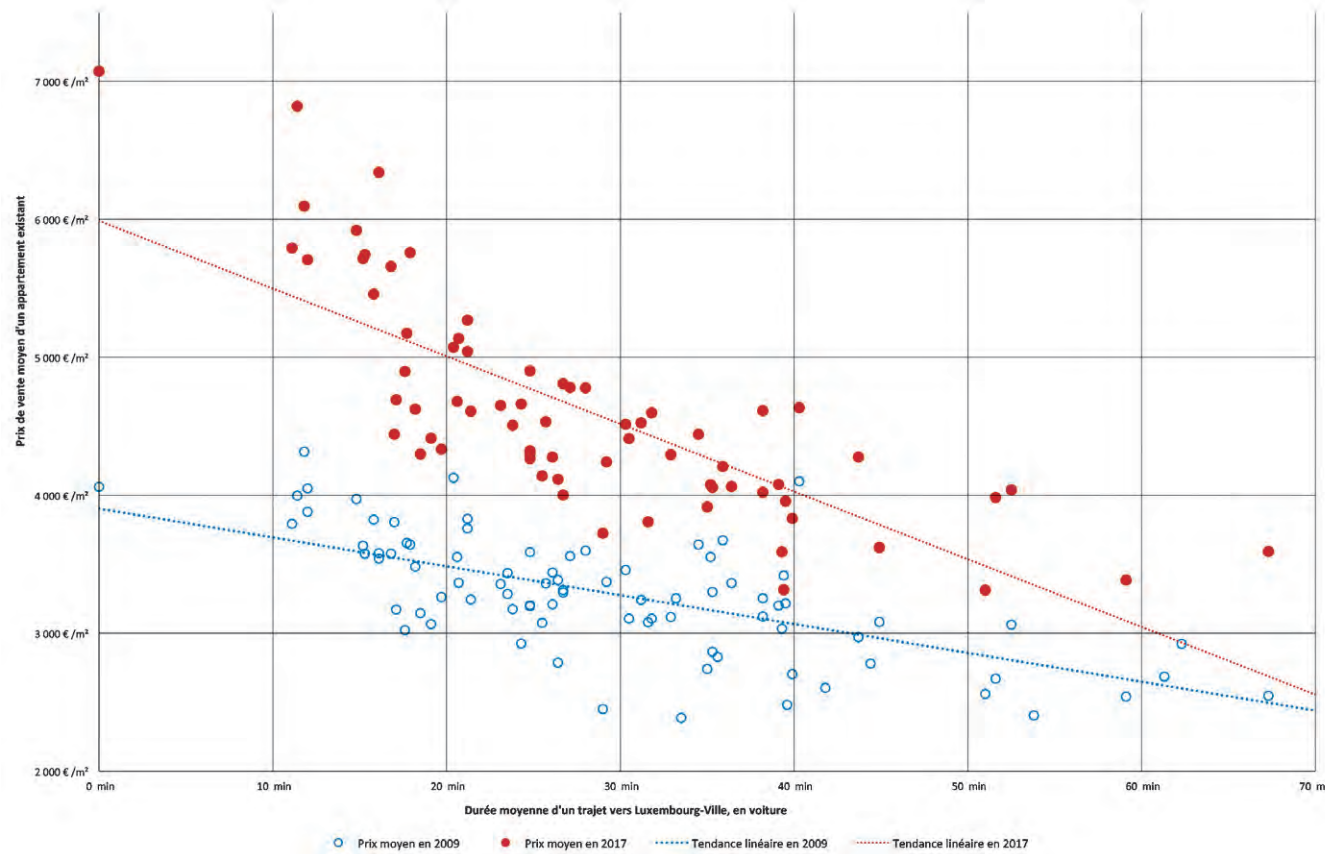


Figure 3 : Hausse de prix en moyenne annuelle en 2009-2017 dans les communes luxembourgeoises en comparaison régionale

Wenn Wohnkisten nicht sein müssen

Wem sollen Grund und Boden dienen? Welche Wohnungen wollen wir und wer soll sie bauen? Und: Wie wollen wir zusammenleben?

Florian Hertweck

Im ganzen Land sehen wir derzeit die immer gleichen weißen Wohnkisten wie Pilze aus dem Boden sprießen. Ihr ästhetisches Highlight besteht im Zusammenschluss einiger PVC-Fenster zu einer grauen Putzfläche. Diese Würfel sehen nicht nur trostlos aus, ihre Grundrisse vermögen dazu noch den Bedürfnissen einer sich wandelnden Gesellschaft in keiner Weise gerecht zu werden. Zwar werden vermutlich nur die wenigsten dieser Gebäude ihre durchschnittliche Halbwertszeit erreichen und in wenigen Jahrzehnten den Abrissunternehmen reichlich Sondermüll bescheren, solange aber stehen sie erst mal in der Landschaft und treiben nicht nur jenen Tränen in die Augen, die darin wohnen müssen.

Im Gegensatz zu dem, was viele glauben, nämlich dass dieses Ärgernis am Unvermögen der Architekten liegt, sind die

Gründe dafür in den Logiken der Raumproduktion zu finden, in die unser Berufsstand meistens sowieso zu spät eingreift. Ich möchte diesen Gastbeitrag nicht nur dazu nutzen, die Ursachen für das luxemburger Wohnungsproblem darzulegen, sondern auch Handlungsperspektiven anreißen.

Über die positiven Effekte eines mittlerweile langanhaltenden ökonomischen Wachstums in Luxemburg, von dem die meisten Einwohner profitieren, müssen wir nicht weiter reden. Ein wesentlicher Pfeiler des luxemburgischen Gemeinwesens beruht auf der relativ hohen Kaufkraft, an der es in unseren Nachbarländern vielen mangelt. Gleichzeitig generiert das ökonomische Wachstum mitsamt der Schaffung zahlreicher Arbeitsplätze eine Bevölkerungswachstumsrate, die in Europa ihresgleichen sucht. Die zusätzliche Nachfrage an Wohnraum durch jährlich circa 11 000 neue Einwohner trifft auf ein völlig unzureichendes Angebot, weshalb die hiesigen Mieten und Kaufpreise in astronomische Höhen geschwungen sind. Daraus folgt seit geraumer Zeit die Unmöglichkeit für die große Mehrheit der in Luxemburg Beschäftigten, in der Nähe ihres Arbeitsplatzes zu wohnen oder überhaupt eine bezahlbare Wohnung zu finden: Je nach Einkommen müssen sie immer weiter draußen leben und haben immer größere Entfernungen zu bewältigen.

Die Folgen dieses Missstands sind nicht nur ein ärgerlicher Verschleiß von Zeit und Energie in Staus und überfüllten und regelmäßig verspäteten Zügen und somit geraubte Lebensqualität, sondern auch Umweltverschmutzung und Gefährdung der Gesundheit. Denn neben den Gehältern ist Luxemburg auch europäischer Spitzenreiter im CO₂-Ausstoß pro Einwohner, was auch am staatlich geförderten Tanktourismus und der hier überdurchschnittlich ausgeprägten Leidenschaft für schwere und antriebsstarke Autos liegt. Wir sollten jedoch das Problem nicht von der Mobilität her denken, auch wenn der Ausbau von nachhaltigen Infrastrukturen natürlich Sinn macht, sondern zuerst einmal von der Immobilität ausgehen.

Zugriff auf Grund und Boden

Die Ursache für den Mangel an bezahlbaren, funktionalen und lebenswerten Wohnungen liegt zunächst in der Schwierigkeit, Grund und Boden für den Bau von Wohnungen zu mobilisieren. Die Grundsteuer auch auf unbebaute, baureife Grundstücke ist noch immer rein symbolisch. Viele Eigentümer lassen ihre Flächen deshalb entweder als Spekulationsobjekt oder als Vermächtnis für die nächsten Generationen brachliegen.

Gleichzeitig kann die öffentliche Hand selbst auf so gut wie kein Flächenreservoir mehr zurückgreifen. Weniger als acht Prozent des gesamten baufähigen Bodens befinden sich noch im Besitz des Staates oder der Gemeinden. Wenn Wälder und landwirtschaftliche Flächen nun geschützt werden, was nicht nur ökologisch motiviert ist, dann macht sich in einem kleinen Land wie Luxemburg der mangelnde Zugriff auf baufähigen Boden auf dem Wohnungsmarkt

extrem bemerkbar. Selbst in grenznahen Gemeinden sind die Preise für Bauland extrem hoch.

Entwickler geben einen großen Anteil der Projektkosten für den Erwerb der Grundstücke aus – in guten Lagen gar mehr als die Hälfte der Gesamtkosten –, weshalb sie zum einen die Kubatur des Bebauungsplans bis zum letzten Quadratmeter auspressen, zum anderen die Kosten auf die Käufer oder Mieter umwälzen, was ihnen aufgrund der massiven Nachfrage auch gelingt. Und für qualitative Architektur bleibt kaum noch etwas übrig.

Für die Gemeinden ist die Situation nicht erfreulicher. Einerseits sehen sie sich mit den Klumpen der Bauträger konfrontiert, die allein schon aufgrund der schieren Masse nicht in städtische und noch weniger in dörfliche Gewebe der Gemeinden passen. Andererseits sind sie aufgrund ihres mangelnden Bodenreservoirs darauf angewiesen, Grundstücke von Entwicklern oder Eigentümern teuer zu erwerben, um den nötigen bezahlbaren Wohnraum herzustellen.

Verkauft die Gemeinde die Wohnungen nach der Realisierung, dann sind sie aufgrund der horrenden Bodenkosten nur für Topverdiener bezahlbar („bezahlbarer“ Wohnraum ist keine feste, sondern nur eine relative Größe). Behält eine Gemeinde die Grundstücke und gar die Wohnungen und verpachtet beziehungsweise vermietet sie, dann wird der Grundstückserwerb vom Staat stark subventioniert. Die Subventionen werden naturgemäß durch Steuergelder finanziert, die der Staat aber aus anderen Bereichen akquirieren muss.

Daher geht die Bodenfrage im Grunde genommen über die Frage nach der Bereitstellung von Wohnraum weit hinaus: Wollen wir in einer Gesellschaft leben, in der Grund und Boden als Spekulationsobjekt für den Gewinn weniger mit negativen sozialen Folgen für viele und ökologischen Folgen für alle genutzt wird? Oder wollen wir eine Gesellschaft, in der Grund und Boden als gemeinschaftliches Gut wie Luft und Wasser behandelt wird?

Auch wenn die Geschichte der Bodenfrage zeigt, dass diese Auseinandersetzung über die gängigen ideologischen Muster hinausreicht, wird sie so schnell nicht zu lösen sein. Durchaus realistisch ist jedoch heute die Forderung nach einer gerechten Grundsteuer, die dem Hauseigentümer und Mieter keine zusätzliche Belastung beschert, sondern zumindest unbebaute Grundstücke so besteuert, dass sie mobilisiert werden. Darüber hinaus muss die öffentliche Hand so ausgestattet werden, dass sie ihr Bodenreservoir deutlich aufzustocken vermag, um selbst im Wohnungsbau handlungsfähig zu werden. Gemeinden müssen von ihrem Vorkaufsrecht Gebrauch machen können, wozu es eines nationalen Bodenfonds bedarf. Grundstücke in öffentlicher Hand dürfen unter keinen Umständen verkauft, sondern nur noch über Erbpachtvertrag vergeben werden, wobei die Verträge sozial und innovativ gestaltet werden müssen: Der Erbpachtzins muss angemessen ausfallen und nicht zu Be-

Entwickler geben einen Großteil der Projektkosten zum Grundstückserwerb aus. Weshalb sie die Kubatur des Bebauungsplans bis zum letzten Quadratmeter auspressen und die Kosten auf Käufer und Mieter umwälzen. Für qualitative Architektur bleibt kaum noch etwas übrig



Gemeinschaftsraum der Berliner Baugemeinschaft R50, Ifau und Jesko Fezer, realisiert von Heide & von Beckerath. Erstbezug 2013 (oben). Wohngenossenschaft Kalkbreite in Zürich, realisiert von Müller Sigrist Architekten. Erstbezug 2014 (unten)

ginn in Gänze anfallen. Ferner sollten für die Stadtgemeinschaft wichtige Nutzungen sowie Mietpreisbindungen in den Erbpachtvertrag eingeschrieben werden, der dadurch zu einem viel geeigneteren Instrument für die Herstellung einer sozialen und funktionalen Durchmischung wird als Flächennutzungspläne und Bebauungspläne.

Diversifizierung des Wohnungsbaus

Die Entstehung der immer gleichen Wohnkisten hat auch damit zu tun, dass das überwältigende Gros des Luxemburger Wohnungsbaus exklusiv von der privaten Immobilienwirtschaft hergestellt wird, deren gesellschaftliches Interesse naturgemäß begrenzt ist. Nicht nur der Boden, auch die Wohnung wird als handelbare Ware begriffen, und das nicht nur in Luxemburg. „Wir haben zugelassen“, resümierte kürzlich der Direktor der neu geschaffenen Internationalen Bauausstellung in Stuttgart, „dass Stadt Ware wird, und haben gleichzeitig eine Generation intelligenter Menschen in der Finanzwirtschaft herangezüchtet, die sie so behandeln.“

Die letzten vier Jahrzehnte haben gezeigt, dass der freie Markt in der Wohnungsfrage überhaupt nichts regelt, weder eine Durchmischung, noch eine ansprechende Baukultur, und schon gar keinen bezahlbaren Wohnraum für die breite Bevölkerung. Auch sind Großprojekte, wenn sie wie an der Cloche d'Or großkörnig angelegt sind, trotz so genannter Nachhaltigkeitszertifikate kaum brauchbare Lösungen. Der Begriff der Körnigkeit beschreibt im Städtebau den Maßstab der städtischen Struktur: Wird diese wie in Gasperich durch große Brocken dominiert, die Blocks mit zig Meter langen, funktional wie ästhetisch monotonen Fassaden und einer mehr oder weniger homogenen Bevölkerungsstruktur verklumpen, die ihre Einkäufe in der Shopping Mall erledigen? Oder ist die Struktur feingliedrig wie ein Mosaikbild, das eine funktionale, soziale wie ästhetische Diversität generiert?

Würde es uns gelingen, mehr Grund und Boden für den Bau von Wohnungen und weniger für Gewerbe zu mobilisieren, dann ist die nächste Frage, welche Wohnungen wir

In Zürich, wo ähnlich wie in Luxemburg im Schnitt hohe Einkommen gezahlt werden und sehr hohe Lebenshaltungskosten herrschen, sind mehr als 90 Prozent des Wohnungsbestands Mietwohnungen, 20 Prozent davon genossenschaftliche

bauen und wer diese Wohnungen baut. Wir brauchen eine deutliche Diversifizierung des Wohnungsbaus – weniger investorengesteuert, mehr öffentlich und vor allem: mehr gemeinschaftlich. Nicht nur muss der Bestand von sozialem Wohnungsbau deutlich aufgestockt werden, es sollten darüber hinaus gemeinschaftliche Initiativen wie Baugruppen und Genossenschaften massiv gefördert werden.

Zürich beispielsweise, wo ähnlich wie in Luxemburg im Durchschnitt hohe Einkommen gezahlt werden und sehr hohe Lebenshaltungskosten herrschen, ist im „sozialen“ Wohnungsbau vorbildlich. Mehr als 90 Prozent des Wohnungsbestands sind Mietwohnungen, davon entfallen 20 Prozent auf genossenschaftlichen Wohnungsbau. Das Zürcher Beispiel zeigt, dass der Schlüssel hierfür in einer Allianz von Stadtpolitik und Stadtgemeinschaften liegt: Bürgerinitiativen müssen logistisch sowie mit der Bereitstellung von Grund und Boden als auch mit einem niedrigen, ihnen angemessenem Darlehen unterstützt werden. Baugruppen finden ihre Mitglieder in der Regel in der höheren Mittelschicht, sind somit sozial homogener als Baugenossenschaften, aber auch hier ermöglicht der Zusammenschluss von Bürgern und der Ausschluss von Entwicklern die Herstellung von gemeinschaftlichen Flächen und Nutzungen sowie ein unmittelbares Verhältnis von Bauherren und Planer. Die Nutzer greifen von vornherein in die Gestaltung ein, was bei Investorenprojekten im besten Fall nur bei der Ausstattung stattfindet. Beispiele in Zürich, Wien, Berlin oder München zeigen, wie das trotz moderater Budgets eine hohe architektonische Qualität und neue Wohnbautypologien hervorbringt.

Teilhabe und neuer Gemeinschaftssinn

Luxemburg liegt in den Statistiken auch ganz weit vorne, was den Flächenverbrauch pro Einwohner betrifft, der seit der Nachkriegszeit ständig gestiegen ist und für komfortablere Wohnstandards gesorgt hat, mittlerweile aber zum sozioökologischen Wahnsinn geworden ist. Die Flächenreduktion des gemeinschaftlichen Bauens vermag weit über die Idee des kompakten Bauens hinauszugehen, wenn sie programmatisch und architektonisch weitergedacht wird. Wir benötigen eine zeitgemäße Interpretation des modernistischen Existenzminimums – eine Art Existenzoptimum –, das der neuen Bevölkerungsstruktur mehr entspricht als



Gemeinschaftshof der Berliner Baugemeinschaft BIGYard, realisiert von Zanderoth Architekten. Erstbezug 2010

die typischen Wohntypologien des klassischen Entwicklermodells. Immerhin sind viele der neuen Einwohner Singles und alleinerziehende Elternteile. Und das, was durch die Reduktion wegfällt, kann dann in gemeinschaftlichen Räumen wieder hinzugewonnen werden.

Dafür gibt es viele Beispiele. In Wien und Barcelona gibt es sozialen Wohnungsbau mit Pools für alle auf dem Dach. Baugruppen in Berlin bieten ihren Bewohnern einen Gemeinschaftsraum für Veranstaltungen an, andere haben Gästewohnungen für Familie und Freunde. In Freiburg wohnen in Genossenschaften Rentner mit Studenten zusammen, die ihnen ihre Einkäufe erledigen. Überall entstehen Genossenschaften mit gemeinsamen Gärten und mit Räumen, die von den Bewohnern auch zum Arbeiten genutzt werden können.

Diese hybrideren Wohnformen reduzieren nicht nur die bebaute Fläche und die Nutzungen des Autos, sie entsprechen auch dem Lebensgefühl der jüngeren, deutlich nomadischen Generation, die den Gemeinschaftssinn über die ständige Steigerung des Lebensstandards hinaus definiert und mit dem Lebensmotto unserer Eltern „Mein Haus, mein Garten, mein Auto“ kaum mehr etwas anzufangen weiß. Der klassische Eigentumsbegriff löst sich derzeit viel unideologischer auf, als es in den letzten Jahrzehnten des 20. Jahrhunderts in den alternativen Biotopen der Fall war. Teilen wird zum Lifestyle.

Die neue Kultur des Zusammenlebens löscht dabei keineswegs die Intimsphäre der Wohnung auf, wie es beispielsweise in den Kommunen der Fall war. Wir als Planer haben dabei den Auftrag, nicht nur für diese neuen Typologien eine ansprechende Architektur zu entwerfen, sondern auch die Schwellen zwischen den sich neu ausdifferenzierenden Sphären der Privatheit, Gemeinschaft und Öffentlichkeit sorgsam zu gestalten.

Wo gebaut werden soll

Abschließend noch eine Bemerkung dazu, wo gebaut werden sollte, nämlich nicht gleichmäßig in allen Gemeinden, sondern neben der Hauptstadt vor allem in jenen Städten, die wie Esch/Alzette, Differdingen oder Düdelingen bereits eine urbane DNA vorweisen können. Im Gegensatz zu Kleinstädten und Dörfern, in denen der Bau vieler Woh-

nungen auf einen Mangel an Versorgung – Kinderbetreuungseinrichtungen, Schulen, Arztpraxen, Geschäfte und so weiter – trifft und somit das Mobilitätsproblem verschärft, hätte die Verdichtung und der Ausbau von latenten Mittelstädten einen positiven Effekt auf deren Urbanität. Vorhandene Fußgängerzonen würden belebter, Bürgerinitiativen, Vereine und kulturelle Veranstaltungen fänden mehr Zulauf. Demografisches Wachstum kann für Städte ein Gewinn sein, wird es in eine kleinteilige Körnigkeit verteilt, die die Stadt vom Viertel bis ins Gebäude durchmischt.

Und wir brauchen die vorurteilsfreie Umnutzung des Bestands – Konversionen, Renovierungen, Überbauungen, Anbauten –, bei dem der Gebrauch noch mehr im Vordergrund steht. Dazu bedarf es einer kritischen Revision der Bebauungs- und Flächennutzungspläne, die verschiedene, heute voneinander räumlich getrennte Felder wie Stadt und Natur oder Wohnen und Arbeiten in ein viel engeres, kleinteiligeres Verhältnis setzen müssten. Wer will nicht in lebendigen Stadtvierteln leben, wo Jung und Alt, Einheimische und neu Hinzugezogene, Vermögende und weniger Vermögende, Hochkulturelle und Subkulturelle, wo der Banker, die Designerin, die Krankenschwester, der Polizist, der Verwaltungsangestellte, die Akademikerin zu Fuß oder mit dem Fahrrad zur Arbeit und in die Natur gehen beziehungsweise fahren können, wo nachbarschaftlich gewohnt und sich zur Gartenarbeit oder zu anderen Aktivitäten und Veranstaltungen getroffen wird, wo das Einkaufen in kleinen Geschäften über das Konsumieren in klimatisierten Shopping Malls und den immer wieder gleichen Geschäften der internationalen Ketten hinausgeht, wo sich aber auch jeder gleichzeitig diskret zurückziehen kann?

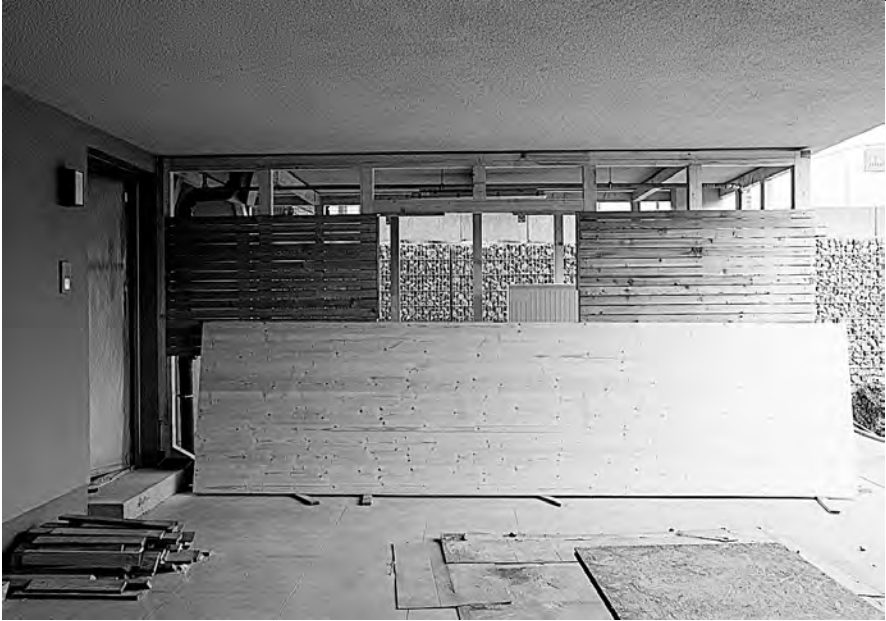
Auch wenn Bauen an sich eine träge Angelegenheit ist und nicht unmittelbar auf die offensichtlichen Herausforderungen zu reagieren vermag, lohnt es sich, die Wohnungsfrage offensiv und maßstabsübergreifend anzugehen, weil sie für unser Zusammenleben von wesentlicher Bedeutung ist. Zum einen mit realistischen Zielen wie einer angemessenen Grundsteuer und zeitgemäßen Leitplanungen, zum anderen aber auch mit Modellen, Experimenten und Leitbildern, die Planer inspirieren und Nutzer begeistern.

Florian Hertweck ist Architekt und Professor an der Universität Luxemburg, wo er den Masterstudiengang Architektur leitet.



Modell für eine recycelbare Architektur. Die Arbeit der Universität Luxemburg entstand im Rahmen des EU-Forschungsprojekts ECON4SD

Universität Luxemburg



Bezahlbarer Wohnraum ist knapp. Die Caritas schätzt, dass 30 000 solcher Wohnungen fehlen. Kostet der Bau einer Wohnung – ohne den Grundstückspreis – im Landesschnitt 350 000 Euro, fragt sich, wer die vielen Wohnungen finanzieren soll

Erst mieten, später kaufen

Peter Feist

Jean-Paul Scheuren kann sich noch immer über die Pressekonferenz aufregen, die am 29. September 2017 der damalige Wohnungsbauminister Marc Hansen (DP) und Sozialminister Romain Schneider (LSAP) gegeben hatten. Scheuren ist Präsident des Branchenverbands der Immobilienwirtschaft, der Chambre immobilière du Grand-Duché de Luxembourg (CIGDL). „Ungeniert kopiert“ hätten Hansen und Schneider damals eine Idee der CIGDL. Sogar das Versprechen auf einen „Paradigmenwechsel“ stamme eigentlich von ihr.

Die beiden Minister hatten vor 18 Monaten ein Pilotprojekt vorgestellt: In Grevenmacher werde der Fonds du Logement 23 Wohnungen bauen, der Kompensationsfonds der Pensionskasse sie anschließend kaufen und à coût modéré vermieten. Bewähre sich das Projekt, könnten womöglich weitere folgen, so die Minister. Das klang, als zeichne sich ein Weg ab, um einen Teil der Rentenreserve für den öffentlichen Wohnungsbau zu nutzen. Bis zu fünf Prozent der Reserve können auf den heimischen Immobilienmärkten eingesetzt werden, sieht die Investitionsstrategie des Kompensationsfonds vor. Ende 2017 entsprach das 900 Millionen von insgesamt rund 18 Milliarden Euro.

Die Chambre immobilière hatte eine andere Idee und sie, wie ihr Präsident sagt, schon ab 2011 dem damaligen CSV-Wohnungsbauminister Marco Schank nahezubringen versucht: Mietwohnungen, deren Miete 75 Prozent unter dem Preis auf dem freien Markt läge, könne der Privatsektor liefern – 18 000 innerhalb von maximal zehn Jahren. Die Miete wäre in der reduzierten Höhe zehn Jahre lang garantiert, Anpassungen nach oben gäbe es keine. Nach Ablauf der zehn Jahre könnte der Mieter die Wohnung kaufen; die im Vergleich zum Marktpreis kleinere Miete in den Jahren vorher sollte ermöglichen, Kapital für den Kauf anzusparen. Wer nicht kaufte, müsste nach den zehn Jahren entweder eine Mieterhöhung auf Marktniveau hinnehmen, oder in eine andere vergünstigte Wohnung umziehen. Dann begänne mit einem neuen Vertrag eine neue Zehn-Jahre-Periode bis zur nächsten Mietkauf-Gelegenheit.

„Klar stieß unsere Idee zunächst auf Misstrauen“, sagt Jean-Paul Scheuren. „Wieso machen die das?, wurde gefragt, schließlich sind wir gewinnorientierte Unternehmer.“ Doch mit dem traditionellen Geschäftsmodell der Branche habe das der Mietkauf-Wohnungen nichts zu tun: „Es ist längerfristig angelegt, da stellt sich der Return-on-investment erst nach 30 bis 40 Jahren ein und der Unternehmer baut sich einen großen Bestand an solchen Wohnungen auf.“ Das traditionelle „Promotoren-Modell“ dagegen mache sich schon nach drei bis fünf Jahren bezahlt.

Nicht nur mit der Größe ihres Angebots von 18 000 vergünstigten Wohnungen winkte die Chambre immobilière. Das andere Argument lautete: Im landesweiten Durchschnitt koste der Bau einer Wohnung 300 000 Euro, den Grundstückspreis nicht eingerechnet. Multipliziert mit 18 000 Wohnungen ergab das 5,4 Milliarden Euro. Die aufzubringen, wäre die Staatskasse nicht imstande, der Privatsektor schon, trumpfte die CIGDL auf. Und: Staatliche Beihilfen seien nicht nötig. Nach dem derzeitigen System erhalten die öffentlichen Träger Fonds du Logement und Société nationale des habitations à bon marché (SNHBM) den Bau verbilligter Wohnungen vom Staat zu 70 Prozent subventioniert, Gemeinden zu 75 Prozent. Planungskosten trägt der Staat zur Hälfte. Müssen Grundstücke erworben werden, schießt der

Staat dafür ebenfalls 70 beziehungsweise 75 Prozent zu. Aus dem Privatsektor sind für den Bau von Mietwohnungen nur ASBL, Stiftungen, der *Kierchefong* und neuerdings Gesellschaften mit sozialem Impact anspruchsberechtigt. Beim Modell der „Bailleurs sociaux“, das die CIGDL propagierte, sollte der Unternehmer das Grundstück mitbringen; es gehörte ihm ja. Die anderen Kosten würden durch Mieten und Kaufsummen gedeckt. „Wir hatten das“, sagt Jean-Paul Scheuren, „von Anfang bis Ende durchgerechnet. Es ging auf.“

Ob CSV-Minister Schank damals tatsächlich offen für die Idee war, lässt sich nicht feststellen: Eine Anfrage des *Land* bei ihm blieb unbeantwortet. Scheuren sagt, die CIGDL habe auf Schanks Anfrage hin sogar einen ersten Entwurf für einen Gesetzestext geschrieben. Am 17. Januar 2012 machte die CIGDL ihre Idee in einer Pressekonferenz publik. „Un changement de paradigme“ versprach sie da, wie Marc Hansen und Romain Schneider gut fünfzehn Jahre später. In den Jahren dazwischen diskutierte die Chambre immobilière auch mit Marc Hansen, bei seiner Vorgängerin Maggy Nagel war sie ebenfalls. Doch Ende 2016 lehnte Hansen die Idee definitiv ab. Dem *Land* sagte er später, die Juristen seines Ministeriums hätten „zu viele rechtliche Probleme“ gesehen. Scheuren hält das nach wie vor für vorgeschoben und denkt, „Marc Hansen wollte das einfach nicht“.

Die Frage, warum die private Immobilienindustrie solch ein Konzept hervorbringt, wenn sie angesichts der ungebrochen hohen Nachfrage nach Wohnraum auch mit ihrem traditionellen Geschäftsmodell gut fährt und viel weniger lange warten muss, bis Investitionen sich bezahlt machen, bleibt natürlich. Der CIGDL-Präsident räumt ein, „nicht jede Firma in der Branche“ interessiere es, *Bailleur social* zu werden, aber „fünf bis zehn“ schon, darunter vor allem große. „Für die wäre das eine Zusatzaktivität. Für jedes Projekt würden sie eine separate Gesellschaft gründen, die nach diesem langfristigen Geschäftsmodell funktioniert.“ Anscheinend besteht das Interesse daran noch immer, denn Scheuren will das Konzept nun der neuen Wohnungsbauministerin Sam Tanson (Grüne) unterbreiten.

Bailleur social – den Begriff hatte die Chambre immobilière aus Frankreich übernommen, mit dem dortigen System der *Livres verts*. Sie sind eine Art Bausparbücher, auf denen in Frankreich seit der Nachkriegszeit Kapital zum Eigenheimerwerb angespart wird. Verwaltet wird es von einer einzigen Kasse. Der CIGDL schwebte vor, dass eine solche „Kompensationskasse“ auch hier eingerichtet würde. „Wir haben uns im Ausland umgesehen, welche Lösungen es gibt. Die französische gefiel uns am besten“, sagt Scheuren. Die Kompensationskasse sollte einerseits *Bailleurs sociaux* ein Fünftel des zum Bau einer Wohnung nötigen Kapitals als Kredit gewähren, andererseits garantieren, dass der Zinssatz dafür so günstig bliebe wie in der gegenwärtigen Niedrigzinszeit, um die zwei Prozent. Auch das war Teil der Kostenrechnung, damit „alles aufgeht“. Mit diesem Modell, sagt Scheuren, sei er 2015 auch ins Finanzministerium gegangen. Denn Teil der Idee mit der großen Kasse und den Bausparbüchern war, dass der Staat dem Sparer steuerliche Anreize gewährt und die Sparzinsen festlegt; dadurch sollte die Regierung die Mietwohnungs-Initiative steuern können.

Doch da die vorige DP-LSAP-Grüne-Regierung damals den *Zukunftspak* entwarf, habe das Finanzministerium die Idee, neue Steueranreize für Privatper-

sonen einzuführen, skeptisch gesehen. Stattdessen wollte es den Unternehmern, die *Bailleurs sociaux* wären, in einer „ersten Phase“ Staatsgarantien gewähren, damit jede Bank einen zinsgünstigen Kredit vergeben hätte. Eine erste Garantie über 20 Millionen Euro habe die CIGDL zugesagt bekommen. 80 Millionen hätten Unternehmen hinzu gelegt. Mit den insgesamt 100 Millionen Euro hätten nach dem CIGDL-Kalkül um die 300 Wohnungen realisiert werden können. Ein Projekt über 120 Wohnungen habe schon auf dem Tisch gelegen, sagt Scheuren, der betont, die Beamten des Finanzministeriums hätten wissen wollen, wem sie die Garantie zuerkennen sollten. „So weit waren wir gekommen!“ Doch dann habe der Wohnungsbauminister plötzlich erklärt, die privaten *Bailleurs sociaux* müssten wie öffentliche Einrichtungen behandelt werden und das schaffe Probleme mit dem Ausschreibungsgesetz. „Dabei hatten wir die Statuten der *Bailleurs*-Gesellschaften ebenso wie die erforderlichen Kontrollorgane intensiv mit Juristen des Wohnungsbauministeriums diskutiert.“ Die CIGDL habe eine juristische Stellungnahme der Ausschreibungskommission angefragt, aber keine bekommen. Und das Woh-

Zehn Jahre lang würde Mietern eine Miete von 75 Prozent des Marktpreises garantiert. Erhöhungen gäbe es keine. Nach zehn Jahren könnte der Mieter die Wohnung kaufen

nungsbauministerium habe sich nie klar schriftlich erklärt. Umso mehr habe ihn erstaunt, sagt Scheuren, dass am 29. September 2017 zwei Minister einen Mietwohnungs-Deal zwischen einer öffentlichen Einrichtung, dem Fonds du Logement, und einer anderen, der Pensionskasse, verkündeten. Ohne öffentliche Ausschreibung.

Was lässt sich dazu sagen? Inwiefern die privaten *Bailleurs sociaux* eine gute Idee wären, ist schwer einzuschätzen, solange nur ihr Vordenker davon erzählt. Ob das Pilotprojekt von Fonds du Logement und Rentenkasse als Modell taugt, fragt sich aber auch. Mietwohnungen, die der Fonds baut, erhält er vom Staat bezuschusst. Vermietet er sie selber, muss er die Sozialmiete-Verordnung anwenden, die derzeit Mietpreise von im Schnitt nur vier Euro pro Quadratmeter ergibt. Kauft die Pensionskasse die Wohnungen und vermietet sie, muss sie darüber zwar eine Konvention mit dem Wohnungsbauministerium abschließen, doch sie unterläge der Sozialmiete-Vorschrift nicht. Und nach 20 Jahren könnte sie die Wohnungen zum Marktpreis verkaufen, der dann sehr wahrscheinlich einen Gewinn ermöglicht. Sicher scheint, dass dieses Modell einen komplizierten Transfer öffentlicher Gelder verlangt. Erschwinglicher Wohnraum würde damit nur eine Zeitlang bereitgestellt. Und: Wollte man viel davon bauen, würde das Limit, bis zu dem die Rentenreserve beteiligt werden kann, schnell erreicht. Die Baukosten pro Wohnung haben sich mittlerweile auf rund 350 000 Euro im Landesschnitt erhöht.

ACQUISITIONS | SALES | RENTALS | VALUATIONS | INSURANCE | REAL ESTATE CONSULTING

DO YOU WANT YOUR SALE OR RENTAL TO CLOSE SUCCESSFULLY?

GET STARTED WITH A REALISTIC VALUATION* OF YOUR PROPERTY.

OUR VALUATIONS ARE ACCURATE & RELIABLE, FREE & NON-BINDING. NO OVER-, NO UNDERRATING. NO DECEPTIVE CLIENT PITCHING. NO STORYTELLING. ***NO BULLSHIT ASSESSMENTS.**

PAUL FABECK
OWNER & FOUNDER

BRICKS REAL ESTATE SOLUTIONS
SOLUTIONS IMMOBILIERES
EXCELLENCE IN REAL ESTATE

2, PLACE DE NANCY | L-2212 LUXEMBOURG | T: 26 44 11 61 | INFO@BRICKS.LU | WWW.BRICKS.LU

Die Chambre immobilière verspricht 18 000 preiswerte Mietwohnungen